

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

LA VITICULTURE FRANÇAISE
ET LES PROJETS
D'OFFICE NATIONAL DU VIN

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

André CELLIER

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. ANTONELLI, prof. *Président.*
COURTIN, professeur.
DELBEZ, Professeur.

Assesseurs

IMPRIMERIE
MARI-LAVIT
1, rue de Sauvages
MONTPELLIER
1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

LA VITICULTURE FRANÇAISE ET LES PROJETS D'OFFICE NATIONAL DU VIN

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

André CELLIER

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. ANTONELLI, prof. *Président.*

COURTIN, professeur.

DELBEZ, Professeur.

Assesseurs

IMPRIMERIE
MARI-LAVIT
1, rue de Sauvages
MONTPELLIER
1938

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie Politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire de Droit.

DIJOL, chargé de cours de Capacité.

ELLUL, Chargé de Cours.

MORINI-COMBY, chargé de cours

BABY, secrétaire.

DUBOIS, secrétaire honoraire.



Jury

MM. ANTONELLI, Prof. *Président.*

COURTIN, Professeur.

DELBEZ, Professeur.

Assesseurs

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA GRAND'MÈRE

A MON PÈRE

A MA MÈRE

Hommage de filiale reconnaissance



A TOUS LES VITICULTEURS

Hommage de fraternelle sympathie

Nous remercions tout particulièrement M. le Professeur ANTONELLI qui a bien voulu diriger nos travaux, ainsi que M.M. BAYLET, DELON, MILHAU et PONS, pour les précieux documents mis si aimablement par eux à notre disposition.

La Viticulture Française et les projets d'Office National du Vin

INTRODUCTION

« Le Statut de la Viticulture », objet de thèses remarquables (1), ne saurait, semble-t-il, former le sujet d'une nouvelle étude vraiment originale. A ce propos, revient en mémoire le mot de La Bruyère : « Tout a été dit et l'on vient trop tard... » Nous croyons, peut-être à tort, qu'il est possible de revenir sur ce sujet sans mériter le reproche de plagiat. Notre affirmation s'appuie sur deux faits : la question viticole n'a pas été traitée en fonction de l'économie générale, et des mesures subséquentes sont intervenues.

« On ne démembrer pas à son gré, ni en vain l'économie d'un pays comme la France. La production viticole représente une fraction trop importante de la richesse nationale pour qu'on puisse l'isoler et la cantonner. Ses accidents retentissent sur l'ensemble de la vie économique et à l'inverse toutes les vicissitudes de l'économie générale du pays se répercutent sur elle. Je suis même convaincu, je vous le déclare dès à présent, que la plupart des erreurs commises vis-à-vis de la crise viticole proviennent de ce

(1) Sabadie. « Le nouveau Statut de la Viticulture », 1932.
Maudet. « Le Statut juridique de la Viticulture française », 1933.

qu'on a trop considéré cette question comme spéciale et locale. » (2). Une étude complète du Statut doit, à notre humble avis, montrer qu'il ne constitue pas un phénomène isolé, unique ou exclusif, intervenu tout-à-fait par hasard, mais l'application particulière, à la Viticulture, de théories économiques générales admises à notre époque. De la sorte, une incursion, rapide évidemment, dans la vie des affaires en France et dans les autres pays, apparaît indispensable. La substitution de l'économie organisée à l'économie libérale éclaire de façon totale la raison qui a poussé le législateur à doter la Viticulture d'un Statut. Démontrer que la question viticole s'explique par elle-même est une erreur et une insuffisance. Il faut la rattacher à l'ensemble de l'activité économique dont elle ne forme qu'une branche particulière. Nos efforts seront poussés dans ce sens au cours de notre travail.

Trois dispositions importantes: le financement de la récolte, l'échelonnement des ventes, la fourniture d'alcool vinique, sont venus compléter la législation viticole depuis le dernier ouvrage sur la matière. Tous les jours, partisans et adversaires de l'art. 8 s'affrontent, échangeant de vifs propos, quelquefois même dépourvus d'aménité. Les premiers éprouvent, pour cette mesure salvatrice, une espèce d'engouement tandis que les seconds voient dans l'échelonnement un instrument destiné à brimer les vignerons. Il serait intéressant de voir, à la lumière des faits, ce qu'il faut penser de cette arme à double tranchant mise entre les mains des Pouvoirs publics. Dans l'examen du Statut de la Viticulture, nous insisterons de préférence sur ces trois interventions: financement de la récolte, échelonnement des ventes, fourniture d'alcool vinique, qui n'ont pas encore fait le sujet d'études particulières.

(2) Blum. Discours Radio-Midi, 23 avril 1936.

L'Office National du Vin formera la plus large contribution à ce modeste travail. Son analyse est préparée par celle du Statut de la Viticulture : quelques dispositions de ce dernier s'apparentent à l'économie dirigée et ce sont les lacunes, l'impuissance de la législation actuelle, disent ses adversaires, qui militent en faveur d'une nouvelle institution. Deux points retiendront particulièrement notre attention : l'étude objective des diverses modalités et l'examen critique du véritable esprit de l'Office National.

L'ensemble des vignerons ignorent presque totalement les différentes réformes préconisées par les partisans de l'économie dirigée en matière viticole. Aucun exposé impartial n'a paru jusqu'à présent, au contraire, des articles de polémique déforment la vérité. De violentes campagnes de presse se plaisent à montrer les mauvais côtés de l'institution et jamais ses avantages. Sans exagération aucune, il est permis d'affirmer que rarement pareille hostilité se manifeste : chaque fois qu'un projet est déposé, de farouches adversaires se lèvent pour étouffer la voix du réformateur. Ennemi de tout parti-pris, nous essayerons d'étudier objectivement les modalités de l'Office, et de formuler les critiques qui paraissent fondées. Comparant cette institution avec celles déjà existantes, il nous paraît utile d'indiquer les améliorations qu'il serait souhaitable d'apporter. C'est là notre ambition, se réalisera-t-elle ?

De fâcheuses coïncidences empêchent d'excellents viticulteurs de distinguer le véritable esprit de l'Office National du Vin. On le présente trop souvent imprégné d'un caractère politique et partant comme devant être rejeté à priori par les adversaires de tel ou tel système. Aucune discussion n'est possible, il faut traiter par le mépris une formule entâchée, prétendent ses détracteurs,

de préférence politique. Sans vouloir atteindre le rôle de « Dom Quichotte », redresseur de torts, nous chercherons à réformer ces jugements hâtifs et à montrer combien ils sont erronés. De longs développements sur la portée économique et juridique de l'Office National du Vin permettront de voir clair en une matière où généralement domine le sectarisme de parti.

PREMIERE PARTIE

**La place de la Viticulture
dans
l'économie française**

Importance économique et Sociale de la Viticulture en France

*O peuple, fils du sol où croît la sainte vigne,
Garde ton culte pour le vin : il en est digne,*

(Richepin)

Le Vin constitue une des principales richesses de la France puisqu'il occupe, après le blé, la première place dans l'économie agricole du pays, représentant à lui seul un revenu annuel de dix à douze milliards de francs.

Notre production vinicole la plus importante du monde, atteignait ces dernières années (1935) 92 et même (1934) 97 millions d'hectolitres mais la récolte moyenne varie entre 60 et 80 millions d'hectolitres avec un rendement à l'hectare de 50 hectolitres environ.

Le vignoble métropolitain et algérien couvre une superficie de deux millions d'hectares inégalement répartis sur l'ensemble du territoire des deux pays. Dans certaines régions — ce sont les plus nombreuses — le cep se cultive concurremment avec les céréales, les fourrages, et quelques plantes légumineuses; dans d'autres — c'est le cas du Bas-Languedoc — on s'adonne presque exclusivement à la culture de la vigne. L'Aude, l'Hérault, le Gard, les Pyrénées-Orientales forment un immense tapis vert qui se déroule sans interruption de la Méditerranée aux

Cévennes, des Pyrénées au Rhône. L'exploitation viticole est seule en honneur dans ces quatre départements du fait que les autres productions, ne convenant pas au sol et au climat, s'adaptent mal et donnent un résultat médiocre. Le cep « roi de l'Occitanie » représente donc l'unique richesse de tout le pays, aussi a-t-on pu dire: « Le problème du vin c'est le problème même de la vie économique dans le Languedoc méditerranéen ». (1).

L'aspect social du problème de la viticulture ne saurait être négligé: la viticulture a une « âme » et cette « âme » est constituée par les vigneron, leurs traditions, leur attachement à la terre, leur ardeur au travail. La France se présente comme le domaine par excellence de la petite exploitation viticole. En 1935, la Métropole compte 1.657.192 viticulteurs dont 1.503.456 récoltent moins de 100 hectolitres et 88.489 de 100 à 200 hectos; plus de la moitié du vignoble appartient à des petits propriétaires de deux à cinq hectares. Cette masse paysanne forme la seule base solide sur laquelle repose notre édifice social dans les pays viticoles: elle lui donne sa vigueur et son parfait équilibre. M. le professeur Blanchard s'exprime ainsi: « Si la France a moins souffert de la crise que les autres nations, elle le doit non seulement à la richesse de son sol mais surtout aux qualités d'ordre et d'économie de ses millions de terriens qui sont l'honneur de la civilisation latine et méditerranéenne. » (2).

La culture de la vigne étant une culture riche en ce sens qu'elle nécessite des soins nombreux et attentifs exige une

(1) Courtin. La Viticulture devant les pouvoirs publics. « Revue pol. et parlementaire », 10 juillet 1931.

(2) Blanchard. Discours à la séance solennelle de rentrée des Facultés. Montpellier, 1933.

main-d'œuvre abondante dont elle assure la subsistance et le travail régulier durant toute l'année. Les régions viticoles servent de déversoir pour les excédents de population des campagnes environnantes, ainsi se trouve rétabli l'équilibre démographique lorsqu'il est rompu à certains endroits par un accroissement excessif de naissances. C'est un fait bien connu : de tout temps les plaines fertiles ont drainé à leur profit les populations des montagnes voisines.

Une fois en cave, le vin et ses dérivés font l'objet d'un trafic intense, ils conditionnent l'activité de trois cents à trois cent-cinquante mille entreprises commerciales représentant des négociants, des courtiers, des camionneurs et une foule d'employés.

Peut-on fixer le nombre de ceux qui vivent directement ou indirectement de la vigne et du vin ? Il serait téméraire d'avancer un chiffre, d'aucuns ont prétendu quatre à cinq millions. Peu importe, on ne rencontre pas un Français qui ne s'intéresse à la question viticole, le vin faisant partie intégrante de notre alimentation : « Dans notre vieux pays de France, il est une denrée à peu près aussi nécessaire à la vie que le pain lui-même, à savoir le vin ; » (3) et M. Germain Martin d'ajouter : « Nous sommes nés rouges, je veux dire buveurs de vin. Cette pratique explique quelques-unes des qualités de notre race : la gaieté, l'enthousiasme facile qui entraîne l'acte après lui. Le vin est l'aliment qui entretient le feu sacré de l'âme française. » (4).

*
**

(3) Hauser. La paix économique. Armand Colin, 1935.

(4) G. Martin. Essai sur la vente des vins. « Revue Bourguignonne de l'Enseignement Supérieur », 1904.

Développement de la production viticole et ses causes

Certes la vigne est chez nous indigène (5) mais l'importance de premier plan acquise par elle dans la production nationale ne date vraiment que de la seconde moitié du xix^e siècle. A cette époque le Midi, qui jusque là n'apportait qu'une faible contribution à la culture du cep, devint le grand fournisseur des vins de consommation courante pour l'ensemble de la France et la viticulture connut alors l'essor prodigieux qui devait en faire un des plus beaux fleurons de l'économie française. Etudions comment et sous quelles influences s'est manifestée cette transformation complète dans le régime agricole de la région méditerranéenne.

En 1830 la polyculture domine encore dans le Bas-Languedoc. Creuzé de Lesser nous montre dans les « Statistiques du département de l'Hérault » — vraies aussi pour les départements limitrophes — l'état général des cultures au début du xix^e siècle. Il distingue, d'après les dénominations populaires, d'abord les sols froids de la partie Nord « ces terrains maigres se refusent à la culture du blé mais le seigle y réussit fort bien » ; ensuite « la zone du milieu présente une immense étendue de terres pierreuses ou graveleuses, la vigne et l'olivier dominant » ; enfin « sur les terres grasses voisines du littoral, la principale culture est celle des céréales. » (6).

Ainsi trois productions principales : le blé, le vin, l'olive.

Dans les plaines, au bord de cette douce mer latine dont les flots harmonieux sans cesse renouvelés rivalisent de splendeur avec la beauté et la majesté du firmament,

(5) Voir Roupnel. Histoire de la campagne française, 6^e partie: La Vigne. — Marc Bloch: Les caractères originaux de l'histoire rurale française, pp. 22 et suivantes.

(6) Tudez. Le développement de la vigne aux environs de Montpellier. Thèse 1934.

s'étend, l'été, à perte de vue, un vaste tapis jaune formé de magnifiques épis dorés se balançant nonchalamment sur leur longue et frêle tige au gré du vent venu du large. De ces terres à céréales le Languedoc tire son principal revenu agricole.

La vigne ne vient qu'au second rang, les côteaux bien ensoleillés sont couverts de pampres vermeilles suivant le vieux précepte: « *apertos amat colles Bacchus* ». Une partie de la récolte se consomme sur place ou dans les centres urbains rapprochés, et l'autre partie sert pour alimenter le commerce des eaux-de-vie très prospère depuis qu'Arnaud de Villeneuve a introduit l'art de distiller c'est-à-dire depuis le xiv^e siècle. « On envoya à l'étranger, sous le nom d'eaux-de-vie de Montpellier, des eaux-de-vie qui firent ses délices et dont la force de l'habitude lui a fait une nécessité. » (7).

Après l'ouverture du canal des Deux-Mers et le percement du port de Sète, le commerce des trois-six devient encore plus florissant. « Montpellier expédie le vin et les eaux-de-vie du Languedoc méditerranéen par le charroi sur les routes vers les montagnes du Plateau Central; par le canal des Deux-Mers vers Toulouse et Bordeaux qui en réexpédie jusqu'en Angleterre; par mer et du port de Sète en Italie, à Amsterdam, à Hambourg et aussi au Havre pour les marchés de Paris. » (8).

« La somme des eaux-de-vie faites en Languedoc constitue le tiers de celles du reste de la France » nous dit l'abbé Roziers. Des affaires très importantes se négocient sur les places de Montpellier, Pézenas, Béziers. Au xix^e siècle, grâce à la découverte d'Edouard Adam et à l'utilisation de son appareil, cette industrie viticole est en plein essor

(7) Dr Bories. Mémoires.

(8) Thomas. Montpellier, ville marchande, 1932.

dans toute la région mais plus particulièrement dans le département de l'Hérault. De 1820 à 1850 « les vins de chaudière » allant à la distillation composent les trois-quarts de la récolte totale.

C'est alors que le vieil équilibre des productions agricoles se trouve rompu : les blés des régions « spécialisées » du Haut-Languedoc ou de l'Amérique viennent concurrencer victorieusement, à bas prix et en quantité, les blés du Languedoc méditerranéen, aussi la culture des céréales va-t-elle en diminuant au profit de celle de la vigne. Si l'on cultive encore l'olivier, ce n'est pas sans prévoir qu'il faudra bientôt l'abandonner à cause de la concurrence des graines oléagineuses qui arrivent à Marseille venant des régions « spécialisées » d'Afrique ou d'Asie. Les alcools de betteraves se substituent peu à peu aux alcools de vin et leur enlèvent les plus intéressants de leurs débouchés. L'oïdium va porter le coup de grâce à l'ancienne économie rurale.

« En 1850 nos viticulteurs consternés aperçoivent de toutes parts de nombreux raisins souillés d'une efflorescence blanche; sous l'action corrosive de cette espèce de moisissure les grains ne grossissent plus, ils se fondent et se dessèchent ». (9). La production de l'ensemble du pays décroît rapidement : de 39 millions d'hectolitres en 1851 elle passe à 28 millions en 1852, 22 millions en 1853 pour atteindre son minimum en 1854 10 millions. Les récoltes étant déficitaires, les prix montent et les vigneronniers méridionaux, ayant trouvé le remède dès 1855 en traitant le cep par la fleur de soufre, se mettent à planter avec une nouvelle ardeur. Nous assistons à une avance très rapide du vignoble sur les emblavures, dans son rapport de l'année 1860, Marès remarque : « depuis 1856 la culture des

(9) Pagézy. Bull. Agricult. an 1850.

céréales subit partout où la vigne est cultivable une diminution progressive » et il évalue le retrait des terres commencées dans le département de l'Hérault pour l'année 1860 à 500.000 hectares environ. Petit à petit le cep envahit les meilleurs terrains, il descend des côteaux dans la plaine et son nouveau domaine se situe principalement, note Marès, sur « tout le long du littoral ainsi que dans les vallées les plus ouvertes ». Le vignoble de l'Hérault compte en 1866, 162.000 hectares alors qu'en 1824 il n'en comptait que 96.787. La « folie des plantations s'empare rapidement de tout le Bas-Languedoc et l'importance de la viticulture française se trouve accrue : les terrains vitifères occupent 2.200.000 hectares en 1859 ; 2.300.000 en 1862 ; 2.500.000 en 1873 ; la production vinicole se chiffre à 69.000.000 d'hectolitres en 1865 ; 71.000.000 en 1869 ; 84.000.000 en 1875.

A la même époque le commerce des eaux-de-vie disparaît. *Le Messenger du Midi*, du 5 mai 1868, étudiant la situation économique, rapporte : « Le vignoble est la grande industrie de la région... Le prix de revient est si faible, qu'après avoir traversé toute la France et acquitté des droits onéreux, le vin peut faire concurrence au cidre de Normandie... Jadis, faute de moyens de transport, on le distillait. Aujourd'hui il s'écoule en nature et à des prix beaucoup plus rémunérateurs qu'à l'époque où l'on convertissait en alcool... » Désormais la distillation des vins ne va servir qu'à utiliser les excédents de récolte et les résidus de la vinification : elle permet de liquider une série de bonnes années durant lesquelles le cep se montre trop fécond.

Pourquoi ce passage à la monoculture de la vigne ?

Le prix du vin est devenu largement rémunérateur sous l'influence de deux faits nouveaux : le développement des moyens de transport et l'extension des débouchés.

La Société Talabot obtient en 1852 la concession du chemin de fer d'Avignon à Lyon, achève la construction du pont sur le Rhône entre Tarascon et Beaucaire, rachète à bon compte les lignes de la Grand'Combe à Beaucaire, de Montpellier à Nîmes et de Montpellier à Sète, et fait du tout les « Chemins de fer de Lyon à la Méditerranée ». La ligne de Paris à Lyon est terminée en 1855 par les soins de la Compagnie d'Enfantin; dès 1857 les deux Compagnies : de « Paris à Lyon » et de « Lyon à la Méditerranée » fusionnent; un trafic régulier s'établit entre le Midi et la capitale par la vallée du Rhône.

Paulin Talabot avait constitué, en même temps, une autre compagnie qui se proposait la construction et l'exploitation du chemin de fer de Sète à Bordeaux. La concession de cette lignes est accordée à la « Compagnie des chemins de fer du Midi » qui l'ouvre au trafic en 1857. Un réseau d'Intérêt Local relié aux lignes principales complète les grandes voies ferrées de l'Empire.

On fonde aussi des espoirs enthousiastes sur la nouvelle politique économique préparée par les conversations de Michel Chevalier, président du Conseil général de l'Hérault, avec Cobden, annoncée par la lettre retentissante de l'Empereur à Fould, son ministre d'Etat, le 5 janvier, et proclamée par le traité de commerce signé avec l'Angleterre le 23 janvier 1860. L'Europe toute entière est conquise au libre-échange, des accords commerciaux sont conclus avec la Belgique, la Prusse et le Zollverein, l'Italie, la Suisse, la Suède et Norvège, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Autriche, et le Portugal. Toutes ces ententes douanières comportent la clause de la nation la plus favorisée : les Etats s'engagent à reconnaître à chacun de leurs co-contractants les tarifs qu'ils accordent aux autres pays. Par le jeu de cette clause les vins portugais jouissent des mêmes faveurs que les vins français, leur prix de vente

étant moins élevé, ils les chassent des marchés étrangers. Ainsi notre boisson nationale ne profite pas des nouveaux débouchés qui lui sont offerts.

Mais, par contre, les chemins de fer ont bien mérité de la viticulture, grâce à eux la consommation du vin se développe dans le Centre, le Nord et l'Ouest de la France. De 1860 à 1875 les viticulteurs connaissent une ère de grande prospérité, la production française atteint annuellement 60 millions d'hectos environ d'une valeur moyenne de un milliard et demi. On commence à se préoccuper de l'écoulement normal des bonnes récoltes lorsqu'une crise grave vient jeter la perturbation dans l'économie viticole : L'invasion phylloxérique ravage le vignoble.



Crise phylloxérique

Le phylloxéra, cet insecte microscopique qui vit en parasite sur les racines de la vigne et cause la mort de la plante en détruisant ses organes de nutrition, est d'origine américaine. Il fut importé des Etats-Unis avec les nouveaux plants que l'on se procura contre l'oïdium.

Les premières atteintes du mal se manifestent en 1863 dans le Gard, de là le phylloxéra se répand dans la vallée du Rhône et vers 1875 tout le vignoble est envahi. Deux millions d'hectares d'après Foex, un million trois cent mille d'après Convert sont anéantis ; la production diminue de vingt-quatre millions d'hectolitres en quatre ans (1875-1879). Les pertes subies par la viticulture s'élèvent à plusieurs milliards : des fortunes disparaissent — beaucoup se ruinent dans la lutte contre le terrible fléau — ; des contrées se dépeuplent — de nombreux vigneronns languedociens vont s'établir en Algérie — ; des terres sont aban-

données — les terrains complantés en vigne n'ont jamais égalé depuis les surfaces occupées par le cep avant la crise. Certaines industries auraient succombé sous un tel coup du sort mais la viticulture, elle, ne voulut pas mourir.

On préconise divers remèdes; un seul, la submersion, donne de bons résultats mais la submersion n'est possible qu'en certains endroits, aussi s'applique-t-on à trouver un autre moyen de combat. Après de longues recherches dans les laboratoires suivies de pénibles explorations dans le Nouveau-Monde où se distinguent quelques savants parmi lesquels il convient de citer Planchon et Pierre Viala, on découvre que la seule façon d'éviter l'anéantissement complet du vignoble consiste à remplacer les anciennes vignes françaises par des plants importés d'Amérique et greffés avec des cépages d'Europe.

Alors commence cette œuvre admirable qu'il est convenu d'appeler la « reconstitution » du vignoble. Trois problèmes doivent être résolus : la résistance, l'adaptation, l'affinité.

Il faut d'abord déterminer les plants qui offrent le plus de résistance aux piquûres du phylloxéra et puis le degré dans l'échelle de la résistance des cépages américains. C'est l'expérience seule, parfois bien coûteuse, qui les a révélés.

Tous les porte-greffes ne conviennent pas uniformément à tous les terrains, la science, aidée de l'expérience, a dû déterminer les porte-greffes des terrains siliceux, argileux, calcaires, légers ou profonds.

On doit considérer, en outre, l'affinité c'est-à-dire le degré auquel un porte-greffe donné peut s'allier avec un greffon choisi dans les meilleures conditions de production et de bonne fructification.

Le vignoble est encore en pleine « reconstitution » que

deux nouveaux parasites : le mildew et le black-rot, s'abat-tent sur lui. Le mildew, champignon qui dessèche et fait tomber les feuilles, apparait en 1878. Ses progrès deviennent alarmants, heureusement on trouve rapidement le remède en mélangeant du sulfate et de la chaux. De 1894 à 1897 c'est le black-rot, champignon qui se développe à l'intérieur de certains organes de la vigne, les grappes par exemple, il en résulte des tâches caractéristiques et la destruction des parties atteintes. Après plusieurs essais les traitements cupriques se sont révélés efficaces.

Ces obstacles presque insurmontables ne peuvent abatre le courage du vigneron ni le détourner du but qu'il poursuit ; par son ardeur au travail, par sa ténacité dans la lutte, par sa persévérance dans l'effort il arrive à vaincre l'adversité. « *Labor improbus omnia vincit* ». A la fin du siècle un nouveau tapis vert entièrement renouvelé recouvre le sol de notre pays.

« La crise phylloxérique, on ne saurait trop y insister, est le point de départ d'un bouleversement profond dans la viticulture de la France et par contre-coup, puis par rayonnement et par approche, dans la viticulture du monde entier. Elle est l'origine d'une évolution gigantesque, d'une véritable révolution à la fois agricole et économique, affectant le vignoble dans son assiette, dans sa base, dans les sources de sa vie et de sa production, modifiant les pratiques culturales et les produits, les habitudes du producteur, du consommateur et du commerce, instaurant en quelque sorte de toutes pièces un nouvel ordre de chose destiné à développer l'aire de culture de la vigne, l'étendue de sa production et fatalement aussi de la consommation du vin. » (10).

La substitution des vignes greffées sur porte-greffes

(10) Etat actuel de la viticulture française. Rapport Congrès internat de la Viticulture. Lyon, 20 juillet 1914.

américains à nos vignes indigènes franches de pied donne comme premier résultat l'augmentation des rendements aux dépens de la qualité. Afin d'augmenter la consommation du sucre, les Pouvoirs publics songent à faciliter le sucrage : la loi du 29 juillet 1884 réduit de 50 à 20 francs, par 100 kilogs de sucre raffiné, les droits sur les sucres employés au sucrage des vins, cidres et poirés avant la fermentation. Il ne s'agit donc pas simplement de relever le faible degré des moûts puisque le règlement d'administration publique qui « devait déterminer les mesures applicables à l'endroit de ces sucres » étend le bénéfice de la détaxe aux sucres employés en deuxième cuvée c'est-à-dire à la fabrication des vins de marcs. Dès lors l'industrie des vins artificiels est autorisée : les viticulteurs ont le choix entre l'emploi en quantité illimitée du sucre payant droit entier et l'emploi du sucre détaxé soumis à quelques formalités ; on permet aussi la fabrication des vins de raisins secs. Les vins artificiels suivant le régime des vins naturels, il en résulte une concurrence déloyale entre les deux sortes de produits.

En même temps qu'elle bouleverse la production viticole, la crise phylloxérique trouble profondément le commerce des vins, modifiant radicalement ses usages, ses traditions, ses besoins. Elle le contraint, devant l'insuffisance des récoltes, à s'adresser au dehors, à rechercher dans les pays étrangers les vins nécessaires pour alimenter les centres de consommation. Les vins produits par les nouvelles plantations ne présentant pas les mêmes caractéristiques que les vins d'autrefois ni comme couleur, ni comme degré, ni comme bouquet, les commerçants sont obligés de pratiquer des mélanges, des coupages et de créer ainsi des types de vins, différents de ceux fournis à la production et auxquels vont s'habituer les consommateurs.

Des concurrents, hier encore inconnus, entrent en scène, occupent des marchés qui, auparavant, constituaient de précieux débouchés pour nos produits. Au-delà des mers d'immenses vignobles sont nés : en Australie, en Californie, dans la République Argentine, au Chili. Sur l'autre rive de la Méditerranée, l'Algérie, se lance dans la culture de la vigne. Des avis, des conseils lui sont prodigués : loin de viser à être la concurrente et la rivale de la Métropole, elle doit tendre à devenir son auxiliaire ; ni par son sol, ni par son climat, elle n'est pas faite pour la production de ces vins légers, fruités, agréables au goût qui sont l'apanage des vignobles à grands rendements de l'Aude, de l'Hérault, du Gard ; elle doit rechercher la production des vins de coupage capables de remplacer sur le marché français et sur certains marchés étrangers les vins de coupage d'Espagne et d'Italie. *Verba volant*. L'Algérie se spécialise de plus en plus dans la culture des plants à grands rendements.

Comment la viticulture française, à peine relevée de ses ruines va-t-elle pouvoir lutter victorieusement contre ses jeunes rivales ? Des mesures législatives vont venir à son aide et cela d'autant plus que l'interventionnisme fait partie d'un système politique général déjà admis par le Parlement : à l'idée de liberté s'est peu à peu substituée l'idée de réglementation ; à la théorie de la libre concurrence, celle de la protection.

La loi du 1^{er} décembre 1887 exempte de l'impôt foncier, pendant quatre ans, les terrains plantés ou replantés en vignes dans les arrondissements déclarés atteints par le phylloxéra.

Contre les falsifications et les fraudes commerciales interviennent les lois de 1889, 1891, 1894, 1897.

La loi de 1900, modifiant le régime fiscal des boissons, favorise la viticulture par l'extension qu'elle devait don-

ner à la consommation du vin qui ne se trouve plus frappé que d'un droit de circulation de 1 fr. 50 par hecto.

Les viticulteurs obtiennent encore des mesures de protection contre leurs ennemis du dehors : une taxe douanière prohibitive pour les vins étrangers était inscrite dans le tarif de 1892, taxe qu'on augmentait dans la loi du 1^{er} février 1899 (11).

Tous ces appuis ne suffisent pas et dès le début du xx siècle un effondrement des cours se constate sur le marché des vins.



Crise de mévente

La crise de mévente qui s'étend de 1900 à 1907 est due à la surproduction artificielle.

On a parlé des non-logés et des excédents. Certes l'absence de vaisselle vinaire ou son insuffisance constitue un puissant facteur de baisse : lorsque de nombreux propriétaires n'ont pas les capitaux nécessaires ou même ne veulent pas consacrer leur avoir à la création d'un matériel de cave, ils sont dans l'obligation de vendre leur récolte sur souche ou à la décuaison, et comme les raisins mûrissent à peu près en même temps par région, le commerce trouve à sa disposition une bonne partie de vins disponibles pour ses premiers besoins, il profite de l'occasion et paye ces vins à des prix dérisoires. La situation est identique dans le cas où les caves s'avèrent trop étroites pour loger les excédents de récolte. La question des non logés et des excédents ne peut, à notre avis, être rete-

(11) Voir Antonelli. La protection de la viticulture par l'Etat. Thèse Paris, 1905.

vue comme une cause déterminante du marasme des affaires à partir de 1900.

Il en va différemment de la fraude, elle se pratique sur toute l'échelle : dans la cave du producteur, dans le chai du négociant comme dans le magasin du débitant. A première vue il semble que la fabrication artificielle soit impossible au commerce ; le négociant est soumis au régime de l'exercice : on connaît les quantités de marchandises qui entrent dans ses locaux et celles qui en sortent, toute majoration du stock donne lieu à un excédent qu'il ne peut justifier. Qu'à cela ne tienne ? le commerçant fraudeur s'assure la complicité d'un débitant qui opère la fabrication chez lui ou bien il obtient d'un propriétaire un acquit de complaisance.

La fraude présente le grand avantage de pouvoir être pratiquée avec profit dans les centres de consommation éloignés des pays de production, elle permet de réaliser des économies sur les frais de transport, les droits de circulation et les taxes d'octroi là où elles subsistent. En plus du sucrage, du mouillage, il n'est pas rare de voir fabriquer sur place une boisson qui n'a du vin que le nom : à pose instantanément et à volonté, au gré du client, les vins, les liqueurs, les plus exquis et de provenance sûre : indigène ou exotique.

En 1903, à la suite de la dénonciation de la Convention de Bruxelles, l'impôt de consommation sur le sucre passe de 60 à 25 francs les 100 kgs, conséquence logique de la suppression du système des primes qui, en fermant à l'industrie sucrière ses débouchés extérieurs, faisait un devoir à l'Etat de lui assurer par compensation un marché intérieur élargi par la détaxe. Ce dégrèvement entraîne des résultats fâcheux pour l'économie vinicole : le sucreur ne voit plus d'intérêt dans la déclaration, il paye

24 francs s'il fait la déclaration et 25 francs s'il ne l'a fait pas, cette perte minime se trouve largement compensée par l'avantage de pouvoir se soustraire aux restrictions légales et de produire librement sans aucune entrave, autant de vin de sucre qu'il est loisible. Sous le nouveau régime le prix de revient du vin de sucre oscille entre 9 et 12 francs, si le sucrage se pratique une année de récolte déficitaire il laisse une marge notable de bénéfice qui incite à la fraude. Le prix de revient du vin de sucre devient la limite des cours des vins.

Les hauts prix de 1904, provoqués par la faible récolte de l'année précédente, suscitent une recrudescence de la fraude; on évalue de douze à quatorze millions d'hectolitres la production des vins artificiels. Cette quantité énorme de produits à vil prix jetée sur le marché entraîne un effondrement considérable des cours.

Durant les trois années qui suivent, la situation ne fait qu'empirer, les viticulteurs méridionaux sont plongés dans le plus extrême dénuement: la gêne et même la misère s'installent dans tous les foyers, des milliers d'ouvriers privés de leur gagne-pain abandonnent leurs pays (Béziers a perdu vingt mille habitants), la discorde règne au sein des familles. C'est alors que ce « vieux peuple fier et libre » (12), ne voulant pas mourir sur la terre de ses pères, se lève comme un seul homme pour revendiquer son droit à la vie. Sorte d'union sacrée avant l'heure, tous, patrons et ouvriers, riches et pauvres, grands et petits, sans distinction de convictions politiques ou religieuses, unis devant l'ennemi commun: la fraude, organisent dans les principales villes de grandioses manifestations. Rien ne peut arrêter ce magnifique mouvement, « beau et grand par son unanimité et surtout par l'enthousiasme où éclate

(12) Mistral. *Coupo Santo*.

la vitalité persistante de la race » ; (13) ni les railleries, ni les fusillades des 19 et 20 juin à Narbonne ne peuvent réduire au silence « le Midi qui bouge ». Aussi le 29 juin, le Parlement vote la loi qui devait apporter un remède efficace à la situation lamentable dans laquelle se débattait la viticulture depuis plusieurs années. Cette loi institue le contrôle des commerçants de Paris, la surveillance des débitants, la déclaration de récolte obligatoire, la limitation du sucrage par la surtaxe des sucres allant à la vinification .

Au Congrès international de la Viticulture tenu à Lyon le 20 juillet 1914, Gervais fait remarquer (14) : « La déclaration de récolte produit bien les résultats que nous escomptions elle éclaire d'un jour très vif l'importance réelle de notre production vinicole et des stocks à la propriété ; elle dissipe le fantôme de la surproduction dont on s'était plu à nous faire un épouvantail, et qui, comme tous les fantômes, s'est évanoui devant la lumière ; elle permet de mesurer, de jauger en quelque sorte, la faculté du marché — ce que j'appelle son point de saturation — et elle démontre que la production n'excède pas cette capacité du moins en l'état actuel des choses et en état normal. La déclaration paralyse enfin les fraudes qui pouvaient se commettre chez le producteur et tarit ainsi une des sources de l'allongement des récoltes, en un mot elle constitue un véritable bienfait.

A côté nous trouvons d'autres mesures tout aussi efficaces : la surveillance, la recherche, la répression méthodique des fraudes sont poursuivies sans arrêt, soit par les administrations compétentes décidées enfin à mettre en application la loi de 1905, soit par les organisations que la viticulture elle-même a su créer dans ce but. Les Confédé-

(13) Tudez. op. cit.

(14) Gervais. op. cit.

rations des Vignerons, C. G. V., par l'action incessante qu'elles exercent, déterminent sur le marché la plus heureuse influence : elles font disparaître peu à peu la fabrication artificielle, auparavant insaisissable, et cette surenchère à la baisse qui était une des causes déterminantes de l'avilissement des prix et la caractéristique la plus fâcheuse de cette longue période de malaise et de trouble qu'on appelle la crise viticole. »

Dès lors les cours du vin remontent et la viticulture peut atteindre la terrible tourmente de 1914-1918. Les lendemains de la guerre réservent des horizons nouveaux d'autant plus vastes que sont plus pressants et plus étendus les besoins auxquels il convient de pourvoir. La consommation s'est considérablement développée : nos poilus ont apprécié — dans la boue des tranchées et sous l'éclat des obus — cet « élixir de jouvence » que constitue le pur jus de la treille ; revenus dans leurs foyers, ils continuent les bonnes habitudes contractées au front et se font les ardents propagandistes de notre boisson nationale. Les viticulteurs vont connaître quelques années de grande prospérité, mais au printemps de 1930 c'est le marasme qui règne sur le marché, les prix s'établissent à moins de 70 francs l'hectolitre.

*
**

Crise économique

La crise viticole actuelle se rattache à la crise économique générale dont elle ne constitue qu'un aspect particulier, elle présente les mêmes phénomènes déterminés par les mêmes causes : surproduction d'une part, sous-consommation d'autre part. Étudions les diverses données du problème.

SURPRODUCTION. — Il est exact que les quantités de vin destinées à la vente augmentent tous les ans mais cet accroissement de l'offre doit-il être attribué à la production métropolitaine, à la production algérienne, ou à l'importation des vins étrangers ?

Trois faits sont à retenir lorsqu'on examine l'évolution des viticultures situées sur les deux rives de la Méditerranée: le nombre d'hectares de vignes en production, le chiffre exact de la récolte, le rendement moyen à l'hectare.

En ce qui concerne la Métropole les surfaces occupées par le cep semblent plutôt en régression. L'ensemble du vignoble a diminué de un million d'hectares dans l'espace de trente ans: en 1879 les terrains vitifères s'étendaient sur 2.320.533 hectares et en 1908 ils ne s'étendent plus que sur 1.499.048 hectares. Depuis cette époque, après avoir légèrement baissé, les superficies complantées en vigne ne varient pas, elles se maintiennent à peu près au même chiffre avec une régularité remarquable :

	Hectares		Hectares
1924.....	1.443.217	1933.....	1.422.159
1929.....	1.426.415	1934.....	1.478.889
1930.....	1.402.019	1935.....	1.504.954
1931.....	1.440.333	1936.....	1.402.983
1932.....	1.412.796	1937.....	1.464.976 (15)

L'aire du vignoble présente donc une forte diminution par rapport à la période préphylloxérique mais la production a-t-elle suivi une évolution parallèle ? Enregistret-on une augmentation ou une décroissance des quantités récoltes ? En 1875 la récolte métropolitaine s'élève à 84

(15) « Bulletin de Statistique et de Législation comparée » des dix dernières années.

millions d'hectolitres; elle descend à 61 millions en 1908 pour atteindre 55.725.533 après la guerre. Voici les statistiques de ces dernières années :

	Hectolitres		Hectolitres
1929.....	62.901.443	1934.....	75.143.000
1930.....	42.011.074	1935.....	73.037.000
1931.....	57.457.916	1936.....	39.499.008
1932.....	47.634.000	1937.....	51.375.421 (16)
1933.....	49.690.667		

La production est relativement faible et les moyennes obtenues à l'hectare attestent un rendement normal, bien éloigné du rendement intensif des 200 et 300 hectos :

1907-1914.....	44 hl. 5 de moyenne	
1920-1925.....	47 hl.	—
1926-1930.....	43 hl.	—
1931-1935.....	45 hl.	—
1936-1937.....	35 hl.	— (17)

La Métropole ne mérite donc pas le reproche de surproduction et on ne s'explique pas très bien les critiques acerbes qui ont été parfois adressées à nos viticulteurs (18). Selon ces critiques, nos braves vignerons ne reculent devant aucun procédé, même condamnable, pour obtenir un rendement accru: mouillage à la racine, taille longue, fumure abusive, emploi de palissages, fils de fer, etc. Il suffit de vivre au milieu des vaillantes populations viticoles et d'observer les statistiques officielles pour reconnaître que de pareilles accusations ne paraissent pas fon-

(16) « Bulletin de Statistique et de Législation comparée » des dix dernières années.

(17) « Bulletin de Statistique et de Législation comparée » des dix dernières années.

(18) Courtin. op. cit.

dées. Certes les pratiques culturales se sont considérablement améliorées, la vinification s'effectue dans de meilleures conditions, mais la viticulture doit-elle boudier l'admirable progrès technique ?

Alors que la Métropole réduisait l'étendue et la production de son vignoble, l'Algérie ne cessait d'accroître la superficie et le rendement de ses vignes. De 1830 à 1930, 270.000 hectares sont gagnés à la culture du cep. C'est surtout à partir de l'invasion phylloxérique que le vignoble algérien prend un puissant essor, de nombreux vignerons des diverses régions françaises atteintes par le phylloxéra vont en Afrique du Nord essayer dans un milieu plus favorable une culture devenue catastrophique ; des négociants français installés en Espagne, après les traités de commerce, s'établissent en Algérie, et se font commerçants et viticulteurs, notamment dans l'Oranie (1892 et 1898). En dix ans (1881-1890) les terrains complantés en vignes passent de 30.482 à 110.042 hectares, soit une augmentation de 79.560 hectares. Depuis lors le vignoble n'arrête plus son avance de quelques milliers d'hectares par an :

	Hectares		Hectares
1900.....	154.430	1933.....	373.095
1914.....	184.600	1934.....	387.655
1924.....	188.531	1935.....	399.512
1929.....	226.498	1936.....	390.403
1931.....	311.986	1937.....	394.513 (19)

Dans la seule année 1931 il a été planté environ 35.000 hectares: 22.000 dans le département d'Oran, 9.000 dans le département d'Alger, 2.000 dans le département de Constantine. La « folie des plantations », un moment arrêtée en 1936, reprend en 1937 à un rythme accéléré.

(19) « Bulletin de Statistique et de Législation comparée ».

L'accroissement de la production est en corrélation étroite avec les superficies plantées. En 1879 la production atteignait 351.625 hectolitres; en 1914 elle s'élève à 10.000.000. Au cours de la dernière décade l'Algérie se révèle la concurrente de la Métropole :

	Hectolitres		Hectolitres
1925.....	12.366.100	1933.....	16.700.000
1929.....	13.500.000	1934.....	22.042.000
1929.....	13.000.000	1935.....	18.910.000
1931.....	16.000.000	1936.....	11.526.000
1932.....	18.314.000	1937.....	15.423.964 (20)

Si l'on excepte 1936 et 1937, années déficitaires, ces chiffres démontrent que la récolte normale oscille autour de 20.000.000 d'hectolitres.

On pourrait croire que l'Algérie pratique, comme les pays neufs, la culture intensive, il n'en est rien. Par suite des améliorations apportées aux conditions de plantation : terrains mieux défonceés, cépages choisis plus judicieusement, reconstitution du vignoble sur plants américains, et aux conditions d'exploitation : emploi des derniers perfectionnement de la technique moderne, on obtient un rendement moyen à l'hectare assez élevé. M. Victor Demontès, dans son ouvrage « L'Algérie Agricole », fait observer que le vignoble actuel ne ressemble plus à l'ancien, il en diffère par son emplacement, ses conditions de culture: « Autrefois on avait planté la vigne un peu partout, sans grand choix de terrains, selon les acquisitions faites par les nouveaux venus sur la terre africaine... On avait planté les terrains salés, comme en Oranie et le salant avait envahi les vignes qui dépérissaient, on avait planté dans les bas-fonds et les gelées printanières gril-

(20) « Bulletin de Statistique et de Législation comparée ».

laient les premières pousses et diminuaient le rendement. Ce que l'on recherchait c'était une production hâtive et abondante, afin de profiter des hauts prix de vente » (21). Voici les rendements actuels :

1920-1925.....	45 hectolitres	
1926-1930.....	49	—
1931-1935.....	50	—
1936-1937.....	35	— (22)

Le Coran prohibant les boissons alcoolisées, la consommation du vin est presque nulle en Afrique du Nord, la production algérienne s'écoule toute entière sur le marché métropolitain et constitue un important facteur de déséquilibre mais n'en existe-t-il pas d'autres ?

La France, première nation viticole du monde, se trouve dans la situation de nation grosse importatrice de vins étrangers, alors que toutes les autres nations viticoles exportent une partie de leur récolte et n'importent pas de vin. Depuis 1927 notre pays a importé :

	Hectolitres		Hectolitres
1927.....	3.208.221	1929.....	2.370.827
1928.....	4.610.000	1930.....	2.125.340 (23)

Ces importations, déjà très importantes, ont encore augmenté en 1931. Sous la double influence de la crise économique et du redressement de leurs autres débouchés extérieurs, les pays viticoles, trop souvent aidés par la pratique déloyale du dumping, écoulent leurs productions en excédent sur le marché français. Du 1^{er} octobre 1930

(21) Volck. Le problème viticole franco-algérien. Thèse Paris, 1934.

(22) « Bulletin de Statistique et de Législation comparée ».

(23) Sabadie. Le nouveau Statut de la viticulture. Thèse Toulouse, 1932.

au 1^{er} octobre 1931 le total des importations s'élève à 3.838.063 hectolitres; ce chiffre considérable le serait davantage si, au mois de mars 1931, sur la demande des viticulteurs français, on n'avait augmenté les droits de douane. Voici, pour cette période, le détail par pays d'exportation :

Espagne	2.747.289	hectolitres
Italie	932.229	—
Grèce	74.800	—
Portugal et autres pays.....	83.745	—

Quelles sont les raisons de ces importations massives ? Cette situation provient pour une large part des tarifs douaniers. Jusqu'en mars 1931 les droits de douane sont de 55 francs, c'est-à-dire les plus bas du monde, et les productions excédentaires de nos voisins se déversent chez nous en quantités d'autant plus grandes et à des prix d'autant moins élevés que les marchés sont plus étroits et notre pays plus ouvert.

Il faut reconnaître aussi que la politique commerciale française n'a pas été toujours en faveur des produits agricoles : l'agriculture, source vive de la nation, s'est trouvée sacrifiée à l'industrie. Afin de se procurer des débouchés pour les produits industriels : textiles, automobiles, on n'hésite pas à consentir des tarifs dérisoires sur les produits agricoles. Dans les accords italien et grec, le vin a servi de monnaie d'échange.

Depuis le 19 mars 1931 le tarif minimum est porté de 55 à 84 francs, mais des ententes particulières paralysent les bienfaits de cette augmentation.

Le décret du 31 mars accorde à l'Italie un contingent mensuel de 20.500 hectos à l'ancien droit de 55 francs; ce contingent est supérieur à la moyenne d'importation des cinq dernières années, mais cela ne suffit pas, un proto-

cole additionnel remplace le contingent mensuel par un contingent annuel de 250.000 hectos. Ce plafond très élevé fut même dépassé au cours des mois d'avril, mai, juin, juillet, août; du 31 mars au 1^{er} septembre, l'Italie importe en France 662.050 hectolitres et on n'exige pas d'elle le payement des droits de 84 francs !

Avec la Grèce même politique : par l'arrangement franco-grec du 23 mai 1931, la France s'engage à importer 325.000 hectos de vins grecs à 55 francs alors que la moyenne d'importation des cinq dernières années est de 321.000 hectolitres.

Ces dérogations au droit commun apparurent dangereuses, des accords ultérieurs suppriment les contingents et depuis le décret du 10 août 1934, tous les vins étrangers payent 87 fr. 35 à leur entrée en France.

SOUS-CONSUMMATION. — Parallèlement à la surproduction on observe une baisse, légère il est vrai, mais réelle de la consommation. Depuis la fin de la guerre la consommation du vin avait augmenté progressivement jusqu'à atteindre son point culminant : 54.659.120 hectolitres pendant la campagne 1925-1926. A l'heure actuelle elle se stabilise aux alentours de 50 millions d'hectolitres. Pourquoi ce changement ? Diminution du pouvoir d'achat, prix de vente trop élevé, recul des exportations.

La crise économique générale diminue fortement le pouvoir d'achat des consommateurs. L'ouvrier, s'il n'est pas chômeur, voit son salaire réduit ; afin de boucler le budget familial, il réalise des économies sur la boisson moins nécessaire à la vie que les autres aliments. La classe ouvrière s'est créée de nouveaux besoins (cinéma, sport) qui doivent être satisfaits avant la nourriture, les sommes employées aux loisirs sont en moins pour le pain, le vin et les plaisirs de la table.

Les familles des petits et moyens patrons, des retraités, des commerçants, des industriels, des rentiers, des petits et moyens propriétaires assistent tous les jours à l'ame-
nuisement de leurs revenus ; ces classes moyennes qui constituaient autrefois la « clientèle bourgeoise » se res-
treignent sur la consommation du vin. Le snobisme ai-
dant, il n'est pas rare de rencontrer des personnes qui ignorent presque totalement l'usage des boissons alcool-
isées, aussi enregistre-t-on un accroissement de la consom-
mation de la bière, des eaux minérales, du thé, du café, etc.

Le prix du vin est resté très élevé et cette situation entraîne de graves conséquences pour l'écoulement des récoltes : « C'est une loi bien connue que la demande de produits alimentaires de consommation courante souffre d'une très grande élasticité. Pour le vin il semble même que la situation se présente de façon décourageante, la hausse des prix suscite une restriction rapide de la consommation, mais les habitudes perdues se retrouvent len-
nement et le **retour aux anciens prix** laisse un inévitable résidu » (24).

Des frais trop considérables contribuent à maintenir le prix de vente du vin à un taux élevé. Déjà, dans les « Lettres Persanes », Montesquieu écrivait : « Le vin est si cher à Paris, par les impôts que l'on y met, qu'il semble qu'on ait entrepris d'y faire exécuter les préceptes du divin Alcoran qui défend d'en boire ». On ne paraît pas avoir réalisé beaucoup de progrès en la matière, les charges supportées par le vin sont de plus en plus lourdes. Une enquête du Comité technique de l'alimentation, reproduite par M. de Boisanger dans son rapport au Conseil Natio-

(24) Courtin. op. cit.

nal Economique, fournit un tableau montrant les frais qui grèvent un hectolitre de vin depuis son départ de la cave du viticulteur jusqu'à son arrivée à Paris à la porte du détaillant : ils ont atteint leur minimum en 1923 avec 62 fr. 50, leur maximum en 1930 avec 108 fr. 60; ils sont en 1932 de 106 fr. 75. Voici le détail de ces frais (25) :

Commission, charroi, entonnage, mise en gare et frais divers	9.00
Transport plein et vide.....	19.25
Location du wagon réservoir.....	2.50
Creux de route	1.20
Charroi du fût vide en gare.....	1.00
Charroi du fût plein et location	3.00
Droit de circulation	15.00
Consume chez le négociant.....	1.40
Prêt de la barrique, usure et réparation.....	7.00
Livraison à domicile et reprise du fût vide.....	6.00
Frais généraux	29.90
Taxe unique remplaçant l'impôt sur le chiffre d'affaires	5.50
Commission au courtier de détail.....	6.00
Intérêt du capital et amortissements.....	Mémoire
	106.75

A ce chiffre il convient d'ajouter :

Bénéfice du marchand en gros.....	5.00
Frais généraux et bénéfices du détaillant.....	40.00
	Fr. 151.75

(25) Les frais varient suivant la nature et l'importance du commerce des établissements.

Or, le prix du vin à la propriété évoluait entre 80 et 100 francs! (26).

Actuellement le droit de circulation s'élève à 28 fr. 10, les frais de transport et les autres charges ne font qu'augmenter à la suite des nouvelles lois sociales.

Autre cause de renchérissement du prix de vente : les bénéfices d'un trop grand nombre d'intermédiaires. D'après Lucien Romier, la majoration des prix que paient les consommateurs représente « non les bénéfices exagérés de tel ou tel commerçant, comme le pense l'opinion publique, mais les frais d'entretien d'un surnombre énorme de commerçants et l'amortissement du coût excessif des fonds de commerce qui en résulte ».

Ce décalage entre le prix de la propriété et le prix du commerce encourage les plantations dans des pays peu propices à la culture de la vigne; on plante pour ne pas acheter du vin. Les productions de ces pays, pour si modestes qu'elles soient, pèsent sur le marché, rétrécissent les débouchés et augmentent les prestations des régions viticoles.

Notre industrie de vins fins tire sa principale richesse de l'exportation, or celle-ci accuse un recul important depuis de nombreuses années.

Les exportations de vins avaient atteint le chiffre de 4 millions d'hectolitres en 1873, elles n'étaient plus que de 2 millions en moyenne par an de 1900 à 1910, puis de 1.700.000 en 1913, de 1.350.000 en 1928 et 1929, enfin de 1.004.000 en 1930 et 818.000 hectolitres seulement en 1931. La chute est de plus de moitié par rapport aux chiffres d'exportation avant la guerre. Les chiffres de ces dernières années ne marquent pas d'amélioration sensible puisque l'exportation des vins de France n'a été que de

(26) Rouanet de Laail. Le problème du vin. Thèse Montpellier, 1935.

701.000 hectolitres en 1932, 723.000 en 1933, 725.000 en 1934, 721.000 en 1935, 822.000 en 1936. Encore faut-il remarquer que dans ces chiffres 220.000 hectolitres par an sont destinés aux colonies françaises. « La France qui, jusqu'à la catastrophe du phylloxéra, était de beaucoup le premier des pays exportateurs de vins dans le monde, et qui, de 1900 à 1929 était restée encore au second rang après l'Espagne, passe maintenant au quatrième rang après l'Italie, l'Espagne et le Portugal, malgré la réputation inégalée de ses crus et l'abondance de ses vins de consommation courante, dont la production, en France et Algérie comprise, est supérieure à celle de l'Italie, Espagne et Portugal réunis » (27).

Les exportations françaises se sont d'abord trouvées arrêtées dans tous les pays qui s'adonnent à la culture de la vigne, c'est le cas de l'Argentine et du Chili devenus eux-mêmes exportateurs. Les vignobles nouveaux de l'Australie, de l'Afrique du Sud menacent l'exportation française sur les marchés de l'Empire britannique où leurs vins jouissent de tarifs préférentiels. Certaines nations, comme la Belgique, se spécialisent dans la fabrication des « vins de fruits » obtenus par la macération des baies de toutes sortes avec addition d'eau, de sucre, d'alcool : ces mixtures remplacent les vins naturels.

La fraude s'exerce sur nos appellations d'origine, on s'est emparé de nos grandes marques françaises pour les appliquer à des boissons quelconques. Il existe des « Bourgognes d'Australie », des vins espagnols qualifiés « Médoc », « Saunterne », etc.

Nos exportations se heurtent à des droits de douane qui équivalent à une véritable prohibition. Voici les tarifs pratiqués par quelques pays importateurs :

(27) Douarche. Annuaire internat. du Vin, an 1937.

Allemagne	192 fr. par hl.
Australie	1.897,75 —
Union Belgo-Luxembourgeoise	135,00 —
Danemark	510,00 —
Espagne	200,00 —
Grande-Bretagne	406,25 —
Grèce	102,00 —
Pays-Bas	246,00 —
Pologne	57,20 —
Portugal	1.100,00 —
Suisse	118,60 —
U. R. S. S.	1.426,30 —

Depuis le début de la crise les tarifs se sont élevés à une allure très rapide dans tous les pays du monde. L'année 1930 voit des augmentations de droits en Allemagne, au Portugal, en Australie. En 1932 c'est au tour de l'Italie, du Japon, de la Chine, des Pays-Bas de prendre des mesures douanières à notre égard. Le Canada, la Grande-Bretagne appliquent des majorations tarifères sur nos vins et accordent des privilèges à nos concurrents. Il faut tenir compte aussi des taxes intérieures, des évaluations de tares, des prescriptions dites sanitaires, et autres entraves au commerce extérieur.

Il y a quelques années la prohibition exerçait son œuvre néfaste aux Etats-Unis et en Finlande; l'abolition du régime sec en Amérique ne semble pas s'être traduit par un afflux de commandes, des barrières douanières très élevées remplacent la loi Volsted, encore une fois l'Amérique est bien aux Américains.

Difficultés de réglementer la profession viticole

Une leçon se dégage de cette brève histoire de la viticulture française et des dernières crises que nous venons d'examiner : la nécessité d'organiser le marché du vin. Des difficultés surgissent dès qu'il s'agit de réglementer une profession telle que la viticulture ; elle présente des caractères particuliers qui lui donnent une physionomie propre et la différencie des autres branches de l'économie agricole. Ces caractères particuliers sont au nombre de trois : fixité de la culture, variabilité de la production, opposition des intérêts.

L'agriculteur peut varier, au gré des besoins et d'une année à l'autre, l'ensemencement de son champ dominant du blé ou du fourrage, mais comment le vigneron pourrait-il modifier son domaine complanté en vignes ? Les investissements nécessités par la viticulture sont considérables : il faut défoncer, planter, greffer, attendre quatre ou cinq ans avant de vendre la première récolte ; peut-on arracher aussi facilement un vignoble en pleine production représentant un bien si précieux ?

L'installation d'une cave constitue une immobilisation définitive, que faire d'un matériel coûteux tout à fait spécial à la vinification ?

De plus, la plupart des terrains vitifères sont inaptes aux autres cultures : leur sol sec et pierreux ne convient qu'au cep.

Ce serait une profonde erreur psychologique de croire que le viticulteur changera de situation si la vente du vin n'est plus rémunératrice ; la force de l'atavisme aidant, il

préfèrera se priver, emprunter, s'endetter que d'abandonner son patrimoine.

La production vinicole apparaît très irrégulière : elle varie quelquefois du simple au double et même davantage, aussi les crises sont-elles plus fréquentes, plus imprévues et partant plus graves que dans toute autre branche de l'agriculture. La récolte dépend non seulement des caprices de la nature, mais encore des accidents cryptogamiques. « La viticulture est une des sources les plus abondantes en France du travail et de la production. Dans les soins qu'elle exige, nos viticulteurs dépensent tous les jours des trésors d'énergie et d'ingéniosité. Ils n'ont pas seulement, comme les autres cultivateurs, à façonner la terre par une série d'interventions renouvelées ; ils n'ont pas seulement, comme les autres, à lutter contre les intempéries, à se défendre contre la grêle et la gelée, ils ont encore à se débattre constamment contre les parasites animaux ou végétaux dont la multitude semble défier la patience humaine » (28).

L'irrégularité de la production entraîne des variations brusques dans les prix : lorsque la récolte varie du simple au double, les cours oscillent de 4 à 1. Cette instabilité qui ne profite ni au producteur, ni au consommateur, mais au seul spéculateur, cause des perturbations graves au point de vue moral et au point de vue économique : les hauts prix donnent l'illusion d'une richesse facile et les bas prix plongent les viticulteurs dans une profonde misère.

Toutes les régions viticoles n'ont pas le même intérêt à une organisation rationnelle du marché. Les unes tra-

(28) Poincaré. Discours à la Semaine nationale du Vin. — Douarhe. Le Vin. Extraits des auteurs français du xvi^e au xx^e siècle. Paris, Alcan, 1930.

vaillent pour l'exportation, les autres pour la consommation intérieure; pour certaines le vin ne constitue qu'une richesse d'appoint, pour d'autres le vin est le principal et même le seul revenu. Il faudra donc dans la mesure du possible tâcher de concilier tous ces intérêts divergents défendre les appellations d'origine, les vins de cru, développer leur exportation et obtenir pour les vins de consommation courante un prix rémunérateur sur le marché national débarrassé des produits étrangers.

Malgré ces obstacles, de tout temps, on a essayé de réglementer la profession viticole.



Les précédents historiques

Ici comme ailleurs se trouve vérifiée la théorie des retours historiques de Vigo. Au cours des âges, nous relevons des mesures d'intervention en faveur de la viticulture : limitation des plantations, arrachage des vignes furent sévèrement réglementés à maintes reprises par le pouvoir central.

C'est ainsi qu'à l'époque romaine intervient, en l'an 92 de l'ère chrétienne, la promulgation du fameux édit de Domitien: l'empereur, nous dit Suétone (29), « effrayé de l'extension de la culture de la vigne, défend d'en planter de nouvelles en Italie, et ordonne d'arracher la moitié de celles qui existent dans les provinces ». Cet édit se place à la suite d'une grave crise de surproduction et de mévente: « Parfois, écrit Pline en 77 on devait jeter les

(29) Suétone. Domitien, 7.

vins vieux invendus pour loger les nouveaux » (30). « Près de Rome, ajoute-t-il ailleurs, les Varacins ne taillent leurs vignes que deux années l'une, à cause de la vilité du prix du vin ». Martial dénonce l'usage d'un plant trop fertile, le « spiona », ancêtre de notre nohah, et déclare plaisamment qu'il vaut mieux posséder une citerne qu'un vignoble, car l'eau se vendrait plus cher que le vin.

Dans l'ancienne France des ordonnances royales ont traité à la viticulture. Philippe le Hardi oblige les propriétaires « à extirper et adnuler les très mauvais et très déloyaux plants ou reconnus tels par les fonctionnaires royaux, desquels mauvais plants vient très abondance de vin, et pour la plus grande quantité du dit mauvais vin ont laissé pour ce en ruine et désert les bonnes places où soulaient venir et croistre bon vin ».

Charles IX prescrit en 1566, dans la crainte de manquer de blé, crainte justifiée alors par l'absence presque totale de voies de communication, que désormais la vigne ne pourra occuper plus du tiers des terres cultivées.

En 1627 se situe la déclaration de Louis XIII faisant défense d'étendre les plantations existantes.

Louis XV interdit toute nouvelle plantation de vignes dans les provinces et généralités du royaume sous peine de trois mille livres d'amende; de plus, défense était faite de rétablir sans sa permission toutes celles dont la culture a été suspendue pendant deux ans, et le syndic de chaque paroisse se trouvait sous le coup de deux cents livres d'amende pour toute infraction non dénoncée par lui.

Motifs: « La trop grande abondance des plants de vigne dans le royaume occupait une trop grande quantité de ter-

(30) Plin. H. N. XVIII, 74-79 — XVII, 35-38.

res propres à porter des grains ou à former des pâturages, causait la cherté des bois par rapport à ceux qui sont annuellement nécessaires pour cette espèce de fruit et multipliait tellement la quantité de vin qu'ils en détruisaient la valeur et la réputation dans beaucoup d'endroits ».

Plus près de nous, les Pouvoirs publics se préoccupent d'assainir le marché et de faire disparaître les produits indésirables. La loi du 14 août 1889, appelée aussi loi Griffé, du nom de son auteur, commence par définir le vin naturel : « Le vin est le produit de la fermentation de raisins frais ». Les articles 3 et 4 proscrivent la fabrication du vin de raisins secs. Le sucrage est autorisé, eu égard à certains usages communs de l'époque, mais les vins de sucre ne peuvent circuler et être mis en vente que sous la dénomination : vin de sucre.

Les articles 1 et 2 de la loi du 24 juillet 1894 favorisent encore la politique de la qualité en prohibant toute addition d'eau et d'alcool au vin.

La loi du 6 avril 1897 écarte les vins de sucre de la circulation et de la vente mais leur fabrication pour la consommation familiale reste libre, soit avec du sucre payant droit entier, soit avec du sucre détaxé. La quantité employée ne peut, d'après la loi du 28 janvier 1909, article 7, être supérieure à 40 kgs par membre de famille et par domestique attaché à la personne, ni à 40 kgs par 3 hectolitres des vendanges.

L'importante intervention législative du 29 juin 1907 apporte de nombreuses et bienfaisantes modifications à la situation viticole : elle augmente la taxe dont est frappé le sucre allant à la vinification ; elle réglemente la fabrication des piquettes qui se trouve limitée à 40 hectolitres par exploitation et doit demeurer réservée à la consommation

familiale; elle interdit, en outre, la fabrication et la mise en vente de produits et mélanges œnologiques de composition secrète ou indéterminée pour améliorer ou guérir les vins, et pour fabriquer des vins artificiels. La déclaration de récolte obligatoire complète la lutte contre la fraude.

Dès le début du siècle certains auteurs, inquiets de l'anarchie qui règne sur le marché des vins, proposent des solutions diverses qualifiées aujourd'hui de blocage, distillation obligatoire, revalorisation, équilibre entre l'offre et la demande, financement de la récolte... etc. En 1909, le Docteur Guinier veut grouper tous les viticulteurs dans une vaste organisation. Cette association procéderait à « l'aménagement du marché », pour cela faire, trois mesures sont envisagées :

Fixer le prix minimum au-dessous duquel le vendeur ne peut céder sa marchandise s'il désire obtenir la juste rémunération de son travail;

Offrir à la vente que les quantités strictement nécessaires à la consommation pour obliger le commerce à s'exécuter;

Organiser le crédit afin que le vigneron puisse attendre des cours avantageux ou tout-au-moins le prix minimum.

Ces tentatives arrivaient avant l'heure, il fallait un événement grave d'une importance capitale pour qu'elles entrent dans le domaine des réalisations.

L'économie d'après guerre

L'intervention de l'Etat dans la vie des affaires caractérise le régime économique actuel mais son développement n'aurait jamais pris l'ampleur à laquelle nous assistons aujourd'hui s'il n'avait pas été stimulé par les deux grands faits qui commandent, qui dominent l'histoire du monde dans les vingt dernières années : la guerre, puis la crise.

L'économie de guerre

Durant les hostilités l'Etat fut le maître absolu de la vie économique, cette intervention des Pouvoirs publics dans l'économie du pays s'est manifestée particulièrement dans trois domaines :

D'abord, dans ce qui est, à proprement parler, les fabrications de guerre. Il a fallu que l'autorité publique exerce un regard et un contrôle dans le fonctionnement des entreprises métallurgiques qui restaient à l'industrie privée,, et il a fallu aussi, qu'à côté de cette industrie métallurgique privée, elle improvise une industrie métallurgique d'Etat : les usines de guerre.

En second lieu, l'Etat a dû s'occuper très activement de l'importation et de la répartition des matières premières, et il est caractéristique de signaler que c'est le pays type de l'individualisme économique, l'Angleterre, qui a fait pression sur nous en ce sens. Nous fournissant un grand nombre de matières premières, elle a en quelque sorte exigé que l'Etat prenne en mains l'organisation des consortiums.

Qu'était-ce qu'un consortium ? Il faut le dire d'un mot, d'autant plus qu'un rapprochement peut être établi entre cette institution qui a disparu après la guerre et certaines tentatives plus récentes ou en gestation à l'heure actuelle. Le consortium était un groupement obligatoire de producteurs par catégorie professionnelle. Le groupement se faisait à l'instigation des Pouvoirs publics; très souvent même il ne se serait pas constitué si l'Etat n'avait pas contraint les producteurs à s'associer, et c'est lui qui déterminait les actes essentiels de la vie du consortium. Il surveillait à quel prix le consortium revendait à ses membres les matières importées d'Angleterre ou des Etats-Unis et déterminait l'emploi des bénéfices dont une partie était appliquée à l'essor collectif de l'industrie considérée.

En troisième lieu — et cela aussi à peu près dans tous les pays belligérants — le gouvernement a dû intervenir pour régler, pour fixer, pour surveiller en tous cas le prix d'un certain nombre de consommations qui avaient une place de choix dans les budgets populaires, à savoir: les loyers et l'alimentation.

Les procédés mis en œuvre à cet effet ont été très variés: parfois fixation autoritaire du prix comme cela s'est produit par les loyers; parfois création de magasins publics d'Etat ou municipaux, vendant au juste prix; parfois contrôle judiciaire, sous l'aspect de la condamnation de la spéculation illicite; parfois enfin distribution de cartes alimentaires et rationnement de la consommation.

Moyens divers qui tendaient tous au même but, qui visaient tous à la même fin, à savoir réaliser d'autorité un équilibre aux lieux et place de l'équilibre qui se serait peut-être institué naturellement mais qui, étant donnée l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande, aurait entraîné, d'une part une hausse énorme des prix, et d'autre

tre part l'accaparement de ces marchandises rares par les privilégiés de la fortune.

C'est donc pour substituer un équilibre meilleur à un équilibre considéré comme inacceptable que l'on a employé ces procédés étatiques.

Quand l'Armistice fut signée, l'intervention recula, à la demande des chefs d'entreprises qui désiraient reconquérir leur pleine liberté, et avec le consentement de l'opinion publique qui considérait les mesures de contrainte, nécessaires peut-être pendant la période anormale du temps de guerre, indésirables en temps de paix. Les besoins de la consommation se trouvant accrus dans de gigantesques proportions, inégalées jusque là, on croyait pouvoir désormais se passer de protection.

L'économie de crise

Ce retour au libéralisme devait être de courte durée puisqu'en 1929 et 1930, le déclenchement de la crise économique faisait renaître le déséquilibre et rendait inéluctable la reprise des procédés étatiques. C'est alors que l'intervention des Pouvoirs publics dans le fonctionnement de l'organisme économique a commencé de prendre une ampleur vraiment sans précédent. A la vérité, il serait naïf de considérer comme application d'une doctrine certaines mesures empiriques, fragmentaires, qui n'ont été souvent que de simples improvisations : on s'est contenté la plupart du temps de parer au plus pressé et cela au petit bonheur sans un plan d'ensemble préconçu.

A ce type de mesures fragmentaires et empiriques se rattache le renflouement de certaines banques et de certaines entreprises de transport. Pour prix du secours accordé, le gouvernement exigeait que dans la société on fasse désor-

mais une place aux représentants de la collectivité, que des administrateurs d'Etat siègent à côté des administrateurs privés.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande provenant d'un excès de la production, on cherche d'une part à réduire les quantités de marchandises mises en vente par le stockage, la destruction des excédents, et d'autre part à augmenter la consommation par la hausse des salaires.

Toutes ces dispositions, pour si imparfaites qu'elles soient, ont amené de l'eau, si l'on peut s'exprimer ainsi, au moulin de l'économie nouvelle et l'activité viticole n'a pas échappé à l'interventionnisme.

La loi du 4 août 1929 limite la pratique du sucrage et même l'interdit dans certaines régions: « La quantité de sucre ajouté ne peut être supérieure à 8 kilogs (la loi de 1903 prévoyait 10 kilogs) par 3 hectolitres de vendanges et 200 kilogs par hectare de vigne en production. Le sucrage en première cuvée est prohibé dans les départements du ressort des Cours d'appel d'Aix, de Nîmes, de Montpellier, de Toulouse, d'Agen, de Pau, de Bordeaux et en Algérie. »

Dans l'intention louable de décourager les producteurs de mauvais vins, le législateur propose, par la loi du 1^{er} janvier 1930, la réglementation du coupage: « Il est interdit d'apporter, de vendre, de mettre en vente, sauf pour la distillerie ou la vinaigrerie, des vins de coupage renfermant moins de 9 degrés d'alcool réel ainsi qu'une acidité fixe insuffisante pour qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré d'alcool la somme de ces deux chiffres soit inférieure à 12,5.

« Est considéré comme vin de coupage tout vin résultant du mélange par un commerçant de vins différant entre eux par leur provenance. »

On en déduit la règle générale suivante: les vins de cou-

page doivent réunir au minimum 9 degrés d'alcool et une acidité suffisante pour que la somme alcool-acide soit de 12,5.

L'art 2, 3^e alinéa, stipule que des décrets, tous les ans, fixeront « pour chaque région la composition au-dessous de laquelle les vins provenant des dites régions devront être considérés comme impropres à la vente hors du département. »

En outre l'art. 4 interdit le coupage des vins français avec les vins étrangers. Cette disposition est une réplique aux mesures en vigueur dans les autres pays viticoles prohibant le coupage des vins nationaux avec les vins exotiques.

La loi de 1930 divise donc les vins naturels en deux catégories :

Le vin naturel conforme aux règles et qui peut être consommé seul ou qui peut servir au coupage, à condition que la somme alcool-acidité du mélange soit égale au minimum à 12,5 ;

Les vins naturels qui ne répondent pas aux règles édictées et qui ne peuvent circuler en dehors du département.

Comment pourra-t-on déterminer les deux qualités de vin ? Les décrets du 28 juillet 1930 vont permettre de trancher la question.

Ces décrets classent le vignoble français en sept régions : Algérie ; Midi ; Alpes et Plateau Central ; Vallée de la Loire, Champagne et Alsace ; Bordeaux et Sud-Ouest ; Bourgogne ; Charentes.

Ils fixent pour chaque région un degré d'alcool, au-dessus duquel le vin est considéré en principe comme normal.

Ils établissent les qualités supplémentaires que doivent présenter les vins d'un degré inférieur au degré normal, pour pouvoir être vendus en dehors du département, comme les précédents.

Tous les vins qui ne rempliront pas les conditions requises ne pourront servir à des coupages et ne pourront être consommés que dans la limite du département.

Voici les degrés de base au-dessus duquel le vin est présumé marchand :

Algérie.....	10°	Alpes et Plateau Central....	7°
Midi	9°	Loire, Champagne, Alsace...	6°5
Bourgogne...	8°	Bordeaux et Sud-Ouest.....	8°
Charentes....	8°		

La loi du 19 avril 1930, en ce qui concerne les vins de coupage, réduit le degré alcoolique à 8° et l'acidité à 4 grammes; en ce qui concerne la diminution des quantités offertes sur le marché, elle prévoit un fonds de 250 millions de francs destinés à permettre l'achat par l'Etat d'alcools provenant de la distillation des vins.

On ne peut nier que, durant les années 1929 et 1930, un effort méritoire fut tenté pour limiter la production vinicole: le sucrage n'est autorisé, dans une faible mesure, qu'en certaines régions; les produits défectueux sont éliminés par la détermination des qualités constitutives du vin et la fixation du degré minimum; la distillation se trouve favorisée par la certitude d'un nouveau débouché; contre l'abus des importations étrangères intervient la disposition prohibant le coupage des vins importés avec les vins français. Mais des réglementations plus efficaces et plus étendues apparaissent indispensables pour combattre les fâcheux effets de la crise. C'est dans cet esprit que l'on vote la série de mesures législatives « qualifiées trop ambitieusement *Statut de la Viticulture* » (31), et dont l'étude fera l'objet du chapitre suivant.

(31) Roche-Agussol. Cours d'Economie Politique.

DEUXIÈME PARTIE

L'économie viticole organisée

CHAPITRE PREMIER

Le Statut actuel de la Viticulture

Lorsqu'on examine attentivement la législation viticole française, on est frappé dès l'abord par son caractère empirique fragmentaire; aucune vue d'ensemble n'a commandé l'élaboration des textes. Chaque année, une suite ininterrompue de lois, de décrets, de règlements, parfois contradictoires, se succèdent, au gré des besoins du moment, en une marche rapide mais non systématique. Le tout forme un véritable dédale dont il devient presque impossible aux malheureux assujettis de dénouer le fil conducteur d'Ariane.

« Les choses se passent toujours de la même façon et selon le même rythme. Les groupements professionnels, les experts... puis à leur suite les commissions et le gouvernement croient découvrir un spécifique, une panacée. Tout l'effort se concentre pour obtenir des Chambres le vote d'un texte qui guérirait à jamais la Viticulture. On l'obtient en fin de compte, et tous les députés des régions de grande viticulture s'y emploient... mais le remède n'opère

pas, ou n'opère qu'imparfaitement; alors on en imagine un autre et la même opération recommence. Vous avez vu se succéder ainsi la taxe sur les hauts rendements, la distillation forcée, le blocage massif, l'arrachage obligatoire. Vous en êtes maintenant au blocage par tranches. Parmi ces dispositions il y en a, comme l'arrachage, qu'on n'ose même pas appliquer une fois votées. Elles se remplacent, se compliquent, s'annulent, se superposent, au point de former un véritable labyrinthe de textes où personnes ne se reconnaît plus. » (1).

Loi du 4 Juillet 1931

Le législateur s'est proposé, dans cette loi, d'une part d'aider le vigneron en équilibrant « les forces de la production et les besoins de la consommation »; et d'autre part de favoriser l'acheteur en lui assurant la bonne qualité des vins jetés sur le marché. D'où deux sortes de mesures: les unes tendent à diminuer l'offre; les autres à l'amélioration du produit.

I. — LIMITATION DE L'OFFRE.

La limitation de l'offre doit être obtenue par:

- A) L'interdiction de planter de nouvelles vignes;
- B) La taxe sur les rendements élevés;
- C) Le blocage d'une partie de la récolte dans la cave du producteur;
- D) La distillation des excédents;
- E) La concentration des moûts à 10 p. 100.

A. — Limitation des plantations

Elle fait l'objet de l'art. 3 qui s'exprime ainsi:

(1) Blum. Disc. cit.

« Pendant une période de dix années, à dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à toute personne ou société possédant ou exploitant, soit directement, soit indirectement par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vigne ou récoltant 500 hectolitres, de planter ou de faire planter de nouvelles vignes, exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale. »

D'après l'interprétation donnée à ce texte par la Commission et le gouvernement il faut entendre par récolte de 500 hectos, la récolte moyenne des trois dernières années.

Ainsi donc il est interdit à tout propriétaire possédant 10 hectares ou récoltant 500 hectos, au sens de la loi, d'étendre son vignoble si ce n'est pour sa propre consommation. Toute infraction sera passible d'une redevance de 50 francs par hectolitre, ou de 10.000 fr. par hectare et par an.

Le législateur a voulu préciser la notion de plantations nouvelles, il donne la définition suivante: « Sont considérées comme plantations nouvelles, tout complément de plantations effectué sur des terrains, où, lors de la promulgation de la présente loi, le nombre de ceps n'atteint pas 1.500 à l'hectare ». Ce texte montre qu'on ne doit pas non seulement augmenter la superficie des terrains vitifères mais aussi resserrer les ceps dans les vignes déjà existantes.

Ne sont pas considérées comme plantations nouvelles:

a) Le remplacement sur un même domaine à surface égale de vignes qui existent.

b) La plantation, à surface égale, en remplacement de vignes arrachées depuis moins de dix ans;

c) Le remplacement à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans le délai de trois ans.

Ces exceptions se justifient: on ne peut restreindre le droit du propriétaire à renouveler son vignoble.

La loi en édicte deux autres:

d) La plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux-de-vie, bénéficiant de la présomption légale, inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919, et effectivement réservé à cet usage. Ne peuvent bénéficier de cette disposition que les vins destinés à la fabrication du cognac et d'armagnac;

e) La reconstitution dans les dix ans qui suivront la promulgation de la loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre et des calamités atmosphériques.

Il est prévu une indemnité pour les pépiniéristes défavorisés par ces mesures législatives.

B. — *Taxe au rendement*

L'article premier énonce tout un système de redevances que doivent payer les viticulteurs bénéficiaires de gros rendements.

« A partir du 1^{er} août 1931 une redevance conforme au barème suivant sera perçue dans toutes les exploitations qui produisent un rendement moyen d'au moins 101 hectos de vin à l'hectare, tel que ce rendement résultera de la déclaration de récolte. La taxe se calcule par palier. »

Pour le rendement compris entre :

101 et 125 hectolitres	5 fr. par hectolitre
126 et 150 —	10 fr. par —
151 et 175 —	20 fr. par —

176 et 200	—	30 fr. par	—
201 et 250	—	50 fr. par	—
dépassant 250 hectolitres		100 fr. par	—

Ce plafond est abaissé pour les grosses productions :

à 80 hectolitres pour les exploitations dont la récolte globale dépasse 2.000 hectos ;

à 50 hectolitres pour les exploitations dont la récolte globale dépasse 50.000 hectos.

Sont exemptés de la redevance :

a) Les exploitations dans lesquelles la récolte ne dépasse pas 400 hectos et le rendement moyen 150 à l'hectare ;

b) Les exploitations dont le rendement moyen au cours des trois années précédentes n'a pas dépassé 50 hectolitres à l'hectare ;

c) Les vins destinés à la fabrication d'eau-de-vie, sous la triple condition :

que les producteurs aient annoncé cette destination en faisant leur déclaration de récolte,

que ces vins soient effectivement distillés,

que les eaux-de-vie obtenues bénéficient de la présomption légale inscrite à l'art. 24 de la loi du 6 mai 1919, c'est-à-dire la présomption établie en matière d'appellation d'origine, dont bénéficient les produits des régions délimitées. En fait seules les régions de Cognac et d'Armagnac peuvent revendiquer l'exonération de la redevance au titre de « présomption légale ».

Sont remboursées les redevances afférentes aux vins qui servent à l'exportation.

Le paiement des redevances afférentes à la quantité bloquée est également suspendu ; lorsque le blocage se trouve levé, le déclarant paie la taxe correspondant à la quantité débloquée.

Toute infraction doit être punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 francs avec affichage du jugement. Le remboursement des redevances fraudées ou compromises est imposé ainsi que le paiement d'une amende fiscale égale au triple.

Le produit de ces taxes sera affecté à la création d'un fonds de propagande destiné au développement de la consommation et de l'exportation du vin.

C. — *Blocage*

Dans le cas où les prévisions de récolte feraient apparaître par rapport à la consommation moyenne des trois années précédentes une surproduction dangereuse pour le marché intérieur des vins, le gouvernement pourra prendre tous les décrets propres à déterminer le pourcentage progressif du vin qui pourra être expédié de la propriété.

Sont exonérés du blocage :

Les viticulteurs dont la déclaration de récolte ne dépasse pas 400 hl.

Les petits récoltants dont la production est inférieure de 40 p. 100 au rendement moyen des trois dernières années, à condition que le rendement actuel soit inférieur à 100 hectolitres à l'hectare ;

Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine ;

Les producteurs qui, au cours de l'année précédente, auront eu leurs récoltes compromises ou diminuées de moitié au moins par la grêle, la gelée ou un ouragan.

Les infractions doivent être punies correctionnellement d'une amende de 100 à 500 fr. avec affichage du jugement.

D. — *Distillation*

Cette mesure fait l'objet de l'art 10 ainsi conçu : «Lorsque les déclarations de récolte (Métropole et Algérie)

feront apparaître une récolte nationale de plus de 65 millions d'hectolitres (stock non compris). Tout viticulteur dont la moyenne de récolte, établie sur les trois dernières années dépassera 500 hl. de vin, à raison de plus de 80 hl. à l'hectare, devra obligatoirement présenter un certificat de distillation de vin correspondant au pourcentage suivant de sa déclaration de récolte :

Trois décilitres d'alcool pur, par hectolitre de vin, pour une récolte globale ne dépassant pas 500 hectos :

Quatre décilitres d'alcool pur, par hectolitre de vin, pour une portion de récolte allant de 1.000 à 3.000 hectolitres :

Six décilitres d'alcool pur, par hectolitre de vin, pour la portion dépassant 3.000 hectos.

La distillation n'est pas obligatoire :

a) Pour les viticulteurs dont la production de l'année en cours, ne dépasse pas 100 hectolitres, même si la moyenne de leur récolte des trois dernières années est supérieure aux chiffres indiqués ci-dessus ;

b) Pour les régions viticoles ayant droit à une appellation d'origine.

Ces alcools sont acquis par l'Etat qui les rétrocède au carburant national.

La loi prévoit des pénalités analogues à celles du blocage.

E. — *Moûts concentrés*

Pendant de longues années on se montra réfractaire à l'emploi des moûts concentrés mais l'art. 15 de la nouvelle loi stipule qu'ils pourront désormais servir en vinification sur tous les vignobles de France et d'Algérie.

Les moûts de raisins doivent être concentrés à plus de 10 p. 100.

II. — AMÉLIORATION DU PRODUIT

Deux mesures sont prévues en vue d'assurer une meilleure qualité du vin :

- A) La réglementation de l'irrigation;
- B) La composition des vins.

A. — *La réglementation de l'irrigation*

L'article premier, 7°, 2° et 3° alinéa dispose :

« L'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte. Toutefois des arrêtés rendus par le ministre de l'Agriculture, après avis de la Commission interministérielle de la viticulture, et compte tenu des usages locaux, loyaux et constants, pourront, à titre exceptionnel, fixer par département et par commune les dates extrêmes jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé.

« Quand il aura été procédé à l'irrigation dans les conditions définies au dernier alinéa du paragraphe 7, la récolte provenant des dites exploitations ne pourra être livrée au commerce ou à la consommation qu'avec la mention : vin de vignes irriguées. »

B. — *Composition des vins*

D'après les décrets du 28 juillet 1930 on distinguait trois catégories de vins naturels :

Les vins naturels loyaux et marchands ;

Les vins naturels loyaux mais ne pouvant être vendus que dans la limite du département de production ;

Les vins naturels loyaux et anormaux ne pouvant être vendus.

Désormais il ne reste que :

Les vins naturels loyaux et marchands ;

Les vins naturels impropres à la consommation.

L'art. 6, premier alinéa, s'exprime ainsi : « Il sera statué que des décrets pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture, pour chaque région viticole, sur la composition que doivent avoir les vins récoltés dans chacune des dites régions pour pouvoir être considérés comme propres à la consommation. »

M. Barthe fait remarquer que le « ban des vendanges » en Languedoc au XVIII^e siècle répond aux mêmes préoccupations.

Un garde fruit, qui était désigné par le conseil de la communauté, veillait à ce que la vendange ne commence pas avant la publication du ban. Afin d'obtenir des vins de qualité, les vendanges étaient plus tardives qu'actuellement : à Saint-Martin de Londres, par exemple, le ban est fixé en 1721 au 28 octobre, en 1752 au 10 octobre, en 1790 au 12 octobre. (2).

Telle est, dans son ensemble, l'économie de la loi du 4 juillet 1931.

Loi du 8 Juillet 1933

En juillet 1933 on procède à la révision de la loi du 4 juillet 1931 (le principe de cette révision avait été posé le jour même du vote de la loi).

Voyons les modifications apportées par la nouvelle intervention législative du 8 juillet 1933.

I. — LIMITATION DE L'OFFRE

A. — *Interdiction de nouvelles plantations*

Désormais on ne peut étendre le vignoble au-delà de trois hectares. C'est peu et c'est encore trop.

(2) Volck. Le problème franco-algérien. Thèse Paris, 1934.

B. — *Taxe au rendement*

Le palier est abaissé à 50 hectolitres par hectare pour les exploitations qui récoltent 25.000 hectolitres.

Ces redevances ne seront pas dues :

a) Pour les vins distillés en exécution de l'art. 10 de la loi précédente;

b) Pour les vins exportés directement par le récoltant ou pour son compte;

c) Pour les quantités évaporées par concentration lorsque après l'opération les moûts concentrés demeurent la propriété du récoltant et sont ramenés dans son chais pour être employés sur place en vinification.

C. — *Blocage*

On n'aura recours à cette mesure que si les disponibilités dépassent un chiffre précis: pour qu'il y ait blocage, il faut que les ressources du marché (récolte et stock) soient supérieures à 70 millions d'hectolitres.

Le blocage intervient en deux temps, tout d'abord un « blocage prévisionnel », puis, le cas échéant, un « blocage définitif ».

« *Blocage prévisionnel* ». — Avant la déclaration de récolte au *Journal Officiel* les viticulteurs de plus de 400 hl. ne peuvent expédier à la consommation plus des deux tiers de leur vin, et seulement la moitié s'ils récoltent plus de 5.000 hectos.

« *Blocage définitif* ». — On fixe le pourcentage du blocage en tenant compte à la fois de l'importance globale de la récolte, du rendement à l'hectare, de l'augmentation qui apparaîtra dans la superficie des vignes en production comparativement à l'année 1928. Cette prescription, qui

aboutit à un supplément de blocage sur les récoltes provenant de vignes récemment plantées, a reçu le nom de « superblocage ».

D. — *Distillation obligatoire*

Deux modifications sont apportées à l'art. 10 de la loi du 4 juillet 1931 :

La première substitue au chiffre de 65 millions qui entraînait l'application de cette mesure, le chiffre de 72 millions mais il s'agit des disponibilités et non de la production.

La seconde confie au pouvoir exécutif le soin de déterminer le pourcentage de la récolte qui devra être distillé alors qu'autrefois il était fixé par la loi ne varietur.

II. — AMÉLIORATION DU PRODUIT

A. — *Irrigation des vignes*

La mention « vins de vignes irriguées » n'est plus obligatoire.

La loi du 8 juillet 1933 contient quelques dispositions nouvelles dans le but d'améliorer la qualité du vin :

a) *Les vinages et mutages*, pour la consommation intérieure, sont obligatoirement effectués avec des alcools rétrocédés par l'Etat jusqu'à concurrence des trois quarts

b) Sont seuls autorisés, à fabriquer des *piquettes ou des vins de sucre*, les viticulteurs, dont l'ensemble des déclarations de récolte n'accuse pas pour l'année en cours une production supérieure à 100 hectolitres. Toutefois l'autorisation de fabriquer des piquettes peut être accordée exclusivement pour la consommation familiale et domestique par décret du ministre de l'Agriculture déterminant les communes et les cantons où l'emploi de cette boisson

familiale est conforme aux usages locaux, loyaux et constants.

Cette autorisation est limitée à 5 hectolitres pour le propriétaire et sa famille, et 5 hectolitres par homme employé à l'année sur la propriété. La fabrication se trouve placée sous le contrôle des Contributions indirectes.

Loi du 24 Décembre 1934

Les ressources de la campagne 1934-1935 s'élevant à 97 millions d'hectolitres, il fallut de toute urgence prendre de nouvelles mesures afin d'éviter la panique sur le marché des vins. C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 24 décembre 1934 qui, après avoir modifié les pratiques déjà existantes en les aggravant, apporte quelques autres réglementations intéressantes.

I. — MODIFICATIONS AUX ANCIENNES MESURES

Limitation des plantations

On réduit la faculté de planter à 1 hectare et cette permission n'est donnée qu'aux personnes ne possédant pas ou n'exploitant pas déjà cette surface. Enfin, une deuxième restriction il faut que la surface des vignes en production dans le département n'accuse pas d'augmentation depuis 1920.

La loi du 24 décembre 1934 va plus loin que les précédentes, elle restreint le droit du propriétaire à reconstituer son vignoble. « Le remplacement des vignes arrachées pour d'autres raisons que l'invasion phylloxérique contrôlée ou constatée par une Commission nommée par arrêté du ministre de l'Agriculture n'est autorisé :

Que jusqu'à concurrence de 95 p. 100 de la superficie

existante au 1^{er} janvier 1933 pour les vignobles d'une superficie comprise entre 30 et 40 ha ;

Que jusqu'à concurrence de 94 p. 100 pour les vignobles d'une superficie comprise entre 40 et 50 ha. ;

Et ainsi de suite avec une diminution de 1 p. 100 par 10 ha, sans que toutefois la superficie frappée d'interdiction de reconstitution puisse excéder :

15 p. 100 de la surface primitive pour les particuliers ;

20 p. 100 de la surface primitive pour les sociétés familiales comprenant uniquement des parents jusqu'au deuxième degré.

Distillation obligatoire

L'obligation de faire distiller une partie de la récolte existe à partir de 200 hectos mais seulement pour la campagne 1934-1935.

II. — DISPOSITIONS NOUVELLES

Arrachage des vignes

L'arrachage des vignes est envisagé et même le législateur encourage son développement en accordant des faveurs aux propriétaires qui diminuent volontairement leur vignoble :

« Les viticulteurs qui justifieront, à la suite d'une déclaration, de l'arrachage d'une surface déterminée de vignes, seront exonérés d'une façon permanente de la distillation dans la mesure correspondant à la quantité de vin que cette surface était réputée produire en se basant sur le rendement annuel moyen à l'hectare de l'exploitation des trois récoltes précédant l'arrachage ».

Plants prohibés

Certains plants sont déclarés indésirables et le vin produit ne peut être livré au commerce, mais, comme il arrive trop souvent, un additif prescrivant une mesure transitoire laisse la porte ouverte à toute sorte d'abus.

« Toutefois jusqu'au 31 juillet 1942 les vins issus de cépages prohibés pourront être livrés directement au consommateur et au débitant par les producteurs ou leur coopérative dans l'étendue de l'arrondissement de récolte et des arrondissements limitrophes. »

Les plants interdits sont : Nohah, Othello, Isabelle, Jacques, Clinton, Herbemont.

Réglementation du coupage

Le législateur s'est vu contraint de réglementer le coupage afin de barrer complètement la route aux vins de qualité douteuse. Les vins de coupage doivent renfermer au moins 9°,5 d'alcool réel et une acidité fixe suffisante de telle sorte qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré d'alcool, la somme de ces deux chiffres ne soit pas inférieure à 12,5.

Droit de visite dans les caves des viticulteurs

Jusqu'à cette dernière intervention législative la cave du producteur ne pouvait être visitée par les agents des services de la répression des fraudes en dehors d'une plainte du juge de paix. Il n'en va plus de même actuellement : les services des fraudes peuvent pénétrer librement dans les chais des récoltants pour prélever des échantillons et vérifier les déclarations de récolte.

Condamnation de la spéculation

Enfin la loi du 24 décembre 1934 condamne la spéculation illicite: « Quiconque sera convaincu d'avoir sciemment et dans le but de se procurer un bénéfice illégitime, pratiqué, tenté de pratiquer ou provoqué une hausse de prix non justifiée par les conditions du marché et les usages du commerce, sera puni d'une amende de 50 à 5.000 francs et, en cas de récidive, d'un emprisonnement d'un à six mois. »

Décret-Loi du 30 Juillet 1935

A la fin du mois de juillet 1935, la situation du marché des vins demeure des plus confuses: un stock important reste encore à la propriété et la prochaine récolte s'annonce sous des auspices favorables. Le législateur va donc accentuer son intervention, des dispositions toujours plus sévères tâcheront de faire renaître la confiance.

I. — MODIFICATIONS AUX ANCIENNES MESURES

Taxe au rendement

Les redevances s'appliquent aux exploitations dont la déclaration de récolte accuse une production supérieure à 200 hl. Ce chiffre est abaissé à 125 hl. quand le rendement à l'hectare dépasse 150 hl.

Blocage et distillation

Dorénavant, le blocage s'étendra aux producteurs de plus de 300 hectos.

Par dérogation le blocage et la distillation seront étendus:

Aux récoltes comprises entre 300 et 400 hectolitres quand les disponibilités dépasseront 78 millions d'hl.

Aux récoltes comprises entre 200 et 300 hl. quand les disponibilités seront supérieures à 84 millions d'hl.

Toutefois la quantité de vin dont le viticulteur conservera la disposition ne pourra en aucun cas être inférieure à 200 hectos.

Une partie des prestations, soit :

1 litre 05 d'alcool pur, par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 10 degrés et au-dessus ;

0 litre 82 d'alcool pur, par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 8°5 au moins ;

0 litre 65 d'alcool pur, par hectolitre de vin produit dans les autres régions ;

Est payée à un prix égal à 75 p. 100 du prix de l'alcool de marc. Elle peut être exécutée sous forme d'alcool vinique. Pour le surplus, qui doit exclusivement consister en alcool de vin, les prix d'achat, qui peuvent être dégressifs, sont fixés par le décret prévu à l'art. 75 (3) sans qu'ils puissent dépasser les trois quarts de ceux des alcools de vin du contingent. Toutefois est interdite la distillation des mares de raisin, transformés ou non en dilution, ne renfermant pas par 100 kilogs :

4 litres 60 d'alcool pur dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 10° et au-dessus ;

3 litres 75 d'alcool pur dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 8°,5 au moins ;

3 litres d'alcool pur dans les autres régions.

Arrachage des vignes

Deux sortes de déclarations peuvent être enregistrées, suivant que les intéressés réserveront leur droit à replan

(3) Le décret qui fixe les pourcentages de distillation.

tation à l'expiration d'un délai de cinq ans, compté du 30 novembre 1935, ou qu'ils s'engageront à ne pas compenser leurs arrachages pendant un délai de 30 ans à compter de la même date.

Dans le premier cas, des dispenses partielles de blocage et de distillation sont accordées.

Dans le deuxième cas, on obtient une indemnité établie en fonction :

- a) de la superficie des parcelles détruites;
- b) de l'âge et de l'état de productivité des vignobles;
- c) de la qualité du vin qu'ils produisent;
- d) de la valeur vénale des vignes dans la région.

Elle ne peut dépasser 7.000 francs par hectare.

Dans le cas où le propriétaire exige des dispenses de blocage et de distillation, l'indemnité est réduite de moitié.

Si les arrachages volontaires n'ont pas atteint 150.000 hectares au 1^{er} janvier 1936, il sera procédé à des arrachages obligatoires avec indemnité réduite de 50 p. 100. Devant l'hostilité des groupements viticoles cette dernière mesure fut successivement ajournée à plusieurs reprises.

DISPOSITIONS NOUVELLES

Echelonnement des ventes

Lorsque les cours pratiqués sur les marchés de Nîmes, Montpellier, Béziers, Narbonne, Perpignan, font apparaître que les vins sont vendus à un prix notoirement inférieur au prix de revient le gouvernement peut, par décrets rendus après avis de la Commission consultative interministérielle de la viticulture, fixer l'échelonnement d'après lequel les vins pourront être enlevés de la propriété.

Cet échelonnement doit être conçu de telle sorte que chaque récoltant puisse expédier, par tranche, au mini-

num, le dixième de sa récolte disponible et, en tout cas, 100 hectolitres.

Cette disposition suppose un prix minimum qui, d'après le texte, serait le prix de revient ; les cours des vins ne peuvent baisser au-delà sans voir raréfier la marchandise offerte sur le marché. Désormais il existe un palier à la baisse.

Financement de la récolte

Il est prévu un compte spécial permettant aux viticulteurs de mobiliser, au moins en partie, la valeur de leur production. Ce compte est crédité d'une somme de 125 millions de francs, prélevés sur les bénéfices du service des alcools, du produit de la vente des alcools, du produit d'une majoration du droit de circulation, fixée à 6 fr. par hecto pour le vin, et à 3 fr. par hecto pour le cidre.

Jusqu'au 31 novembre 1937, et la durée d'application peut être prorogée par décret, les prêts consentis à des producteurs de vins peuvent faire l'objet d'un engagement de garantie sur récoltes si celles-ci ne sont pas déjà compromises par un warrant agricole. Cet engagement est souscrit dans un bureau des contributions indirectes.

L'inscription confère au prêteur, sur une quantité déterminée de vin ou sur la quantité d'alcool provenant de la distillation éventuelle de ce vin, un privilège mobilier de premier ordre et de même nature que celui d'un porteur de warrant agricole.

Les acquits et congés, permettant le déplacement de ces vins et alcools, ne sont délivrés que sur main levée du porteur de l'engagement de garantie émis en représentation du prêt.

La Caisse Nationale de crédit agricole, les caisses régionales de crédit agricole mutuel et certaines banques peu-

vent recevoir les engagements de garantie sur récoltes de vin, comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures habituellement exigées.

Les engagements de garantie se trouvent soumis au régime fiscal des warrants agricoles; le privilège et les droits se transmettent par voie d'endossement.

Vins à appellation d'origine

Leurs conditions de production sont réglementées de façon à leur assurer un minimum de qualités compatibles avec le nom qu'ils portent.

Décret-Loi du 30 Octobre 1935

Afin d'encourager la consommation du vin, on permet de remplacer la distillation obligatoire par des livraisons de vins à l'armée ou aux établissements d'assistance publique pour être distribuées à titre de ration supplémentaire.

Loi du 28 Mars 1936

Cette loi apporte une légère modification en ce qui concerne l'*arrachage des vignes*: le délai de quinze ans se substitue à celui de trente ans.

Loi du 12 Juillet 1937

Cette nouvelle intervention législative se contente de modifier le statut déjà existant sans rien ajouter.

Arrachage des vignes

Pour tous les arrachages opérés du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante, la dite servitude sera comptée du 30 novembre compris dans cette période. Il en sera de même de la servitude quinquennale.

Blocage

Le législateur estime que les producteurs ne doivent pas être assujettis au blocage en dehors des années pléthoriques. Aussi le gouvernement déterminera-t-il par décret le pourcentage de moût et de vin qui peut être expédié par les viticulteurs récoltant plus de :

a) 400 hectolitres si les disponibilités sont supérieures à 76 millions ;

b) 300 hl. si les disponibilités sont supérieures à 84 millions d'hl. ;

c) 200 hl. si les disponibilités sont supérieures à 90 millions d'hl.

Alors que les limites antérieures étaient de 70, 76, et 84 millions d'hectolitres.

Distillation obligatoire

Même disposition que pour le blocage.

Il n'y aura lieu de recourir à la distillation obligatoire que si les ressources dépassent 78 millions d'hl. Elle s'impose :

a) Aux producteurs de plus de 300 hectos si les disponibilités sont comprises entre 78 et 84 millions d'hl. ;

b) Aux producteurs de plus de 300 hectos si les disponibilités sont comprises entre 84 et 90 millions d'hl. ;

c) Aux producteurs de plus de 200 hectos si les disponibilités sont supérieures à 90 millions d'hl.

Les limites précédentes étaient 72, 78, et 84 millions d'hl.

Fourniture d'alcool vinique

Il est bon toutefois d'avoir recours en tout temps à une certaine distillation obligatoire pour éliminer les sous-produits ainsi que les vins défectueux. C'est pourquoi l'art. 2 édicte : « Même dans le cas où la limite exigée n'est

pas atteinte, la fourniture de la quantité d'alcool qui peut être livrée sous forme d'alcool vinique est obligatoire à concurrence des trois-quarts ».

Déclaration des stocks

La date du 1^{er} septembre se substitue à celle du 1^{er} octobre. La déclaration des stocks restant dans les caves des récoltants doit être souscrite chaque année avant le 1^{er} septembre.

Loi du 15 Décembre 1937

La récolte de 1937, quoique déficitaire dans les deux régions les plus productrices, le Midi et l'Algérie, fait apparaître une production totale (stock compris) qui dépasse de plusieurs millions d'hectol. les besoins prévisionnels du marché.

L'obligation se pose donc de recourir à la distillation pour assurer l'équilibre strict entre la production et la consommation mais les chiffres des disponibilités fixés dans la loi — 78 millions — ne sont pas atteints. Il fallut prendre une nouvelle disposition qui permit au gouvernement de décréter la distillation lorsque les ressources seraient supérieures aux besoins. Tel est l'objet de la loi du 15 décembre 1937.

Des faits économiques nouveaux ou tout au moins imprévus au cours de la pénible et laborieuse élaboration du statut viticole sont venus justifier la nécessité de cette mesure. On a reconnu que le chiffre de 78 millions d'hectos s'avère trop élevé par suite :

a) de la diminution probable de la consommation taxée en raison de l'augmentation du prix des vins et de leur richesse alcoolique exceptionnelle;

b) de la surestimation de la consommation en franchise;

c) des difficultés de la navigation et de la majoration du frêt qui paralysent le transport des vins d'Algérie;

d) de la façon élastique dont sont faites les déclarations de récolte;

e) de la crainte, en un mot, qu'il reste à la propriété en fin d'exercice un stock important capable de provoquer la baisse au moment de la soudure entre les deux campagnes 1937-1938 et 1938-1939, surtout si la prochaine récolte était abondante.

Il convient, en outre, de considérer qu'une quantité appréciable de vins, sans atteindre le degré qui les rendent impropres à la consommation, renferment néanmoins une acidité volatile anormale qui les fait rechercher par certains négociants, parce que meilleur marché, ce qui cause, depuis le début de la campagne et peut constituer tout le long de l'année vinicole un sérieux facteur de malaise pour la bonne tenue des cours. La distillation sera un exutoire à ces vins défectueux.

L'article unique s'énonce ainsi:

« Les termes supérieurs à 78 millions d'hectolitres » sont remplacés par les mots « *supérieurs aux besoins* ».

« Le recours à cette mesure (la distillation obligatoire) est édicté par décret rendu sur la proposition des ministres des Finances et de l'Agriculture, après avis de la Commission interministérielle de la Viticulture. »

Le Statut viticole a-t-il atteint son stade définitif ? Nous ne le pensons pas. Le législateur va se trouver sous peu, contraint par les circonstances, dans l'obligation impérieuse d'intervenir. De nombreuses questions qui doivent recevoir une solution rapide, restent en suspens: réforme de la déclaration de récolte, du recours à la distillation

obligatoire; surveillance plus étroite des fraudes sur les plantations clandestines, sur les exploitations en commun...etc...etc. Est-ce le propre d'une bonne organisation d'être dans un état perpétuel de gestation sans jamais arriver à une fin, pas intangible certes, mais non l'objet de modifications trop fréquentes qu'on n'a pas su prévoir ?

CHAPITRE II

Résultats et Etude critique

Que se proposait-on en élaborant le « Statut de la Viti-
culture » ? Le but poursuivi était d'obtenir, par cette sévè-
re réglementation un prix stable et rémunérateur. Est-on
parvenu à ce résultat ? Les statistiques vont nous répon-
dre.

Depuis le 4 juillet 1931 les cours des vins de 9° ont subi,
sur les marchés méridionaux, les oscillations suivantes :

	le degré		le degré
4 juillet 1931....	20 fr.	1 ^{er} janvier 1932...	9.50
1 ^{er} août 1931.....	17 fr.	15 mai 1932.....	7.50
1 ^{er} septembre 1931	12 fr.	12 juillet 1932....	15.00-
1 ^{er} octobre 1931...	10 fr.	1 ^{er} octobre 1932..	12.50
25 novembre 1931.	8.50	19 décembre 1932..	9.75
1 ^{er} décembre 1931.	10 fr.		
1 ^{er} février 1933...	15 fr.	7 septembre 1934.	7.50
3 mars 1933.....	12 fr.	5 octobre 1934...	6.00
1 ^{er} avril 1933.....	14 fr.	9 novembre 1934.	5.00
1 ^{er} août 1933.,...	11 fr.	1 ^{er} décembre 1934.	5.00

1 ^{er} avril 1935.....	4.00	3 janvier 1936. . .	6.00
5 juillet 1935.....	4.25	7 février 1936....	6.50
25 août 1935.....	4.00	21 février 1936....	7.75
3 septembre 1935.	3.90	1 ^{er} mai 1936.....	8.50
18 octobre 1935...	5.00	26 juin 1936.....	10.00
14 novembre 1935.	4.50	Décembre 1936....	14.50
Janvier 1937	14.75	Mai 1937	14.50
Février 1937	15.50	Juin 1937	15.00
Mars 1937	15.00	Juillet 1937	15.00
Avril 1937	15.00	Août 1937	15.50

Exception faite de la campagne 1936-1937, les cours des vins n'ont guère connu la stabilité, les brusques variations constatées depuis le 4 juillet 1931 ne le cèdent en rien à celles enregistrées antérieurement.

Mais ces prix peuvent-ils être considérés comme rémunérateurs ? Il ne semble pas. D'après M. Sabadie (4), le prix de revient, par hectolitre, serait en moyenne d'une centaine de francs (5) et même davantage chez les producteurs moins favorisés de vins de côtes, où la terre ingrate et le climat sec dispensent plus de qualité que de quantité. « Il est entendu, écrit M. Sabadie, que nous comprenons dans ce chiffre les salaires, les dépenses normales d'entretien et d'amélioration des bâtiments d'exploitation, l'entretien et l'achat du cheptel vif et mort, en sommes tous les frais qu'il faut annuellement engager pour l'exploitation du vignoble. Nous ne faisons pas entrer par contre dans ces éléments du prix de revient l'intérêt du

(4) Sabadie. Le nouveau Statut de la Viticulture. Thèse Toulouse, 1932.

(5) Il ne s'agit pas du prix de revient actuel beaucoup plus élevé depuis juin 1936. Les salaires seuls ont augmenté de 20 p. 100.

capital foncier, ni les grosses réparations (constructions de caves ou cuves, constructions de locaux d'habitation) ».

Si nous comparons les prix de revient et les prix de vente, nous remarquons tout de suite que durant les années 1932, 1934, 1935, la majorité des viticulteurs méridionaux est en perte. Par bonheur cette situation catastrophique ne devait pas durer, mais le Statut de la Viticulture est-il la cause du changement survenu en 1936-1937 ?

On entend par cause, écrit Stuart Mill, l'antécédent nécessaire et suffisant d'un phénomène. Or les hauts prix de cette période ne sont pas dus uniquement au Statut viticole, d'autres éléments concourent à maintenir les cours à un niveau élevé. Le 19 avril, une gelée enlève une partie de la récolte; au mois de mai, il pleut, l'Hérault et l'Aude sortent de leur lit, une attaque foudroyante de mildiou est constatée. Ainsi on offre sur le marché une quantité réduite.

Que serait-il advenu si une troisième vendange abondante avait succédé à celles de 34 et de 35, troisième vendange grossie des dixièmes laissés pour compte par l'échelonnement ? M. Barthe fait un aveu significatif devant la C.I.V. réunie à Paris le 12 septembre 1935 : « Il est à craindre, dit-il, que le sacrifice épuisant demandé à la propriété soit perdu... On écoulera la récolte à un prix de misère... Nous n'avons pas beaucoup de moyens tant que nous vivrons sous les méfaits de la surproduction. » Et il ajoute : « Il paraît que l'application de l'art. 8 peut dans une certaine mesure atténuer et corriger le mal que nul n'ignore aujourd'hui.

Après M. Barthe lui-même il est permis de n'avoir qu'une confiance limitée dans le Statut de la Viticulture.

Sans exagération aucune, on peut affirmer qu'à la suite d'une bonne récolte la situation se présenterait sous un jour peu favorable : distillation très lourde pour certains,

prix de misère pour tous, et, en fin de campagne, un stock non négligeable qui pèserait sur les mercuriales futures.

L'assainissement du marché repose, dans la législation viticole actuelle, sur la résorption des excédents; or, à l'heure présente, la distillation obligatoire est un leurre, il devient presque impossible de faire disparaître une quantité quelque peu importante.

A l'issue de la campagne 1935-1936, il fut reconnu par le président de la Commission des Boissons et le directeur des contributions indirectes que les 20 millions, d'hl dont la disparition était nécessaire pour un assainissement total du marché, n'avaient pas effectivement disparus et il fut établi, par des chiffres non contestés, que leur destruction ne pouvait être envisagée dans le cadre des lois existantes.

Les causes de cette inefficacité relative des dispositions législatives, il semble qu'on les doive chercher dans l'ampleur des exonérations excessives qui sont à la base même du Statut: au lieu d'atteindre l'ensemble ou tout au moins la plus grande partie des récoltants, la loi n'en frappe qu'une infime minorité, et les assujettis, bien que surchargés jusqu'à la spoliation, sont impuissants à fournir les redevances qui seraient nécessaires.

Le Statut de la Viticulture est vicié par l'esprit démagogique qui l'anime. Sur un total de 1.678.076 déclarants, 1.613.373 récoltent moins de 400 hectolitres et partant sont exonérés de toutes les charges et contributions imposées aux autres viticulteurs sous des modalités diverses. Certes, l'artisanat viticole a droit à des aménagements mais, outre qu'il conviendrait de déterminer de façon claire ce que l'on entend par artisanat viticole, de préciser le point où il commence et celui où il finit, l'exemption dont jouit l'immense majorité des vigneronns constitue une véritable injustice.

En théorie, faire la différence entre le gros et le petit

viticulteur est parfait, en pratique c'est de la pure démagogie aux conséquences lamentables, et les faits ont démontré, sans contestation possible, qu'avec le système actuellement pratiqué l'assainissement réel du marché est du domaine du rêve.

Il faudrait que tous les vigneronns vendant du vin soient soumis à la loi, qu'ils supportent tous, toute proportion gardée, les charges réclamées par un assainissement total puisque tous en bénéficient.

L'intérêt général commande d'élargir les bases de la loi afin de ne pas commettre la même erreur que le Brésil dans la défense des producteurs de café. Pendant presque vingt ans le Brésil a employé tous les moyens pour revaloriser le prix du café: destruction de stocks immenses, taxes à l'exportation, limitation des plantations, ententes limitatives avec les autres pays gros producteurs. Mais le Brésil n'avait pas songé aux producteurs secondaires qu'une telle aubaine tentait et qui profitèrent de la revalorisation du café pour produire davantage. Tandis que les uns se restreignaient et faisaient des sacrifices considérables, les autres se développaient, accroissant leur production, aussi le système vient-il de s'écrouler.

Pour le vin, dans le cadre national, c'est ce qui se produit en France: les gros viticulteurs peuvent bien s'entendre pour parer à la ruine commune, cet accord restera inopérant si les petits vigneronns demeurent libres de suivre leur bon plaisir. Ne pas associer les petits producteurs à une ponction élargie serait leur rendre un mauvais service car ils ne tarderaient pas à être entraînés à leur tour dans la même catastrophe. Ce danger conduit la Commission interministérielle de la Viticulture à souhaiter un abaissement des plafonds d'exonération. Espérons que le législateur, comprenant la nécessité d'une telle réforme, ratifiera le vœu qui lui est soumis.

Dans l'étude particulière des diverses modalités du Statut viticole, nous grouperons toutes les dispositions qu'il contient sous les trois rubriques consacrées par l'usage : l'assainissement du marché, l'échelonnement des ventes, le financement de la récolte.

I. — ASSAINISSEMENT DU MARCHÉ

A. — *Limitation des plantations*

Pour si paradoxal que cela paraisse, cette mesure a eu comme résultat de développer le vignoble. Le législateur aurait dû interdire d'effectuer de nouvelles plantations sous réserve de la consommation familiale pour ceux qui ne possédaient pas ou n'exploitaient pas déjà des terrains vitifères. Une dérogation de 1 hectare suffisait à sauvegarder les intérêts les plus légitimes.

Qu'a-t-on fait ? En 1931, après une affirmation de principe, la loi laisse la porte ouverte à tous les abus en permettant de planter jusqu'à concurrence de 10 hectares. Aussitôt de gros propriétaires ont fractionné leurs domaines sous forme de petites exploitations susceptibles d'être étendues ; des membres de la même famille se sont partagé des terres cultivées autrefois en commun afin de pouvoir augmenter leurs patrimoines. Aussi l'aire du vignoble s'est-elle accrue de 15.000 hectares dans la Métropole et de 35.000 hectares en Algérie.

La suspension de l'autorisation de planter intervenue par la suite et la limitation de l'exception à 3 hectares en 1933 et à 1 hectare l'année suivante n'a pas arrêté l'avance du cep : M. Barthe écrit le 25 janvier 1938 (6) : « Les causes d'une certaine inquiétude, que nous n'avons pas le droit de taire, dépendent d'abord des plantations clandest-

(6) Bulletin Economique du P. M. 25 janvier 1938.

tines qui, peut-être sur une petite échelle mais ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières, augmentent tous les ans le volume des ressources. »

Donc le but que l'on se proposait, très juste en lui-même, est loin d'avoir été atteint.

B. — *Arrachage des vignes*

Est-il nécessaire de détruire une richesse considérable et longue à constituer ? D'excellents esprits l'ont remarqué : il existe trop de vignobles et il est absurde d'être condamné à brûler tous les ans une partie de la récolte. Peut-on, en effet, admettre que des vignes soient taillées, labourées, fumées, sulfatées, vendangées, que le raisin soit transformé en vin, que celui-ci soit lui-même distillé pour en fin de compte faire tourner les automobiles ?

Ce raisonnement serait impeccable si la production viticole ne dépendait pas, pour une large mesure, des circonstances atmosphériques et des accidents cryptogamiques. Arracher, c'est faire disparaître les possibilités de production pour l'avenir et une année de grêle ou de mildew la France peut manquer de vin.

Sur les surfaces arrachées seraient cultivés d'autres produits, de la sorte l'équilibre entre les diverses branches de l'activité agricole se trouverait rompu. Il faut éviter ces heurts dans la vie économique d'un pays dont l'agriculture constitue le principal revenu.

Que faire des terrains inaptes à des cultures différentes de celle de la vigne ? On ne voit pas de solution si ce n'est leur abandon, quel sort sera alors réservé aux propriétaires et aux ouvriers qui vivaient sur ce sol ?

Seul l'arrachage volontaire paraît devoir être maintenu. Certes, nous ne nions pas son efficacité douteuse mais les quantités de vin, si petites soient-elles, qui seraient pro-

duites par ces vignes arrachées, pèsent en moins sur le marché.

C. — *Blocage*

Cette disposition n'a pas réalisé les espoirs qu'on lui attribuait. L'expérience démontre que le blocage ne peut régulariser les cours. Le commerce connaît le chiffre global des quantités bloquées et n'achète qu'au fur et à mesure de ses besoins, la perspective du déblocage laisse peser sur le marché une crainte qui paralyse le mouvement des affaires. Ce sont des occasions de spéculation, achats à la baisse et reventes aux prix les plus forts.

De plus une mesure qui laisse en dehors de son emprise les trois-quarts de la récolte peut-elle donner de bons résultats ?

D. — *Distillation obligatoire*

Distinguons les prestations d'alcool de vin et les prestations d'alcool vinique.

a) *Fourniture d'alcool de vin*

Cette prestation obligatoire doit être combattue dans son principe et dans son application.

Dans son principe — « Vous brûlez, vous jetez, vous dénaturez quantité d'excellents produits de la terre, cependant que des millions d'êtres, çà et là, sont en peine de leur nécessaire » (7).

Pourquoi cet acte anti-économique, contraire au bon sens, qui consiste à détruire les richesses que nous octroie si généreusement la nature ? Depuis des siècles et des siècles, l'humanité a peiné, lutté pour acquérir le bien-être et

(7) Paul Valéry. Rapport sur les Prix de Vertu. 20 décembre 1934.

la sécurité de ses lendemains. On sait au prix de quel travail acharné, de quelle suite d'études, de sacrifices et de dévouements obscurs, elle a réussi à dompter l'adversité et à réunir tous les éléments de cette abondance à laquelle elle a toujours aspiré. Mais il semble qu'elle ne sache pas en tirer parti, elle ne parvient pas à ordonner sa conquête. Dans sa déception et son désarroi, elle commence à détruire elle-même ce qu'elle avait acquis à si grand peine, comme si elle jugeait indigne d'échapper à son destin primitif.

Ce vin français qu'on nous envie

Vin de foi, vin d'amour, vin d'espoir, vin de vie, (8)

au lieu de réjouir le cœur de l'homme, et de lui apporter l'élément nécessaire à sa subsistance, ira à la chaudière se transformer en un liquide qui fait tous les ans des centaines de victimes. Quel spectacle attristant pour le vigneron si fier, à juste titre, de son précieux nectar !

Dans son application —. Que penser d'une disposition n'atteignant qu'un nombre infime de producteurs et de ce fait incapable de donner un résultat satisfaisant ? Nous n'insisterons pas davantage sur l'infériorité et l'injustice d'une telle mesure. Il suffit d'ajouter que toutes les organisations viticoles professionnelles ont toujours combattu âprement cette mauvaise répartition des charges.

b) *Prestation d'alcool vinique*

Le principe est excellent mais l'application défectueuse.

Voici ce qu'écrivait M. L. Sémichon, spécialiste des questions viticoles (9) :

« Dans le but de soutenir la politique de la qualité, dans le dessein d'empêcher d'extraire des mares fermentés une

(8) Richepin. Morceaux choisis.

(9) Le Midi au Travail. 11 octobre 1937.

quantité excessive, comportant des jus de rafles qui se mêlent au vin de presse normal, par suite d'un excès de pression et du repassage multiplié des mares au pressoir, dans le but également d'empêcher le mélange des vins de lies aux vins ordinaires, la loi a obligé les vigneronns à fournir une prestation d'alcool vinique, c'est-à-dire une quantité d'alcool provenant des résidus de la vinification, des mares et des lies. Cette quantité varie suivant les régions comme le degré minimum. Les mares fournis à la distillerie doivent contenir une quantité d'alcool minimum correspondant à un pressurage normal, et cette quantité varie également suivant les régions.

« Tout le monde aurait approuvé ces dispositions à la condition qu'elles soient appliquées à tous les vigneronns. On aurait ainsi contribué à éliminer de la consommation les « queues de cave », et par suite à affermir la qualité des vins livrés.

» Malheureusement, comme dans trop de mesures comprises dans le statut viticole, on a prévu des exemptions à cette prestation. La plus importante de toutes, qui transforme totalement le caractère qu'on pouvait attacher à cette réforme, fut d'exempter de cette prestation d'alcool vinique tous les vigneronns récoltant moins de 400 hectolitres. C'est une grave injustice, car c'est ainsi la majorité des vigneronns et plus de la moitié de la production qui échappent à cette disposition prise en vue d'accroître la qualité des vins.

» Cette exemption est d'autant plus déplorable que, dans nos régions où les distilleries coopératives sont très nombreuses, tous les petits vigneronns avaient l'habitude d'y porter la totalité de leur marc pressuré, alors qu'aujourd'hui la proposition nouvelle justifierait leur abstention. On doit bien convenir qu'il n'y a qu'un pas facilement franchi entre cette manière de faire et celle qui con-

siste à succomber à la tentation de faire des piquettes avec les mares et de les verser dans le vin.

» Cette faute grave de la loi nouvelle s'accroît encore davantage tous les jours par la multiplicité des décisions créant de nouvelles exemptions à la prestation d'alcool vinique.

» Le directeur des contributions indirectes vient d'exempter les propriétaires récoltant plus de 400 hectolitres à la condition qu'ils détruisent leurs mares à la sortie du pressoir. Il ajoute bien que ces mares doivent contenir, conformément à la loi, la quantité d'alcool minimum attestant qu'il n'y a pas eu surpressurage. Mais qui donc ira vérifier ? Quand on fournit des mares à la distillerie, dont les opérations sont contrôlées, le directeur est bien obligé de vérifier qu'il y a le minimum d'alcool exigé. Quand, au contraire, on détruit les mares en les mélangeant au fumier, on n'est pas empressé du tout d'en vérifier la teneur en alcool, et il n'est pas douteux que ces vignerons auront hâte de porter leurs mares à la fumière dès la sortie du pressoir, de peur que, par hasard, on ait la curiosité de constater qu'ils ont servi, peut-être bien, à préparer une « boisson familiale » qui se sera mêlée discrètement à la foule des hectolitres de vin.

» On vient d'annoncer aussi officiellement que la dispense de distillation obligatoire accordée aux vignerons qui ont volontairement arraché une partie de leur vignoble, et proportionnellement à l'arrachage exécuté, s'applique aussi à l'alcool vinique. De sorte que voici encore des vignerons privilégiés qui vont échapper aux mesures établies pour asseoir cette pauvre politique de la qualité qui bientôt ne trouvera plus de siège où se poser.

» Il semble qu'en dépit de beaucoup de bonnes volontés, les mesures prises autour de ce chapitre du statut viticole se plaisent à le tourner en ridicule ».

E. — *Amélioration du produit*

Nous n'analyserons pas la définition du vin, la détermination de ses qualités constitutives, la fixation du degré minimum, la réglementation des coupages, tous ces problèmes relèvent plutôt de l'œnologie que de l'économie et partant sont en dehors de notre étude.

La fabrication des piquettes et des vins de sucre devrait être interdite, mais il est quelquefois difficile de supprimer des privilèges. L'emploi des moûts concentrés s'impose tout de même dans la chaptalisation : pourquoi recourir à un corps étranger, le produit de la betterave, pour obtenir l'élément qui manque, l'alcool, alors que cet élément se trouve dans le vin lui-même ?

Le texte qui interdit l'irrigation des vignes à partir du 15 juillet demande un complément : la limitation de la quantité de pluie que le vignoble peut absorber et la suppression du traditionnel orage du 15 août capable souvent de réaliser un parfait mouillage à la racine.

Aucune raison de s'arrêter dans une voie semblable, pourquoi ne pas décréter que les jardiniers ne pourront plus arroser leurs légumes, et que les canaux de la Durance ou autres, qui ont fait la fortune de certaines régions françaises, seront supprimés ?

La présomption de fraude, établie par la loi, ne résiste pas à l'examen des faits. M. Degrully, membre de l'Académie d'Agriculture, montre, au cours de ses remarquables études sur la vinification, que bien souvent l'arrosage constitue un procédé de culture normal et indispensable qui donne des produits de plus haut degré alcoolique que ceux des vignes voisines non irriguées.

En réalité, il s'agit d'une brimade contre le Midi qui doit arroser les étés trop secs. Cette interdiction se comprend d'autant moins que l'on peut fabriquer des piquet-

tes et des vins de sucre par adjonction d'eau à la cuve. On n'a pas tardé à s'apercevoir que ce texte était inapplicable. La mention infamante « vins de vignes irriguées » n'est plus exigée et des décrets fixent théoriquement, par région, la date extrême de l'arrosage. Le vin doit être jugé non d'après son procédé de culture mais d'après sa composition propre.

Sous prétexte d'améliorer la qualité des vins, la loi édicte encore une taxe aux gros rendements. Le législateur aurait pu se dire que la qualité est fonction d'autres conditions que le rendement; les raisins mildiousés, oïdiés, grêlés, cochyliés, produisent, en général, des vins inférieurs, et pourtant le mildiou, l'oïdium, la grêle, ou la cochyliis ne sont pas des facteurs de gros rendements.

Comment admettre qu'un vin sera de bonne conformation s'il est récolté par un petit vigneron et de mauvaise qualité s'il provient d'un gros propriétaire ? Les vins doivent être appréciés en eux-mêmes et non d'après leur provenance.

On objecte que le produit de la taxe sert pour la propagande en faveur de la consommation du vin. Mais de deux choses l'une : ou la propagande est inutile et on doit la supprimer; ou elle constitue un bien, alors l'ensemble des vignerons en profite et tous doivent l'alimenter proportionnellement au nombre d'hectolitres offerts par eux sur le marché.

Dans la pratique, la taxe au rendement n'aboutit qu'à pénaliser le viticulteur le plus laborieux et, en tant que telle, elle est profondément injuste.

II. — ECHELONNEMENT DES VENTES

Il faut reconnaître que l'application de cette mesure se fait d'une façon illégale. L'article 8 envisage la possibilité de l'échelonnement de la récolte « dans le cas où les

cours pratiqués sur les marchés méridionaux feraient apparaître que les vins sont vendus à un prix notoirement inférieur au prix de revient ».

Supposons le prix de revient déterminé — quoique le texte ne fournisse aucune précision sur la façon de le calculer — les Pouvoirs publics ne devraient intervenir que dans le cas où le prix de vente est inférieur au coût de production. A l'heure actuelle, le Gouvernement prend, sous sa propre responsabilité, d'échelonner les ventes même si les cours sont rémunérateurs. On paraît donc fondé à reprocher une mauvaise interprétation de la loi.

L'article 8 est-il la pierre angulaire du statut viticole, l'arche sacro-sainte que les augures, avec onction et confiance, présentent sur leurs épaules à l'admiration des vignerons ? Jusqu'ici l'échelonnement a pu paraître efficace parce qu'il a régit les récoltes déficitaires 1936 et 1937 ; il a coïncidé en fin de campagne avec des perspectives réduites qui ont fait redresser les cours. L'article 8 a été servi par les événements.

Qu'arriverait-il si les perspectives dès mai et juin étaient prometteuses ? Pendant les six premiers mois on aura ralenti l'écoulement des vins en ne libérant qu'un ou deux dixièmes. Pendant les six derniers mois, les cours monteront d'autant plus difficilement que la prochaine récolte se présentera sous d'heureux auspices et alors on se trouvera enfermé dans le dilemme suivant : ou ne pas libérer pour essayer de faire monter artificiellement les cours, et dans ce cas on accumulera du vin qui viendra s'ajouter à une récolte pléthorique, ou on libèrera trop vite après avoir longtemps freiné, et les cours s'affaibliront. L'article 8 est impuissant à assurer la soudure des prix d'une campagne à l'autre sans l'intervention bien-faisante d'un accident climatique ou particulier à la vigne.

Quelle serait la destinée des dixièmes laissés pour compte en fin de campagne ? Le report sur la campagne suivante, mais alors les vins primeurs ou sous-mars ne pourront être livrés ou expédiés en temps voulu.

Voici la conclusion d'une étude de M. J. Milhau sur « L'Econométrie et ses applications » : (10).

« Le monde viticole éprouve une espèce d'engouement pour l'article 8. Cet état d'esprit nous paraît dangereux : l'analyse statistique nous conduit à des résultats précis que nous pouvons résumer ainsi : l'échelonnement des ventes ne saurait relever le prix moyen du vin s'il n'est suivi de report. On peut être pour ou contre l'article 8, mais, avant de prendre position, il est indispensable de savoir exactement ce que l'on peut en attendre. L'économètre dit au praticien : « Le prix moyen du vin, pendant une certaine période, dépend uniquement de la quantité de vin vendue pendant cette période et non de la façon dont la vente a été organisée ; vente échelonnée ou vente libre, le prix moyen sera le même. L'article 8 ne relèvera les prix que s'il réduit la quantité de vin vendue pendant la période considérée. En attendre autre chose, c'est aller vers des désillusions ».

Rappelons que c'est en pure perte qu'on a appliqué, l'été dernier, l'échelonnement dans le but de faire monter les vins d'Algérie à 13 francs le degré, ce prix n'a pas été atteint.

Les viticulteurs doivent comprendre que du moment où le commerce s'est constitué, aux vendanges, un volant suffisant par l'achat des vidanges, de non-logés, et surtout de vins provenant de la première tranche dont l'importance est énorme, il vit d'expédients, puise dans ses stocks, évite toute transaction en attendant une libération qui par

(10) J. Milhau. L'Econométrie et ses applications. « Revue d'Economie Politique », janvier-février 1938.

le jeu de l'échelonnement se trouve différée mais non supprimée. Quelquefois même l'article 8 va à l'encontre du but poursuivi : le commerçant profite du fait que le vin n'est pas libre pour le payer un prix inférieur. De la sorte, il convient d'être très prudent sur l'efficacité de l'échelonnement.

Quant à son application, elle présente de graves difficultés pour le commerce et la propriété.

Pour se procurer 200 hectos seulement, le négociant devra s'adresser aux très gros propriétaires, les seuls qui, compte tenu du blocage prévisionnel, seront en mesure de lui fournir la quantité demandée. Ou bien il devra faire perdre leur temps à ses courtiers, à ses camionneurs, à ses entonneurs qui lui additionneront un ensemble de petits lots suffisants pour remplir un camion-citerne.

Combien de propriétaires auront à leur disposition la vaisselle vinaire suffisante permettant de ne livrer qu'une quantité déterminée ? De nombreux viticulteurs ne pourront rien vendre pendant de longs mois sous peine de supporter les aléas d'une vidange.

Ces inconvénients disparaissent avec la cave coopérative : les négociants peuvent s'approvisionner comme ils l'entendent et les vigneron ignorent les difficultés inhérentes à l'application de l'article 8.

Malgré ce, le système actuellement pratiqué aboutit à une inégalité flagrante : l'échelonnement se combinant avec le blocage prévisionnel, certains viticulteurs conservent la presque totalité de leur récolte alors que d'autres, plus heureux, écoulent la leur entièrement. Le législateur se vante d'adopter ainsi une mesure pleine de mansuétude à l'égard des petits exploitants, des modestes artisans viticoles ; il n'en est rien : généralement les petits récoltants vendent au début, jouissant d'une complète liberté, et ne profitent pas des cours rémunérateurs fixés

pour la troisième ou quatrième tranche. Nous trouvons l'écho de leurs doléances dans le rapport de M. Mosse, président de la Fédération des caves coopératives du Roussillon, au V^e Congrès de la Confédération Nationale des Caves Coopératives Agricoles tenu en août 1937 à Paris :

« ...La majorité de nos coopératives se sont laissées ravir aux premiers cours, c'est-à-dire aux cours les plus bas, les vins qu'elles détenaient et cela parce qu'elles avaient la libre disposition de la quasi-totalité de leur récolte.

» Dès lors, comment nos petits vignerons coopérateurs pourront-ils profiter des bienfaits de l'échelonnement des prix ? Quelle sera d'autre part la répercussion de l'apport massif des vins des coopératives ? Ces questions font apparaître les dangers que comportent certaines lacunes de l'article 8. Comment éviter ces dangers ? Tout simplement en ayant le courage de demander au ministre de l'Agriculture et à l'administration des Contributions indirectes, la limitation des sorties des vins des coopératives, par exemple par tiers, d'octobre à fin juin ; il serait stipulé que le tiers des vins qui ne serait pas sorti pendant le trimestre écoulé pourrait se reporter sur les trimestres suivants. De cette façon, nous défendrions même malgré eux, l'intérêt de nos petits vignerons coopérateurs qui profiteraient des bienfaits de l'échelonnement. Les sacrifices imposés aux producteurs de vin donnent à ces derniers le droit de compter sur un assainissement total de la situation viticole. Cet assainissement ne sera obtenu que si le vigneron peut défendre son produit sur le marché. L'article 8 lui en donne les moyens mais ces moyens ne seront réellement efficaces que si les tranches libérées n'ont pas un volume excessif ».

III. — FINANCEMENT DE LA RÉCOLTE

Le financement de la récolte constitue le complément indispensable de l'échelonnement des ventes : le viticulteur empêché de réaliser son produit doit trouver à sa portée un service de large crédit.

Cette disposition qui procède d'une idée juste paraît fonctionner d'une façon satisfaisante. Si son recours ne se généralise pas, la faute est imputable au tempérament français qui répugne au fait de contracter des dettes. On voit quelquefois des propriétaires qui préfèrent céder leur vin à un prix inférieur au cours fixé plutôt que de financer leur récolte. Le législateur ne peut être tenu pour responsable d'un mobile psychologique; aussi pensons-nous que le financement, une fois entré dans les mœurs, est appelé à donner, tel quel, de bons résultats.

D'aucuns demandent un financement plus étendu, plus rapide et surtout plus important. Au prix de 150 francs l'hectolitre de vin, doit correspondre une avance d'au moins 12 francs par degré.

D'autres voudraient que le taux de l'intérêt réclamé à l'emprunteur soit abaissé.

Toutes ces suggestions proviennent d'une intention louable: empêcher les ventes sur les tranches non libérées. Si le viticulteur peut puiser facilement et abondamment aux caisses de crédit, si la plus-value de son vin compense les intérêts qu'il devra payer, le commerce n'aura plus la faculté de se livrer à l'achat des vins non encore libres.

Le problème étant d'ordre psychologique, il semble que toute réglementation législative soit vouée à l'échec.

Ainsi la législation viticole actuelle est loin de représenter dans son ensemble, le véritable Statut que la Viticulture française serait en droit d'attendre. Est-ce à dire

qu'on doive la rejeter sur-le-champ ? Il paraît préférable d'examiner objectivement les données du problème et de n'agir qu'avec la plus grande réserve en une matière aussi délicate.

Le Statut actuel, tel qu'il résulte des lois, décrets et règlements promulgués depuis 1931 et même au-delà, ressemble un peu à un manteau d'arlequin. Il a été élaboré beaucoup trop vite et toujours sous la poussée des événements; ajoutons, pour être complet, que les préoccupations d'ordre électoral ont étouffé les considérations de l'intérêt professionnel, toute disposition heureuse est entachée de surenchère démagogique.

On s'est plu à l'allonger continuellement sans jamais retrancher quoi que ce soit. Cela, parce qu'il pouvait être risqué et imprudent de remettre en discussion, devant le Parlement, des résultats péniblement acquis. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des textes inutiles, compliqués, difficiles à déchiffrer et même à découvrir, malgré la codification qui vient d'être faite. La simplification du Statut est demandée dans toutes les manifestations viticoles, on réclame une réglementation plus courte, plus claire et plus compréhensible.

A côté de quelques bonnes dispositions, susceptibles de profondes améliorations : arrêt des plantations, blocage, échelonnement des ventes, financement de la récolte, degré minimum régional, fourniture d'alcool vinique, sélection des cépages, combien de mesures injustes et inefficaces qui, dans une réglementation rationnelle, devraient disparaître ? L'arrachage et la distillation obligatoires, la taxe à la production et au rendement, l'interdiction de l'irrigation des vignes, ne peuvent se concevoir sur le plan de la logique et du bon sens. Les deux premières dispositions parce qu'elles entraînent une destruction de richesses, les

ceux autres parce que le vin doit être jugé d'après sa composition propre et non d'après sa provenance ou son procédé de culture.

Le Statut de la Viticulture actuel, même après avoir subi les aménagements nécessités par les circonstances présentes, peut-il apporter la sécurité à tous ceux qui vivent de la vigne et du vin ? Certains ne le pensent pas, aussi proposent-ils d'accomplir un pas de plus dans la voie de la réglementation et d'adopter : « L'Office National du Vin ».

TROISIÈME PARTIE

L'économie viticole dirigée

CHAPITRE PREMIER

Notions Générales sur l'économie dirigée

Les principes — les exemples **le service d'exploitation industrielle des Tabacs**

Alors que l'économie organisée n'exerce qu'une action indirecte sur le prix en faisant varier l'offre ou la demande, ou ces deux facteurs à la fois; l'économie dirigée *agit directement sur le prix puisque celui-ci n'est plus laissé à la libre concurrence mais fixé par la volonté de l'homme.*

Pourquoi cette réforme radicale dans la structure du système économique actuel ? Tout simplement, nous dit-on, afin d'obtenir dans l'échange la vente bénéficiaire socialement normale qui constitue la source unique du pouvoir d'achat.

Si le vin, par exemple, aboutit à un vente bénéficiaire, il donne au producteur un prix suffisamment rémunérateur qui lui permet de dépenser. Le vigneron peut augmenter les salaires, améliorer son matériel de cave, acheter des

tracteurs ou des voitures automobiles, mener un train de vie plus dispendieux.

Dans le cas contraire, le viticulteur opère une compression sur les frais généraux en réduisant les salaires et congédiant une partie du personnel, d'où chômage et misère. La diminution du prix du vin a aussi des conséquences plus lointaines. Le propriétaire, n'ayant plus de bénéfices, ne peut acheter un nouvel outillage, il se sert de celui qu'il possède quelle que soit son inconvénient. En outre, il n'usera pas d'automobile (1), ou ne la remplacera pas après un temps normal de service. Le résultat de la perte subie par lui se traduira par une réduction sensible de commandes dans l'industrie, en particulier des machines agricoles, des engrais chimiques. La production se ralentira. Et enfin dernière conséquence, les assujettis se déroberont à l'impôt dans toute la mesure du possible.

La production qui n'aboutit pas à une vente bénéficiaire normale perd donc très rapidement son double rôle social qui est d'être mise en abondance à la disposition de tous et de permettre à ses propres participants de consommer leur part des autres produits.

La vente bénéficiaire non seulement autorise le maintien et l'accroissement des salaires, des revenus, des impôts, mais aussi conditionne la formation du pouvoir d'achat général.

Les libéraux ont prétendu opposer le consommateur au producteur, ce n'est là qu'une vue idéale de l'esprit ne correspondant pas à la réalité des choses. Il n'existe pas de producteur qui ne soit que producteur et de consommateur qui ne soit que consommateur : tout individu doit obligatoirement être un producteur ou au moins un ayant-droit de producteur, ce qui, comptablement, est la même

(1) Dans le département de l'Hérault, en 1930, on a vendu 237 automobiles de moins qu'en 1929.

chose. Nous sommes tous rattachés directement à une production ou à l'ensemble des productions.

Montrer l'intérêt divergent du producteur et du consommateur ne peut se faire qu'en théorie, en pratique il s'agit du même individu. En tant que consommateur, il cherche à obtenir la plus grande quantité possible de produits pour un pouvoir d'achat déterminé. En tant que producteur, il demande le plus de pouvoir d'achat possible pour une production donnée. Comment ne pas se rendre compte que c'est contradictoire et que si le producteur-consommateur refuse à son vendeur le pouvoir d'achat suffisant, il se prive, ipso facto, du client dont il a besoin pour sa propre marchandise ?

Le mécanisme de l'échange, tel qu'il est pratiqué actuellement, permet-il la vente bénéficiaire ? Autrement dit : le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande entraîne-t-il un prix suffisamment rémunérateur ? L'économie libérale repose sur la rareté : les quantités offertes à l'échange doivent être inférieures ou égales à la somme des besoins à satisfaire. Cette condition est posée dans la définition de la richesse économique par Walras : « On appelle richesse économique, l'ensemble de choses matérielles ou immatérielles utiles qui sont limitées en quantité, c'est-à-dire, telles que chacun n'en trouve pas à sa portée, à discrétion pour satisfaire le besoin qu'il en a ». Si donc tous les produits sont offerts sans limitation, le marché ne répond plus aux nécessités organiques du système libéral.

Or, avec les progrès de la science et de la technique, l'homme peut produire en surabondance toutes les marchandises correspondant à ses besoins : le mécanisme de l'échange se trouve faussé non pas seulement dans certains de ses éléments, mais dans sa structure.

Un seul ouvrier peut produire aujourd'hui dix, cent et

quelquefois mille fois plus que l'ouvrier antique. Veut-on des exemples ?

Le primitif broyait son grain dans un mortier ou le moulait à force de bras, entre deux pierres. Un homme obtenait ainsi, dans une journée de travail épuisant, à peine assez de farine pour suffire à dix personnes.

L'ouvrier moderne, dans un grand moulin automatique, est capable, en huit heures de travail, de trier, de moudre, passer au tamis, etc., deux ou trois wagons de grains, n'ayant qu'à appuyer sur des boutons, tirer sur des manettes et surveiller des indicateurs. Les automates électriques travaillent pour lui. Il réussit ainsi sans effort à préparer de la farine pour 20.000 personnes et quelques centaines d'animaux, en remplaçant ainsi avantageusement le travail de quelques milliers d'esclaves de l'antiquité.

Il y a vingt ans un bon ouvrier mineur extrayait chaque année 800 tonnes de minerai de fer environ. En 1929, dans les mines de Mesabi-Range, la moyenne de minerai extrait était de 20.000 tonnes par ouvrier et par an.

Un employé pouvait naguère laver, remplir, boucher, étiquetter 250 bouteilles par jour. Avec la nouvelle machine dont il est pourvu, il peut faire les mêmes opérations sur 2.400 bouteilles en une heure.

Le processus se passe d'une façon identique dans tous les domaines d'activité industrielle, ou même agricole. L'agriculteur primitif labourait mal et avec peine, moissonnait à la main, dépiquait au fléau. Aujourd'hui, avec un tracteur moderne, il laboure beaucoup plus profondément et il sème en même temps; avec une moissonneuse-lieuse, il exécute le travail de quelques dizaines d'esclaves du monde antique; avec une batteuse mécanique, il obtient plus rapidement et avec moins de fatigue, un produit plus propre et plus abondant.

Le viticulteur, autrefois, n'arrivait qu'à un rendement médiocre et une mauvaise vinification. Aujourd'hui, grâce à l'amélioration des procédés de culture, à l'emploi d'un matériel de cave perfectionné et aussi à l'extension du vignoble, la France se classe au premier rang des nations viticoles pour la qualité et la quantité.

De nos jours, *la rareté fait place à l'abondance*. Le prix ne peut plus être déterminé par la loi de l'offre et de la demande, il doit être fixé par la volonté de l'homme. Un organe directeur établira, pour les diverses marchandises offertes sur le marché, le « prix social », moyen comptable de fournir à chaque participant à une production donnée son juste bénéfice, c'est-à-dire, le pouvoir d'achat qui lui est nécessaire pour consommer sa juste part de tous les autres produits dans la proportion où ces derniers existent en quantité.

Le prix social aura donc pour mission de répartir équitablement le pouvoir d'achat général :

Entre les différentes productions, en fonction des capitaux investis dans chacune d'elles et du nombre d'hommes qui y participent ;

Au sein de chaque production entre tous les éléments qui concourent : salariés, employés, techniciens, direction et enfin capital.

Il devra prévoir, en outre, la part proportionnelle des charges sociales communes qui incombe à chaque production.

Pour les principales branches de l'activité agricole, le prix social garantira au cultivateur une vie normale dans la sécurité. Il comprendra le coût de production, l'amortissement du cheptel vif et mort, l'achat des services publics (eau, électricité, impôts), la part correspondante des charges sociales, et enfin un certain bénéfice destiné aux dépenses somptuaires.

Cette réforme du mécanisme de l'échange serait-elle une révolution dans le régime économique actuel ? M. Dan Rabulescu (2), relatant l'évolution des faits, s'exprime de la sorte : « Mais, peu à peu, au sein de ce « désordre presque parfait », des intérêts économiques pulvérulents, vinrent s'organiser des unités collectives de plus en plus vastes, dont la direction unitaire arriva à mettre en mouvement des forces autrement grandes que celles des petites entreprises particulières. Leur activité avait, bien entendu, le même mobile du plus grand profit ; mais c'était le profit d'un bien plus petit nombre. Par un processus en quelque sorte irrésistible, la plupart de ces entreprises arrivèrent à être accaparées et dirigées par la haute finance. Le nombre des volontés directrices devint de plus en plus limité. L'arbitraire qui en résulta ne fut plus statique mais distinctement individuel, ce qui est tout autre chose.

» L'ancienne économie libérale « du désordre parfait » évolua ainsi d'une manière insensible vers l'économie actuel, lequel, pour la plupart de ses organes essentiels, est une économie partiellement et arbitrairement dirigée, par un petit nombre de potentats financiers, qui poursuivent chacun leurs profits et leurs ambitions égoïstes.

» C'est surtout depuis la guerre que ces « dirigeants » de l'économie sont arrivés au faîte du pouvoir considérable qu'ils détiennent aujourd'hui. On s'aperçoit donc que l'économie dirigée existe déjà, du point de vue de l'organisation intime de l'économie. Un mécanisme directeur s'est naturellement constitué dans son sein, en tant qu'appareil financier qui régit la richesse symbolique collective. Il y a ceci d'anormal : les diverses manettes de commande de l'économie se trouvent aujourd'hui à la disposition de quelques particuliers, qui jouent le rôle d'un directo-

(2) Dan Rabulescu. Introduction à l'Economie dirigée. Rivière, 1937.

rat plus ou moins occulte, plus ou moins incohérent et sans responsabilité aucune. Il ne se sert de sa situation que pour des profits et des ambitions égoïstes.

» Qu'y a-t-il d'étonnant que, dans cette situation sans précédent, l'incohérence des personnalités dirigeantes du directorat et leur manque absolu de responsabilité envers l'Etat suffisent, à eux seuls pour mettre en péril l'existence même des Etats. C'est — au sens propre du mot — une question de vie et de mort pour chaque organisme social de ne pas laisser les choses continuer ainsi.

» Il ne se pose donc qu'une seule question, juridique celle-là, mais lourde de conséquences : celle de la raison d'Etat.

» Elle se pose ainsi :

» Des particuliers peuvent-ils détenir les postes de commande des organes essentiels pour le bon fonctionnement de la collectivité économique ? Peuvent-ils en user comme bon leur semble et les exploiter à leur profit ?

» A poser la question ainsi, la réponse s'impose : en principe, tous les postes de commande doivent appartenir à la collectivité.

» Voici pour la raison d'Etat, pour le principe.

» En fait la question se résume ainsi : dans l'économie dirigée proprement dite, l'Etat se rend maître des postes de commande qui dirigent l'économie, c'est-à-dire il remplace par ses organes responsables les administrateurs actuels de l'économie.

» Ce changement, si simple qu'il soit, n'est rien moins qu'un simple changement de personnel : il est d'une importance capitale ; car il modifie entièrement la manière de fonctionner de tout l'appareil de commande.

» Si le seul fait de mettre à la place de quelques individus sans contrôle et sans responsabilité, un directorat économique contrôlable et responsable est un progrès évident,

celui de remplacer une activité incohérente, arbitraire et souvent antagoniste par une activité basée sur un programme, cohérent et unitaire, l'est encore plus. Et ce n'est pas tout.

» Du même coup — et c'est là le point essentiel pour l'avenir de l'économique — le mobile de l'activité du directorat change entièrement à la place du mobile profit, qui régit l'appareil de commande actuel, le mobile du directorat sera celui du meilleur service possible. Ce nouveau principe directeur peut être formulé comme il suit :

» L'économique est là pour servir le social dont il fait partie intégrante et solidaire. Ce service doit être le meilleur possible et pour cela il doit être rationalisé, c'est-à-dire, réaliser le meilleur travail avec le moindre gaspillage de labeur, de matériaux, d'énergie physique et de temps ».

D'après ce qui précède, il ne s'agit pas de bouleverser l'économie, mais de régulariser une situation de fait. On appliquerait à l'échange le même phénomène qui se produit pour la fixation des salaires. En principe le taux du salaire devrait être déterminé par l'offre de force-travail faite par les ouvriers et la demande de force-travail faite par les employeurs. Le machinisme a réduit dans de fortes proportions l'emploi de la main-d'œuvre : à l'heure actuelle le travail intelligemment utilisé de quarante pour cent seulement de la population humaine suffirait à produire tout ce qui est nécessaire, utile ou agréable à la totalité des hommes ; aujourd'hui quarante pour cent, demain ce sera vingt pour cent. Dans ces conditions, l'offre serait de beaucoup supérieure à la demande et la rémunération de l'ouvrier ne lui permettrait pas de vivre.

Aussi a-t-on recours à un système nouveau : dans chaque région, pour les diverses professions, une Commission paritaire composée de délégués patrons et ouvriers fixe

le salaire applicable en se basant sur les prix de vente et surtout le coût de la vie.

L'application de l'économie dirigée à la Viticulture se ferait par l'intermédiaire de l'Office National du Vin. Le projet concernant l'Office National du Vin, déposé pour la première fois à la Chambre des Députés le 29 juin 1933, fut amendé et repris le 14 décembre 1934. Enfin, lors d'une discussion sur la crise agricole qui s'est ouverte à la fin de la dernière législature, le 17 janvier 1936, M. Léon Baylet, député de l'Hérault, au cours d'une intervention très remarquée, après avoir passé en revue les différentes lois votées depuis six ans pour assainir le marché des vins, fait un exposé complet des principes qui constituent l'Office National du Vin et développe les grandes lignes du projet.

L'Office National du Vin, en dehors de ses auteurs et quelques farouches partisans, ne semble pas susciter beaucoup d'enthousiasme même au sein du parti socialiste : de nombreux militants accueillent, non avec scepticisme certes, mais avec réserve cette vue de l'avenir. Inutile d'ajouter que les organisations professionnelles de la Viticulture se sont toujours montrées hostiles à une telle conception. Nous relevons, dans le *Journal du Commerce* du 1^{er} février 1936, sous la plume de M. Barthe, ce passage particulièrement suggestif : « A la dernière session de la C. I. V. (Commission Interministérielle de la Viticulture), ce fut à l'unanimité que la création de l'Office du Vin fut repoussée. Les membres de cette Commission qui appartiennent au parti S. F. I. O. furent peut-être les plus nets à se dégager de cette formule, après d'ailleurs que les communistes s'en étaient déclarés les adversaires résolus ».

Ce qui caractérise les divers projets — chaque Congrès socialiste ayant donné le jour à une nouvelle rédaction,

sans apporter de grand changement du reste — c'est le manque d'aisance et de certitude. On éprouve l'impression que les auteurs travaillent une matière rebelle et partant qu'ils manquent de la maîtrise nécessaire. Le problème leur échappe, ils s'échinent après une solution difficile à trouver. L'accord n'a pu se réaliser que sur le principe, mais sur les détails rien de précis. Aussi notre enquête personnelle n'a-t-elle abouti qu'à de faibles résultats, peu de documents et de vagues renseignements sur les modalités d'application.

Toutefois, dans les pages qui vont suivre, nous examinerons, avec la plus grande objectivité, les divers projets en insistant particulièrement sur le dernier en date tel qu'il a été adopté au Congrès de Limoges, le 29 septembre 1935. Au cours de notre étude, il nous sera indispensable, pour éclairer notre religion à la lumière des faits, de faire appel aux résultats obtenus par l'Office National Interprofessionnel du Blé (3), formule semblable mais qui possède l'insigne mérite d'être entrée dans le domaine de la pratique. Sans pousser trop loin l'analogie entre les deux denrées, nous pourrions puiser dans l'institution de l'Office du Blé les enseignements que l'expérience seule est à même de fournir. Ainsi, muni du projet théorique de l'un et des résultats pratiques de l'autre, il nous sera plus facile d'aborder l'examen de cette question primordiale pour l'économie viticole : l'Office National du Vin.

Ce genre d'organisme n'est pas nouveau. Dès avant la guerre, il existait des Offices publics nationaux, « institutions analogues aux établissements publics, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière, pourvues par le législateur du maximum d'indépendance suscepti-

(3) L'institution de l'Office du Blé doit servir d'exemple pour la revalorisation des autres denrées agricoles comme le vin, la viande, le lait (Déclaration ministérielle, juin 1936).

ble d'être attribuée à un service public, et soumis à un contrôle de la part de l'autorité supérieure » (4).

Nous citerons pour mémoire: « Le Comité de Législation Etrangère », (loi du 24 décembre 1908, art. 46) ; L'Office Colonial » (décret du 14 mars 1899); « L'Office National de la Navigation » (loi du 27 février 1912), etc.

C'est surtout de ces dernières années que date le développement des Offices, ces institutions remplacent les monopoles et les régies qui n'ont pas toujours donné de bons résultats. Parmi les Offices nouvellement créés, les plus importants sont : « L'Office National Industriel de l'Azote » (loi du 11 avril 1924); « Les Mines Domaniales de Potasses d'Alsace » (décret du 22 août 1924) ; « La Caisse autonome de Gestion des Bons de la Défense Nationale, d'Exploitation Industrielle des Tabacs et d'Amortissement de la Dette Publique » (loi du 7 août 1926); « L'Office National des Combustibles Liquides » (loi du 10 janvier 1925).

A titre d'exemple, il nous paraît intéressant d'étudier le « *Service d'Exploitation Industrielle des Tabacs* » (S. E. I. T.) (5).

Le Comité technique du Conseil d'administration de la « Caisse Autonome » est spécialement chargé de l'exploitation industrielle des tabacs (achat, fabrication, vente) et du service des allumettes depuis le décret-loi du 21 septembre 1935 (S. E. I. T. A.).

Composition du Comité technique. — Son président est choisi parmi ses membres et nommé par arrêté du minis-

(4) A. Fuzier. Offices publics nationaux. Thèse Montpellier, 1936.

(1) L'exemple de l'Office des Tabacs ayant été soulevé au Congrès socialiste de Limoges, le 29 septembre 1935, et combattu par la suite dans la presse, nous traiterons cette question importante avec quelques détails.

tre des Finances pour un an. Son mandat est renouvelable.

Ce Comité comprend :

Trois membres représentants du ministre des Finances, dont obligatoirement le Directeur général des Contributions indirectes et le Directeur général du Budget ;

Le Directeur général de l'Exploitation industrielle des tabacs ;

Un membre désigné par l'Académie d'Agriculture ;

Un commerçant et un industriel désignés par l'Assemblée des présidents des Chambres de Commerce ;

Trois membres choisis par le ministre des Finances dans le Conseil consultatif des tabacs (dont un représentant des planteurs de tabac, et un des débitants, agents de culture ou personnel ouvrier).

D'après l'article 5 du décret du 13 août 1926, aucun membre du Comité ne peut être soit administrateur, soit au service d'une entreprise fournisseur du S. E. I. T.

Organisation du Comité technique. — Tous les membres sont nommés pour quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans.

Le Comité Technique se réunit, soit sur la convocation de son Président, soit sur celle du Président du Conseil d'administration, mais le nombre minimum des réunions n'est pas fixé.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents, le Président ayant voix prépondérante en cas de partage égal des suffrages. Son Président jouit en outre d'un pouvoir particulier qu'on ne trouve guère dans les autres Offices : il peut demander le renvoi de toutes les délibérations au Conseil d'administration. Ce renvoi a lieu de droit.

Pouvoirs du Comité Technique. — Le Comité Technique arrête les programmes généraux et les conditions générales d'achats de tabacs en feuilles exotiques et de fournitures, les programmes de fabrication, ainsi que ceux de transformation des bâtiments et de l'outillage. (Décret du 13 août 1926, art. 10).

Cet organe de décision est assisté d'un organe consultatif ; le Conseil consultatif des Tabacs (art. 3 de la loi du 7 août 1926).

Le Conseil Consultatif des Tabacs. — Ce Conseil comprend trente membres, certains sont élus : 2 sénateurs et 2 députés, un membre de l'Office National des Mutilés, un représentant des débitants, quatre représentants des planteurs, huit du personnel. Tous les autres sont nommés par le ministre des Finances qui désigne également le Président.

Le Conseil Consultatif se réunit sur la convocation de son Président toutes les fois qu'il est nécessaire, et, en outre, si la majorité de ses membres le demande.

Ce Conseil donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Comité technique, et obligatoirement sur les modifications envisagées aux lois et décrets relatifs à la culture ou à l'achat des tabacs indigènes ou à la vente des tabacs fabriqués.

Il peut également, de sa propre initiative, adresser au Comité Technique, des propositions et des vœux d'ordre général.

Le Directeur Général de l'Exploitation Industrielle des Tabacs constitue l'organe exécutif. Il est nommé par décret contresigné du ministre des Finances, et d'après les propositions du Conseil d'administration (décret du 1^{er} avril 1935). Il fait partie, de droit, du Comité Technique.

Il assure l'exécution des décisions prises par le Conseil

d'administration et par les Comtiés, et veille à la bonne marche du S.E.I.T.A. De plus il est ordonnateur, concurremment avec le Directeur Général des Services Financiers, et il représente la Caisse autonome dans les instances judiciaires. Toutefois, c'est le Conseil d'administration qui, en principe, agit lorsque l'instance est relative à la répression des fraudes.

Régime Financier. — Le produit net des recettes des tabacs est versé dans les fonds de la Caisse Autonome pour être spécialement affecté au service des intérêts des Bons de la Défense Nationale, et subsidiairement à celui de l'amortissement de la Dette Publique.

Il n'existe pas d'agent comptable mais un « Caissier Général » chargé du maniement des deniers et des titres. Comme tous les comptables, il doit verser un cautionnement, il est soumis aux vérifications de l'Inspection des Finances, et fournit un compte de gestion justiciable de la Cour des Comptes.

Les Trésoriers Payeurs Généraux perçoivent pour la Caisse le produit de l'exploitation des tabacs mais ne procèdent pas au paiement des dépenses, ce service dépend des Contributions Indirectes.

Le Caissier établit un inventaire, le compte pertes et profits, et le bilan. Il dresse un compte correspondant à l'état de prévision, comprenant toutes les recettes et les dépenses effectuées. Ce compte est adressé à la Cour des Comptes dans les six mois suivant l'expiration de la gestion annuelle.

Un contrôle financier, institué le 25 octobre 1935, s'exerce sur les opérations du S.E.I.T.A. Il est bien entendu que ce contrôle ne devra en rien diminuer l'autonomie de la Caisse: le contrôleur n'a aucun droit de veto ni de visa, et

ne prend connaissance des documents que pour recueillir les éléments d'information qui lui sont nécessaires.

Résultats de cet Office. — La nouvelle organisation du monopole des tabacs a donné de bons résultats.

Les bénéfices réalisés par le monopole avant et après montrent l'avantage de cette transformation :

1920	813.970.000	francs
1922	1.198.352.000	—
1924	1.483.309.000	—
1925	1.935.923.000	—
1927	3.586.573.000	—
1928	3.163.155.000	—
1929	3.518.067.000	—
1930	3.347.238.000	—
1931	3.479.751.000	—
1932	3.425.614.000	—
1933	3.326.120.000	—
1934	3.524.528.000	—

La différence entre les bénéfices de 1925, dernière année complète de l'ancienne organisation, et ceux de 1927, ramenés à un exercice normal, est dans le rapport de 2 à 3.

Ces résultats remarquables proviennent essentiellement de la réunion, sous une direction unique, des services jusqu'alors dispersés des achats et fabrication d'une part, et des ventes d'autre part. Le premier service incombait aux Manufactures de l'Etat et l'Administration des Contributions Indirectes s'occupait de la vente des produits fabriqués. Cette dispersion nuisait gravement aux intérêts du monopole.

Examinons le résultat des mesures prises par le S.E.I. T. dans le domaine technique : culture des tabacs, achat, fabrication et vente. Certaines dispositions méritent d'être

retenues afin d'en faire une application adéquate en viticulture.

On objecte : les deux situations ne peuvent se comparer. Les fonctionnaires comptent les pieds de tabac et même les feuilles, l'Etat devient le seul propriétaire et le seul détenteur de toute la récolte. Un producteur qui serait convaincu d'avoir conservé une seule feuille de tabac pour son usage personnel, serait poursuivi et sévèrement condamné ; l'Etat manufacture toute la production. Il procède à la vente par le moyen de fonctionnaires que sont les débiteurs de tabac, il n'y en a qu'un seul par commune ou par quartier.

Pour le vin, impossible d'agir ainsi. Va-t-on compter les raisins ? Limiter le nombre des débiteurs ? L'exemple du tabac ne peut être invoqué à moins de créer une véritable Jacquerie dans nos campagnes, les vignerons voulant consommer le vin de leur récolte et se refusant sur ce point à toute limitation.

La réponse est aisée : il suffit que l'Office National du Vin prenne en charge la totalité de la récolte destinée à la vente. Nous montrerons par la suite que la consommation en franchise ne saurait constituer un obstacle sérieux à la prise en charge totale, la fraude, si fraude il y a, apparaît négligeable : on ne transporte pas des quantités importantes de vin aussi facilement que du tabac.

L'Office des Tabacs, poursuivant un but lucratif, effectue la vente directe par l'intermédiaire de débiteurs-fonctionnaires mais l'Office National du Vin ne cherche pas à réaliser des bénéfices, de la sorte il peut parfaitement s'accommoder de la vente libre à la consommation, quoique la restriction du nombre d'intermédiaires serait souhaitable pour le consommateur. Une surveillance étroite doit suffire dans les circonstances actuelles.

Cultures et achats de tabac. — Les services de fabrication utilisent des tabacs de trois espèces: indigènes, coloniaux, exotiques, et cherchent à employer le plus possible de produits français ou coloniaux aux lieu et place de produits étrangers. Les compositions des divers produits fabriqués sont revisées au début de chaque année, compte tenu des ressources fournies par la récolte indigène ou par celle de l'Algérie et de nos colonies, tout en maintenant les qualités spécifiques aux différentes marchandises.

Le premier souci du S.E.I.T. a été le développement de la culture indigène. On accorda la majorité sinon la totalité des demandes de cultures et même les départements, où les plantations de tabac étaient encore inconnus, assistèrent à des essais. Toutefois le Service s'est montré d'une sagesse exemplaire, il a veillé à ce que l'étendue des plantations ne fournissent pas des quantités excédentaires qui ne pourraient être utilisées. Sur avis du Conseil Consultatif des Tabacs, les demandes trop nombreuses ces derniers temps ont été rejetées.

Diverses mesures sont prises dans le but de rechercher l'amélioration de la culture:

Instruction technique des agents de surveillance. — Un cours d'agronomie, institué à l'Ecole d'application, est destiné à augmenter les capacités des agents de surveillance.

Des travaux pratiques de botanique, des séances d'examen détaillé des divers tabacs mondiaux en feuilles sont prévus.

Le corps des agents de culture comprend deux ingénieurs diplômés de l'Institut National Agronomique.

Etudes scientifiques. — On procède à l'étude de la localisation de la nicotine dans les graines et la plante verte de

tabac, de la teneur des divers tabacs mondiaux en résines, cires et huiles essentielles.

Pour soigner la qualité des produits mis en vente, et assurer la constance de leur goût, la production indigène est classifiée en « crus ».

Des recherches, pour la constitution de plants hybrides, de meilleure valeur industrielle ou commerciale, figurent à l'ordre du jour. La question des maladies et parasites du tabac et leurs remèdes font l'objet de nombreux travaux.

L'Institut expérimental de Bergerac est agrandi et rénové. De nouveaux champs d'expériences sont créés en Alsace, dans le Bassin Parisien, etc...

Dans un autre ordre d'idées, mentionnons la loi du 6 janvier 1929 instituant la « réassurance » des Compagnies d'Assurances départementales des planteurs de tabac contre la grêle. Les planteurs sinistrés se voient indemnisés dans la proportion de 40 à 80 p. 100; même si les ressources des caisses locales sont insuffisantes, grâce au fonds commun de réassurance qui est alimenté par les Caisses départementales et par la Caisse autonome.

Les achats de tabacs exotiques vont constamment en diminuant. Pour ces opérations le S.E.I.T. entre en relation avec les ministères des Affaires étrangères et du Commerce. Une fraction importante des achats effectués apporte des facilités à notre commerce extérieur, servant à gager des avantages douaniers (Grèce, Bulgarie, Turquie), ou à alimenter des caisses de compensation (Grèce, Bulgarie, Turquie, Hongrie).

L'Administration des tabacs poursuit l'étude de l'extension des moyens d'emmagasiner — utilisation rationnelle et développement des différents magasins de transit —, et des économies sur les transports intérieurs des tabacs en feuilles. Le trafic par voie d'eau, étant moins onéreux, a connu une légère augmentation (accord avec la

H.P.L.M.): en 1928, 300.000 francs d'économie sont réalisées. A leur tour les grands réseaux consentent une modération des tarifs: le 1^{er} juillet 1934, un accord intervient entre les Compagnies de Chemins de Fer et le S.E.I.T., une ristourne progressive, susceptible d'atteindre 20 p. 100 des prix antérieurs, est consentie sous réserve d'un tonnage kilométrique minimum.

Fabrication. — Les établissements de fabrication utilisent de nouvelles machines et un outillage moderne.

Le Service de l'Expertise exerce un contrôle très serré sur la qualité des produits fabriqués dans les différentes manufactures et met en relief, pour chacune d'elles, les progrès à réaliser.

La production de la nicotine a subi une augmentation considérable pour satisfaire les besoins de l'Agriculture qui se voyait contrainte de recourir fréquemment aux importations étrangères.

Vente. — Le législateur paraissait se désintéresser presque complètement de la vente, la loi du 7 août 1926, art. 4, déclare: « Les prix des tabacs seront fixés par décret sur la proposition du Conseil d'administration ».

Le Comité Technique, agissant en vertu de la délégation du Conseil d'administration, trace les directives générales dans la séance du 18 mai 1927; l'organisation de la vente est confiée à un organisme spécial du S.E.I.T., auquel on rattache certains agents de l'administration des Contributions indirectes.

Le Service des Ventes doit assurer l'approvisionnement des entrepôts et des débits, contrôler l'état des stocks, stimuler l'activité des entrepreneurs et débitants, veiller à l'amélioration des immeubles et du matériel des entrepôts. Il procède aux études préparatoires, à la fixa-

tion des tarifs, il propose la création ou la suppression de produits, leur mode de présentation au public. Il organise la propagande sous toutes ses formes et, pour cela, il dispose des crédits destinés à la publicité. Les observations des consommateurs, des débiteurs et des entrepreneurs orientent le Comité vers la ligne de conduite qu'il convient de suivre.

Ce service comprend un Directeur spécial des ventes pour la région parisienne, 17 directeurs régionaux, assistés de contrôleurs de manufactures chargés de l'inspection de la vente. Pour faciliter le travail de ces contrôleurs et notamment l'acquisition d'une voiture automobile, des avances remboursables leur sont consenties.

Pris sur la proposition du Conseil Consultatif et du Comité Technique, le décret du 22 novembre 1927 organise la vente à crédit aux débiteurs. Le crédit consenti est proportionnel à la valeur moyenne des commandes passées par le débiteur pendant l'année précédente. Un crédit spécial est accordé aux débiteurs des centres touristiques ou saisonniers pour les quatre mois correspondant à la saison. En contre-partie des avances généreusement octroyées, les débiteurs doivent s'imposer certaines obligations, telle que la constitution d'un stock en magasin équivalent à la vente normale d'au moins cinq jours.

On exige en plus un cautionnement, c'est à cette exigence que répond la Société Anonyme de Cautionnement Collectif, agréée par la Caisse autonome « le Débit de Tabac » au capital de 1.800.700 francs.

Le S.E.I.T. prévoit des crédits spéciaux pour son budget de publicité, il comprend toute l'importance de la propagande à l'heure actuelle pour le développement de n'importe quelle activité et l'accroissement du chiffre d'affaires. Nous insisterons particulièrement sur cette dernière question dont l'avantage n'a plus à être démontré.

Le Comité Technique a donné un but précis à la publicité à laquelle il se livre : déplacer la clientèle vers les produits dont la vente rapporte le plus. La preuve irréfutable de son succès réside dans le fait que toute la publicité en faveur de la Loterie Nationale vient de lui être confiée. Le S.E.I.T. n'a rien négligé pour l'organisation méthodique de la propagande, tous les procédés, depuis la distribution classique des glaces et crayons jusqu'au roman publicitaire, sont employés.

Créer ou réorganiser des débits de luxe constitue un des plus sûrs moyens d'attirer le public. A cet égard, il faut citer le Bureau des Ventes Directes, installé avenue des Champs-Élysées, à des conditions peu onéreuses par suite d'une entente avec l'Office National du Tourisme, propriétaire de l'immeuble.

Des catalogues illustrés, édités et renouvelés tous les trimestres, mis à la disposition du débitant et du public, donnent l'énumération des variétés de produits offerts à la vente, ainsi que les prix correspondants. En accord avec l'Administration des Contributions Indirectes, on intensifie la vente des tabacs dans les gares, foires, expositions, manifestations sportives, etc.

La publicité directe est organisée sous toutes les formes possibles : échos et réclames dans la presse ; affiches ; placards dans les tramways et autobus ; plaques métalliques et enseignes lumineuses fournies aux débitants ; distributions d'objets publicitaires (canifs, étuis à cigarettes, fume-cigarettes, bloc-notes, calendriers, carnets de bridge, cendriers, signets, coupe-papiers, coupe-livres, etc...) On a même introduit des porte-mines dans les coffrets de cigares et des bâtons de rouge dans les boîtes de cigarettes « Primerose ».

L'emploi du cinéma et de la radiophonie est largement

utilisé: plusieurs films documentaires ou purement publicitaires sont tournés annuellement.

Certains moments et certains lieux apparaissent particulièrement propices à la publicité. La réclame des tabacs de luxe se fait dans les villes d'eaux ou au moment des étrennes d'une manière massive et permanente durant plusieurs mois en faveur d'un seul produit rémunérateur.

Les résultats obtenus semblent avoir répondu aux efforts. La vente des cigarettes en « caporal doux » est passée de 88.000 unités au mois de juillet à 114.000 en décembre à la suite des campagnes de publicité durant l'année 1934. La demande des « Celtiques », en faveur desquelles une réclame identique était faite, passe de 75.000 unités en avril à 92.000 en septembre.

Les marchés extérieurs ne sont pas négligés, aussi arrivons-nous à exporter des produits manufacturés (23 millions en 1934) alors que nous étions généralement tributaires de l'étranger. Le S.E.I.T. a créé des agences en Egypte, en Hollande, en Chine, et des conventions existent avec de nombreux pays: Tchécoslovaquie, Roumanie, Japon.

Les faits que nous venons d'étudier sont tout à l'honneur de l'Office des Tabacs: en quelques années, une situation peu brillante est redressée et se maintient dans de bonnes conditions économiques et financières malgré la longue période de dépression générale que nous traversons.

Cette étude générale nous conduit naturellement à l'examen des projets d'Office National du Vin. Ce sera l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE II

Analyse des Projets d'Office National du Vin

Les projets (1) concernant l'Office National du Vin peuvent se diviser en cinq parties: l'organisation administrative, le fonctionnement technique, le fonctionnement financier, les dispositions visant l'Algérie et enfin les dispositions visant la fixation des salaires.

L'Organisation administrative

Dès l'abord l'Office National du Vin revêt une façade corporative. Au sommet, des organes de direction et de contrôle: le Conseil Central, les Comités départementaux et les Comités de coopération vinicole dans chaque circonscription du génie rural.

(1) Voir en appendice l'amendement au projet de loi tendant à réaliser l'assainissement du marché des vins, soutenu par M. Baylet, à la Chambre des Députés, dans la séance du 14 décembre 1934.

Motion adoptée au Congrès de Limoges le 29 septembre 1935.

En bas, sur les lieux de production, un organe d'exécution : la Cave Coopérative.

Conseil Central

Le Conseil Central assure la haute direction, il réunit dans son sein les représentants des producteurs, des consommateurs, du commerce et du gouvernement. Sa composition est fixée de la manière suivante :

- 15 représentants des producteurs ;
- 5 désignés par les coopératives viticoles ;
- 5 désignés par les syndicats ouvriers agricoles ;
- 5 désignés par la Chambre d'Agriculture.
- 8 représentants des consommateurs :
- 4 désignés par les coopératives de consommation ;
- 4 désignés par les associations syndicales ouvrières ;
- 8 membres nommés par le ministre de l'Agriculture, dont 1 représentant de la Caisse Nationale de Crédit agricole ;
- 2 représentants du commerce de gros ;
- 2 représentants du commerce de détail.

Comités départementaux

Les Comités départementaux ont une composition analogue à celle du Conseil Central. Ils sont chargés d'émettre tous les avis utiles sur les mesures intéressant la régularisation des cours et l'organisation de la production viticole. Leur convocation n'a lieu que sur l'initiative de l'Office et selon les nécessités de la campagne vinicole. Le texte du projet précise que ces Comités sont obligatoirement convoqués dans la semaine qui suit la déclaration de récolte dans le département pour fixer le prix de revient

moyen du vin, compte tenu de la qualité, du degré, du rendement à l'hectare et de l'aire de production.

Chaque Comité départemental comprend :

Le directeur départemental des services agricoles, président ;

3 membres désignés par les coopératives viticoles ;

3 viticulteurs exploitants, élus par les électeurs patrons de la Chambre d'Agriculture ;

3 ouvriers agricoles élus par les électeurs ouvriers de la Chambre d'Agriculture ;

3 représentants des consommateurs désignés par le Conseil général ;

1 représentant de la Caisse régionale de Crédit agricole ;

1 représentant du commerce de gros ;

1 représentant du commerce de détail.

Comités de Coopération

Dans chaque circonscription du service du génie rural, il sera institué un comité technique et administratif de la coopération vinicole, composé de 12 membres, et présidé par l'Ingénieur en chef du génie rural de la région.

Ce Comité sera chargé d'examiner tous les projets des caves coopératives et d'installation de chais particuliers. Il donnera tous les avis sur l'emplacement, l'installation, la construction et le fonctionnement des organisations prévues.

Les membres de ce Comité seront répartis dans les régions viticoles intéressées ; ils seront désignés par les préfets et renouvelables tous les trois ans. A cet effet, une liste de noms sera déposée dans les préfectures autorisées, par les soins des associations viticoles de la région et en premier lieu par les fédérations des caves coopératives. Cette liste comprendra le double des noms nécessaires.

Obligatoirement le Comité technique sera composé de 9 représentants des viticulteurs et de 3 représentants des caisses de crédit agricole.

Les membres du Comité seront remboursés de leurs frais de déplacement par les soins et sous le contrôle du service du génie rural.

Le Comité technique consultatif aura pour mission supplémentaire, en se conformant à toutes les dispositions particulières édictées par décret, de visiter au moment opportun les installations vinicoles.

Il s'assurera si les mesures indispensables, nécessaires pour obtenir des vins de toute première qualité, ont été bien prises et si les organisations sont bien dirigées.

Caves Coopératives

Dans toutes les communes viticoles devront être construites des caves coopératives de vinification. Les coopératives existantes ou à créer constitueront les véritables cellules de base de l'Office, elles grouperont l'immense majorité des vigneronns. Toutefois l'affiliation à une cave coopérative ne semble pas obligatoire, M. L. Blum le souligne dans son discours du 23 avril 1936 prononcé à Radio-Midi : « Le projet pousse à la constitution des caves coopératives mais n'en rend pas l'entremise obligatoire ».

Ainsi l'*Office National du Vin* posséderait un organe de haute direction et contrôle qui serait le Conseil Central à Paris; des organes de direction secondaire constitués par les Comités départementaux à raison de un par département producteur de vin; des organes de coopération, les Comités techniques à raison de un par circonscription du génie rural; et enfin des organes d'exécution en nombre variable, les caves coopératives de vinification.

LE FONCTIONNEMENT TECHNIQUE

Prise en charge de la récolte par l'Office

A la liberté des transactions l'Office substitue une réglementation sévère du marché. Plus d'offre ni de demande, seulement une production rémunérée à un prix fixe. L'Office prend en charge la totalité de la récolte. Le projet précédent ne faisait bénéficier des dispositions en vigueur que les vignerons affiliés aux caves coopératives ou propriétaires de chais particuliers agréés par les comités de coopération, mais que seraient devenus les autres vins ? Le Congrès de Limoges a pensé, avec juste raison, qu'on devait aller jusqu'à la prise en charge de la récolte totale.

Importation

Afin d'éviter toute concurrence, l'Office se réserve le monopole de l'importation. L'art. 8 nous dit : « Dès la publication au *J. O.* de la déclaration totale de la récolte nationale, le Conseil de l'Office se réunira pour déterminer, d'après les disponibilités existantes, la quantité et l'espèce des vins étrangers qu'il serait éventuellement nécessaire d'importer.

Il procédera, suivant les besoins, aux importations dont il aura le monopole et fixera les prix de rétrocession des vins importés ».

Résorption des excédents

Différentes mesures sont prévues pour résorber les excédents et accroître la consommation. Quelques-unes existent déjà sous le régime actuel, d'autres possèdent le mérite de la nouveauté : blocage, report dans les chais nationaux construits à cet effet, distillation, distribution de rations supplémentaires aux soldats et aux établissements de bienfaisance.

Cession au commerce et vente à la consommation

Le commerce n'est pas supprimé mais son rôle se trouve considérablement réduit. L'Office, prenant en charge la totalité de la récolte, devient l'unique vendeur auquel devra nécessairement s'adresser le négociant. Celui-ci se verra dans l'obligation d'acheter au prix fixé et ne pourra livrer à la consommation au-delà d'un certain prix car une surveillance étroite s'appliquera, de ce fait la marge des bénéfices perdra son élasticité. « L'Office nationale aura la surveillance des prix pratiqués à la consommation. Il exercera cette surveillance, soit directement, soit par l'entremise de ses Comités départementaux et des services de la répression des fraudes.

Un rapport mensuel consignant les résultats de cette surveillance et mentionnant notamment tous les faits qui feraient apparaître des bénéfices illicites sera adressé au Garde des Sceaux ».

Nationalisation des grands domaines

Le projet contient aussi une disposition importante visant la nationalisation des grands domaines : « L'Office pourra nationaliser aux fins de modifications de culture ou d'encépagement et, au besoin, d'arrachage, les domaines produisant plus de 10.000 hectolitres de vin.

Le rachat s'effectuera au choix de l'Office, soit à un prix représentant les investissements justifiés, soit à un prix représentant la capitalisation à 10 p. 100.

a) Du revenu net justifié des trois dernières années, dans le cas d'un propriétaire individuel ;

b) Des bénéfices distribués aux actionnaires s'il s'agit d'une société.

Telles sont les grandes lignes du fonctionnement technique de l'*Office National du Vin* : vinification dans les

caves coopératives ou les installations vinicoles particulières; prise en charge de la récolte totale par l'Office; résorption des excédents et monopole des importations; cession au commerce et surveillance de la consommation.

LE FONCTIONNEMENT FINANCIER

Fixation du prix d'achat

Le prix payé par l'Office au propriétaire n'est pas un prix uniforme au degré. Il varie selon le prix de revient réel, (que constatent des Commissions départementales et que contrôlent en cas de besoin des exploitations témoin, c'est-à-dire les grands domaines nationalisés). Le prix payé tient compte du rendement à l'hectare, de la qualité, du degré et de l'aire de production. Il comporte, en outre, une marge uniforme de bénéfice établie par le Conseil Central. Dans le prix d'achat payé au vigneron se trouve gratuitement incluse l'assurance contre le risque naturel par excellence, les calamités agricoles.

Fixation du prix de vente

Les vins pris en charge par l'Office sont cédés au commerce, et les prix de cession résultent pour chaque qualité de la péréquation des prix d'achat à la propriété.

Fonds de roulement

Afin de parer au fonctionnement normal de l'institution, il est prévu un capital de roulement. « Les fonds nécessaires à la gestion de l'Office seront assurés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole. A cet effet, la Caisse pourra faire appel, jusqu'à concurrence de 500 millions, à des emprunts. Le service des intérêts et l'amortissement du capital seront assurés par les bénéfices réalisés sur le prix de vente fixé après péréquation des prix de revient.

Avances aux Caves Coopératives

Des sommes considérables deviendront nécessaires pour la construction et l'aménagement de nouvelles caves coopératives ou de chais nationaux. Aussi la Caisse Nationale de Crédit Agricole est-elle autorisée à contracter un emprunt de 200 millions pendant cinq années qui sera affecté uniquement à l'organisation des coopératives.

Le remboursement ne connaîtra pas d'aléas. Il est prévu, par les soins de la Confédération Nationale des Coopératives Vinicoles, et d'accord avec la Caisse Nationale de Crédit, la constitution d'une « caisse mutuelle de solidarité » ayant pour mission de garantir, en tout état de cause, les remboursements annuels des avances consenties par la Caisse Nationale aux coopératives vinicoles dans le cas où ces dernières se trouveraient être victimes de calamités atmosphériques qui anéantiraient leurs récoltes en majeure partie.

Le fonctionnement financier de l'*Office National du Vin* peut se résumer de la façon suivante: prix d'achat fixé d'après le prix de revient déterminé par le Comité départemental auquel on ajoute une marge uniforme de bénéfice; prix de cession au commerce d'après la moyenne des prix payés aux producteurs pour l'ensemble des vins d'une même catégorie; emprunt pour assurer les fonds de roulement dont le remboursement dépend des bénéfices réalisés sur les différences entre les prix de vente et d'achat; emprunt, garanti par une Caisse mutuelle de solidarité, afin de permettre la construction de caves coopératives et de chais nationaux.

DISPOSITIONS VISANT L'ALGÉRIE

Le projet d'Office du Vin propose une solution au problème viticole franco-algérien. A l'aménagement du mar

ché national, il substitue l'égalité absolue de toute la législation politique, économique et sociale.

L'art. 12 s'exprime ainsi :

« La loi du 19 décembre 1900 instituant un budget spécial pour l'Algérie est abrogée.

» Le budget spécial de l'Algérie est incorporé au budget général de la France. L'ensemble de la législation fiscale française est appliqué aux trois départements d'Alger, de Constantine et d'Oran.

» L'ensemble de la législation sociale française est appliqué aux travailleurs français, indigènes et étrangers des trois départements susnommés qui en bénéficieront dans les mêmes conditions que ceux de la Métropole ».

L'égalité des charges compléterait l'égalité des droits.

DISPOSITIONS VISANT LA FIXATION DES SALAIRES

Le taux du salaire n'est plus abandonné au libre jeu de l'offre et de la demande mais déterminé d'une façon rationnelle.

« Il est institué, dans chaque département producteur de vin, un Comité paritaire de la main-d'œuvre agricole, composé du préfet ou de son représentant président, de trois membres désignés par les syndicats patronaux ou, à leur défaut, par les électeurs patrons à la Chambre d'Agriculture, et de trois membres désignés par les syndicats ouvriers ou, à leur défaut, par les électeurs ouvriers à la Chambre d'Agriculture.

» Ce Comité paritaire se réunira obligatoirement une fois par an, dans la semaine qui suivra la réunion du Comité départemental et fixera, pour la durée de l'année, le salaire minimum des ouvriers agricoles, compte tenu du prix moyen de revient du vin établi par le Comité dépar-

temental et de l'indice constaté par la plus récente réunion de la Commission paritaire départementale du coût de la vie ».

Cette dernière réglementation est parfaitement logique : la rémunération de l'ouvrier doit être elle aussi dirigée. S'il n'en était pas ainsi le système pêcherait par défaut de symétrie et partant serait incomplet.

Il est enfin spécifié que dans le salaire payé à l'ouvrier se trouve gratuitement incluse l'assurance contre son risque social par excellence, le chômage.

Après avoir analysé les diverses modalités de l'*Office National du Vin*, nous nous proposons dans les chapitres suivants de procéder à son étude critique.

APPENDICE

Voici l'amendement au projet de loi tendant à l'assainissement du marché des vins, soutenu par M. Baylet, à la Chambre des députés, dans la séance du 14 décembre 1934 :

Article premier. — Il est institué au Ministère de l'Agriculture un Office National du Vin. Cet office, placé pour ses opérations financières sous le contrôle du Ministère des Finances, jouit d'une pleine autonomie d'administration et de gestion dans les conditions prévues par la loi.

Art. 2. — L'office National du Vin est administré par un Conseil Central composé de trente-cinq membres désignés de la manière suivante :

- 15 représentants des producteurs :
 - 5 désignés par les coopératives viticoles ;
 - 5 désignés par les syndicats ouvriers agricoles ;
 - 5 désignés par la Chambre d'Agriculture.
- 8 représentants des consommateurs :
 - 4 désignés par les coopératives de consommation ;
 - 4 désignés par les associations syndicales ouvrières ;
- 8 membres nommés par le ministre de l'Agriculture, dont un représentant de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.
- 2 représentants du commerce de gros.
- 2 représentants du commerce de détail.

Art. 3. — Il est institué dans chaque département producteur de vin, un comité d'organisation et de contrôle de la production et de la vente du vin, chargé d'émettre tous avis

utiles sur les mesures intéressant la régularisation des cours et l'organisation de la production viticole.

Chaque comité départemental est composé comme suit :

Le directeur départemental des services agricoles, président,

3 membres désignés par les coopératives viticoles ;

3 viticulteurs exploitants, élus par les électeurs patrons de la Chambre d'Agriculture ;

3 ouvriers agricoles élus par les électeurs ouvriers de la Chambre d'Agriculture ;

3 représentants des consommateurs désignés par le Conseil Général ;

1 représentants de la Caisse Régionale de Crédit Agricole ;

1 représentant du commerce de gros ;

1 représentant du commerce de détail.

Les Comités départementaux sont convoqués sur l'initiative de l'Office National du Vin, selon les nécessités de la campagne viticole. Ils seront obligatoirement convoqués dans la semaine qui suivra la clôture des déclarations de récoltes dans le département, pour fixer le prix de revient moyen du vin, compte tenu de la qualité, du degré, du rendement à l'hectare et de l'aire de production.

Art. 4. — Il est institué dans chaque département producteur de vin, un comité paritaire de la main-d'œuvre agricole, composé du préfet ou de son délégué, président, de trois membres désignés par les syndicats patronaux ou, à leur défaut, par les électeurs patrons à la Chambre d'Agriculture, et de trois membres désignés par les syndicats ouvriers ou, à leur défaut, par les électeurs ouvriers à la Chambre d'Agriculture.

Ce comité paritaire se réunira obligatoirement une fois par an, dans la semaine qui suivra la réunion du comité départemental, et fixera, pour la durée de l'année, le salaire minimum des ouvriers agricoles, compte tenu du prix moyen du vin, établi par le comité départemental et de l'indice pondéré, constaté par la plus récente réunion de la commission paritaire départementale du coût de la vie.

Art. 5. — Ne pourront bénéficier des dispositions de la présente loi que les récoltants qui seront, soit affiliés aux caves coopératives, soit propriétaires de chais de vinification particulièrement reconnus conformément aux dispositions de l'article 6 ci-après.

Art. 6. A. — Dans chaque circonscription du service du génie rural, il sera institué un comité technique et administratif de la coopération vinicole, composé de 12 membres, et présidé par l'ingénieur en chef du génie rural de la région.

Ce comité sera chargé d'examiner tous les projets des caves coopératives et d'installation de chais particuliers qui désireraient participer à l'Office National du Vin. Il donnera tous avis sur l'emplacement, l'installation, la construction, et le fonctionnement des organisations prévus à l'article 5 de la présente loi.

Les membres de ce comité seront répartis dans les régions viticoles intéressées; ils seront désignés par les préfets et renouvelables tous les trois ans. A cet effet, une liste de noms sera déposée dans les préfectures autorisées, par les soins des associations viticoles de la région, et, en premier lieu, par les fédérations des caves coopératives. Cette liste comprendra le double de noms nécessaires.

Obligatoirement, le comité technique sera composé de 9 représentants des viticulteurs et de 3 représentants des Caisses de Crédit Agricole.

Les membres du comité seront remboursés de leurs frais de déplacement par les soins et sous le contrôle du service du génie rural.

B. — Le comité technique consultatif aura pour mission supplémentaires en se conformant à toutes dispositions particulières qui seront édictées par décret de visiter au moment opportun les installations viticoles dont les produits sont destinés à l'Office National du Vin.

Il s'assurera si les mesures indispensables nécessaires pour obtenir des vins de toute première qualité, ont bien été prises et si les organisations sont bien dirigées.

C. — Les coopératives viticoles, ainsi que les installations particulières qui seront à organiser ou à réorganiser, pour-

ront contracter auprès de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, les emprunts à long ou à moyen terme nécessaires par application des dispositions contenues dans la loi du 5 août 1920.

Il sera organisé, par les soins de la Confédération Nationale des Coopératives vinicoles, et d'accord avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole, une Caisse mutuelle de solidarité qui aura pour mission de garantir, en tout état de cause, les remboursements annuels des avances consenties par la Caisse Nationale aux Coopératives vinicoles dans le cas où ces dernières se trouveraient être victimes de calamités atmosphériques qui anéantiraient leurs récoltes en majeure partie.

D. — La Caisse Nationale de Crédit Agricole sera autorisée à contracter un emprunt annuel de 200 millions pendant cinq années, qui sera affecté exclusivement à l'organisation des coopératives et des chais particuliers, en se conformant aux règles édictées par les lois en vigueur.

Art. 7. — Le vin produit dans les caves coopératives et la récolte des domaines possédant des installations vinicoles approuvées par le comité technique consultatif, sera prise en charge au prix de vente à la production fixé par l'Office National qui appliquera au prix de revient établi par les comités départementaux une marge uniforme de bénéfice.

Art. 8. — L'Office National déterminera le prix de cession au commerce, d'après la moyenne des prix payés aux producteurs pour l'ensemble des vins d'une même catégorie.

Art. 9. — Dès la publication au *Journal officiel* de la déclaration totale de la récolte nationale, le Conseil de l'Office se réunira pour déterminer, d'après les disponibilités existantes, la quantité et l'espèce de vins étrangers qu'il serait éventuellement nécessaire d'importer.

Il procédera, selon les besoins, aux importations dont il aura le monopole, et fixera les prix de rétrocession des vins importés.

En cas d'excédents de récoltes, le Conseil de l'Office décidera des quantités de vin qu'il conviendra de bloquer dans

les caves coopératives ou chez les producteurs, de réserver dans des chais nationaux construits à cet effet, de distiller en cas de stock excédentaire, ou de distribuer en rations supplémentaires aux soldats, aux établissements de bienfaisance.

Art. 10. — L'Office National du Vin aura la surveillance des prix pratiqués à la consommation. Il exercera cette surveillance, soit directement, soit par l'entremise des comités départementaux et des services de la répression des fraudes. Un rapport mensuel consignant les résultats de cette surveillance et mentionnant notamment tous les faits qui feront apparaître des bénéfices illicites, sera adressé au Garde des Sceaux.

Art. 11. — L'Office pourra nationaliser aux fins de modifications de culture ou d'encépagement et, au besoin, d'arrachage, les domaines produisant plus de 10.000 hectos de vin.

Le rachat s'effectuera au choix de l'Office, soit à un prix représentant les investissements justifiés, soit à un prix représentant la capitalisation à 10 pour 100:

a) Du revenu justifié des trois dernières années, dans le cas d'un propriétaire individuel;

b) Des bénéfices distribués aux actionnaires s'il s'agit d'une société.

Art. 12. — Les fonds de roulement nécessaires à la gestion de l'Office seront assurés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole. A cet effet, la Caisse pourra faire appel, jusqu'à concurrence de 500 millions, à des emprunts. Les services des intérêts et l'amortissement de ces emprunts seront assurés par les bénéfices réalisés sur le prix de vente après péréquation des prix de revient.

Art. 13. — La loi du 19 décembre 1900 instituant un budget spécial pour l'Algérie est abrogée à compter du 1^{er} janvier 1935.

A compter de la même date:

a) Le budget spécial de l'Algérie est incorporé au budget général. L'ensemble de la législation fiscale française est appliqué aux trois départements d'Alger, de Constantine et d'Oran;

b) L'ensemble de la législation sociale française est appliqué aux travailleurs français, indigènes et étrangers des trois départements sus-nommés qui en bénéficieront dans les mêmes conditions que ceux de la Métropole.

Art. 14. — La présente loi est applicable aux trois départements de l'Afrique du Nord.

La motion adoptée au Congrès de Limoges, le 29 septembre 1935, reproduit le même texte. Deux seules modifications:

A. — L'article 5 est supprimé.

B. — L'article 7 est remplacé comme suit: « L'Office National du Vin prend en charge la totalité de la récolte au prix de vente à la production fixé par le Conseil Central qui appliquera au prix de revient établi par les comités départementaux une marge uniforme de bénéfice ».

CHAPITRE III

Les Organes directeurs de l'Office National du Vin

Le Conseil Central

Dans le commentaire du texte, M. Baylet écrit : « Nous ne confions l'administration de l'Office ni à l'Etat, ni à ses fonctionnaires.

« La lecture attentive de l'article 2 (composition du Conseil Central) permettra aux plus prévenus de constater que l'Office sera entre les mains des hommes les plus capables de veiller aux intérêts légitimes qu'il faut sauvegarder.

« Les producteurs auront le plus grand nombre de représentants, 15 en tout : 5 seront désignés par les Coopératives vinicoles, 5 par les syndicats ouvriers et 5 par la Chambre d'Agriculture. Ainsi du plus grand propriétaire-viticulteur jusqu'au plus modeste des travailleurs salariés, chacun pourra faire entendre sa voix, apporter le fruit de son expérience et l'expression de ses revendications.

« A côté des producteurs, voici les consommateurs qui, à leur tour, par 8 de leurs représentants, pourront exposer leurs doléances. De ce fait, sera obtenue l'harmonie des intérêts en apparence divergents : rémunération honnête au producteur, prix raisonnable au consommateur.

« Voici, encore à leur place, les Pouvoirs publics. Le Ministère de l'Agriculture, qui doit être le gardien vigilant des intérêts en présence et des crédits engagés dans le fonctionnement de l'Office, aura, au sein du Conseil Central, 8 représentants parmi lesquels siègera le délégué de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

« Et enfin, pour ne négliger aucun aspect de l'activité économique qui se rapporte à la production, à la consommation et à la circulation du vin, 2 représentants du commerce en gros et 2 représentants du commerce au détail apporteront à leurs collègues de l'Office, leur utile concours et l'indispensable outillage de leurs installations.

« De cette féconde collaboration naîtront toutes les initiatives nécessaires. A l'anarchie qui règne en ce moment à tous les échelons de la viticulture, à l'aveuglement égoïste qui inspire les agitations démagogiques les plus néfastes, succèderont l'ordre dans le travail en commun, la responsabilité collective de tous ceux qui participent, par leur labeur quotidien, à cette grande richesse nationale qu'est le vin ».

Les adversaires reprochent au projet d'opérer une mauvaise répartition des sièges dans le Conseil Central. Il ne suffit pas que les producteurs aient le plus grand nombre de représentants, la majorité à leur profit paraît souhaitable. Sur 35 membres que doit comprendre le Conseil, on n'accorde que 15 places à la production. C'est vraiment trop peu : leurs voix seraient vite étouffées. Et encore si tous les 15 représentants étaient désignés par des producteurs dont la profession de viticulteur consti-

l'occupation principale et habituelle ? Pour comme-
loin d'une pareille situation.

Que signifient 5 représentants désignés par la Cham-
bre d'Agriculture ? S'agit-il de 5 membres nommés par
l'Assemblée permanente des présidents des Chambres
d'Agriculture de toute la France ? Mais alors, comme ces
groupements comprennent des agriculteurs de toute ca-
tégorie, verra-t-on un producteur de céréales s'occuper
de viticulture ou même la représenter ?

Doit-on compter sur les délégués ouvriers pour défen-
dre les intérêts des propriétaires-cultivateurs ? Très sou-
vent ils sont tentés de ne voir dans le patron qu'un ex-
ploiteur dont il convient de diminuer autant que possible
les bénéfices. Aussi seront-ils amenés dans la plupart des
cas à faire cause commune avec leurs camarades délégués
par les consommateurs. Cela par sympathie naturelle et
pour ne pas briser l'unité du prolétariat. On fait valoir
que la volonté d'associer employeurs et employés dans
la défense de leurs intérêts professionnels procède d'une
idée louable certes, mais difficilement réalisable pour le
moment : l'expérience est là pour infliger un cruel dé-
menti à ceux qui penseraient le contraire. Les ouvriers ne
doivent intervenir que pour la fixation des salaires. A-t-
on jamais songé à faire entrer, dans les places réservées
aux délégués ouvriers, des représentants choisis par les
patrons sous prétexte que ces derniers sont attachés à la
même profession ?

Pourquoi 8 membres nommés par le ministre de l'A-
griculture ? L'emprise de l'Etat sur le Conseil Central
apparaît beaucoup trop forte. Un seul délégué des minis-
tères intéressés au bon fonctionnement de l'Office devrait
suffire si on ne veut pas donner à l'institution un carac-
tère étatique.

La composition du Conseil Central de l'Office National

Interprofessionnel du Blé semble plus satisfaisante parce que plus juste et plus équitable. L'art 3 de la loi du 15 août 1936 s'exprime de la façon suivante :

« L'Office National du Blé est administré par un Conseil Central de cinquante et un membres composé comme suit :

29 représentants des producteurs de blé dont la profession de cultivateur est l'occupation principale et habituelle ; 11 désignés par l'assemblée permanente des présidents des Chambres d'Agriculture et 18 par les coopératives de blé, 6 d'entre ces derniers devront être pris dans les départements de petite production.

9 représentants des consommateurs.

9 représentants de la meunerie, de la boulangerie et du commerce.

1 représentant du ministre de l'Agriculture.

1 représentant du ministre des Finances.

1 représentant du ministre de l'Economie nationale.

1 représentant du ministre de l'Intérieur.

Les Comités départementaux

La répartition des sièges semble avoir été mieux étudiée en ce qui concerne les Comités départementaux. On exige des viticulteurs exploitants désignés les uns par les coopératives vinicoles, les autres par les électeurs patrons à la Chambre d'Agriculture. Mais ici aussi leur nombre n'est pas suffisant : sur 16 membres, 6 seulement représentent les viticulteurs. La présence des délégués ouvriers comptés comme défenseurs de la production doit être l'objet des mêmes critiques qu'au Conseil Central. Le pouvoir politique est éliminé ; l'administration ne se trouve représentée que par le directeur départemental des services agricoles président, et un délégué de la Caisse régionale de Crédit agricole mutuel.

Les Comités de Coopération

Leur composition devient strictement professionnelle. Ces comités sont présidés par l'ingénieur en chef du génie rural de la région qui sera ainsi à même de fournir les renseignements techniques sur l'emplacement, l'installation, la construction des caves coopératives. Les trois représentants des Caisses de crédit agricole surveilleront l'emploi et la bonne gestion des deniers publics, dès lors on n'aura pas à craindre le gaspillage ou une mauvaise utilisation. Les 9 viticulteurs choisis par leurs pairs pourront très facilement s'assurer des procédés de vinification et de la marche des organisations. Les comités de coopération vinicole, étant composés de personnalités compétentes, devraient donner de bons résultats.

D'aucuns nient leur utilité. Les Comités départementaux se chargeraient de formuler leur avis sur la nécessité de nouvelles coopératives et la visite des installations vinicoles revient au service de la répression des fraudes

Les Coopératives

Le projet d'Office National du Vin prévoit la construction des caves coopératives sur les lieux de production. L'évolution des faits sur ce point semble autoriser les espoirs les plus téméraires.

Pendant longtemps la viticulture demeura réfractaire au mouvement coopératif. Deux grands obstacles s'opposaient à son développement : l'esprit individualiste du petit vigneron, et la difficulté de trouver des capitaux.

A ses qualités natives, le paysan ajoute un profond attachement pour sa vigne. Cette dernière est pour lui l'objet d'une sollicitude particulière : il aime qu'on lui en parle et il prend plaisir à confier aux voisins ses espérances pour la récolte prochaine. Il sait que sa vigne exi-

ge des soins constants, qu'il faut la protéger contre une infinité de risques mais il l'aime d'autant plus qu'elle est plus fragile. Qui ne se rappelle ces lignes admirables dans lesquelles Michelet nous présente le paysan de France :

« Si nous voulons connaître la pensée intime, la passion du paysan de France, cela est fort aisé. Promenons-nous le dimanche dans la campagne, suivons-le. Le voilà qui s'en va là-bas devant nous. Il est deux heures, sa femme est à vêpres ; il est endimanché ; je réponds qu'il va voir sa maîtresse. Quelle maîtresse ? Sa terre » (1).

Et voici comment un autre écrivain que l'on peut citer à côté de Michelet, M. Mauriac, a parlé du cultivateur français.

« Cybèle a plus d'adorateurs en France que le Christ. Le paysan ne connaît qu'une religion, celle de la terre. Il possède la terre bien moins qu'il n'en est possédé. Il lui donne sa vie, elle le dévore vivant » (2).

Nous croyons intéressant de reproduire le charmant tableau de la dégustation tracé par Gide :

« C'est le couronnement et la récompense d'une année de labeur, et c'est avec un respect religieux que le propriétaire déguste dans une tasse d'argent le vin de sa première cuvée. Il ne le déguste pas tout de suite, il le regarde en se tournant et, s'inclinant du côté du Nord, comme le musulman fait sa prière du côté de la Mecque, (c'est parce que le jour est meilleur, comme pour les ateliers de peintre), il lui imprime un mouvement rotatoire, il le flaire, il appelle son bayle pour le regarder avec lui, il se gargarise lentement pour en savourer la première fois le bouquet, la deuxième fois le corps, la troisième fois le fruité, puis, finalement il le crache, non par dégoût, vous

(1) Michelet. *Le Peuple*.

(2) François Mauriac. *La Province*.

pouvez le croire, mais parce que tel est le rite, et il conclut: « Fameux, mon vin ». Mais que reste-t-il de cette émouvante cérémonie quand on doit verser ses tonneaux de raisins dans une cave anonyme. C'est ce qui l'empêche de s'associer » (3).

Le vigneron craint aussi de voir son produit diminuer de valeur au contact des apports étrangers. Il a peur que sa vendange de qualité supérieure contribue à remonter le faible degré alcoolique des autres coopérateurs. Cette préoccupation ne paraît pas fondée du fait qu'on tient compte du degré saccharimétrique des moûts pour évaluer les apports et qu'on élimine les vendanges par trop défectueuses.

La construction des caves coopératives, leur aménagement, l'achat d'un matériel perfectionné indispensable pour une bonne vinification nécessitent des sommes importantes. Où trouver des avances? Il ne fallait pas songer aux appuis financiers des intéressés. L'appel au crédit ne pouvait se faire sur une grande échelle, le manque de garantie empêchait les capitaux d'affluer. Le sort de la coopération demeurait précaire et son avenir aléatoire.

On note quelques timides essais en Champagne à la fin du siècle dernier, dans le genre des caves coopératives allemandes. Ce n'est là qu'une première manifestation, méritoire mais peu remarquable.

La plus ancienne cave coopérative de vinification et de vente fut créée à Maraussan le 11 décembre 1901. Elle organisa, avec la fabrication du vin, la vente directe au consommateur et prit pour raison sociale: « Les Vignerons libres de Maraussan ». L'article 3 des statuts stipulait: « La société a pour but essentiel de grouper les cultivateurs-vignerons pour fournir directement aux con-

(3). Gide. La Crise du Vin en France et les Associations coopératives de vinification. « Revue d'Economie Politique », 1901.

sommateurs par la suppression de tous intermédiaires inutiles, les produits et sous-produits de leur sol... ».

Le succès de l'entreprise conduisit à fonder de nombreuses caves coopératives dans les différentes régions viticoles de la France. La terrible crise de 1900-1907 accéléra le mouvement : on souffrait alors de la mévente des vins et l'organisation coopérative de la vente suscitait de grands espoirs. De toute part, dans le Midi, on remarque, à cette époque, de nombreuses tentatives ; nous citerons, pour mémoire, « Les Vignerons Paysans de Bessan », « Les Prolétaires Vignerons de Baixas », etc. Ces nouveaux essais, malheureux par suite d'une mauvaise application du concept coopératif, laissèrent, pour de longues années, les populations méridionales réfractaires à toute idée de groupement semblable.

La France est en retard sur les autres nations viticoles mais cette situation ne vient-elle pas, pour une large part, du régime de la propriété. « S'il est relativement facile d'organiser les associations désirées dans un pays où la production viticole se trouve concentrée sur un point ou deux, il est autrement difficile de réunir et de faire concorder les intérêts divergents de plus de 1 million 500.000 viticulteurs répartis sous des latitudes différentes, qui n'ont de commun que leur nationalité et entre lesquels il y a des tendances contraires, la plupart du temps un manque total d'éducation économique et en plus de tout cela des antagonismes immanents qui proviennent de l'importance des propriétés, de différences de classe, de religion, de politique » (4).

Deux faits devaient donner une vigueur nouvelle au mouvement coopératif : *la crise économique* et *la facilité de trouver des capitaux*.

(4) Degrully. Essai historique et économique sur la production et le marché des vins. Thèse Montpellier, 1910.

De tout temps le malheur a obligé les hommes à se grouper, à s'unir pour organiser la lutte. « Si le triomphe de l'individualisme est en général la marque des périodes de bien être, de calme et de prospérité, au contraire, l'instinct de rapprochement est presque toujours l'indice de difficultés présentes, de malaise économique, d'inquiétude de l'avenir... La perturbation qu'amènent, dans les relations des sociétés et des individus entre eux, de grands troubles aux répercussions profondes, longues à s'atténuer, complexes dans leur cause et dans leurs effets, comme la guerre par exemple, incite les hommes à un rapprochement, à une union basée à la fois sur la similitude de leurs intérêts matériels et sur une sorte d'appréhension sourde et obscure de l'avenir » (5).

Devant la nécessité de s'organiser pour vivre, on sacrifie l'amour-propre individuel; l'intérêt particulier cède le pas à l'intérêt général de la profession.

La loi du 5 août 1920, modifiée par la suite à plusieurs reprises, est venu apporter, sur le plan financier, l'impulsion indispensable au développement de la coopération. Cette loi prévoit la création de caisses de crédit agricole mutuel qui ont exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole, effectuées par leurs sociétaires individuels ou collectifs.

Les caisses locales de Crédit Agricole peuvent consentir :

A tous leurs sociétaires, des prêts d'argent à court terme pour l'aménagement ou la reconstruction de leurs propriétés. Ces prêts sont remboursables en quinze années au maximum par amortissements annuels et sont

(5) Gellie. Conférence faite le 23 novembre 1929 aux Journées des Actualités Agricoles.

entourés de garanties particulières, telles que cautions, warrants, hypothèques ou dépôts de titres, etc..

A tous leurs sociétaires, des prêts d'argent à court terme dont la durée totale ne doit pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle ces prêts sont consentis.

A leurs sociétaires collectifs, des prêts d'argent à long terme pour une durée de trente ans au maximum. Le taux d'intérêt de ces avances, qui doit également toujours être inférieur de 1,5 pour 100 au moins au taux d'escompte de la Banque de France sans pouvoir descendre au-dessous de 3 p. 100. Lorsque les sociétés coopératives auxquelles sont attribuées les avances à long terme sont ou deviennent propriétaires d'immeubles, une hypothèque doit être consentie sur ces immeubles au profit de l'Etat dès que la Caisse régionale en fait la demande et dans la forme des actes administratifs. Les demandes d'avances doivent indiquer, d'une manière précise, l'emploi des fonds sollicités. Elles sont présentées au ministre de l'Agriculture par l'intermédiaire des Caisses régionales.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole ont pour but :

De faciliter les opérations à court terme, à moyen terme et à long terme effectuées par les membres des Caisses locales de leur circonscription et garanties par elles.

De transmettre aux sociétés coopératives agricoles et à tous les autres groupements, les avances spéciales qui peuvent être consenties par l'Etat.

Pour que l'affiliation des caves coopératives aux Caisses locales de Crédit Agricole soit possible, les statuts de ces sociétés doivent spécifier expressément :

1° Qu'elles sont constituées uniquement par des agriculteurs ou des associations agricoles ;

2° Que leur capital est formé de parts nominatives, souscrites par chacun des sociétaires, transmissibles seu-

lement par voie de cession et avec l'agrément de la société, ne pouvant recevoir qu'un intérêt fixe limité à 5 pour 100 au maximum, à l'exclusion de tout dividende et dont le taux de remboursement ne peut excéder la valeur initiale;

3° Qu'elles ont pour objet de transformer, conserver ou vendre les produits provenant exclusivement des exploitations agricoles de leurs membres;

4° Que les sociétaires doivent utiliser les services de la coopérative pour tout ou partie des opérations qu'ils peuvent effectuer par son intermédiaire;

5° Que le droit de retraite de leurs membres est limité par certaines règles qui doivent être précisées;

6° Que les fonctions des membres du Conseil d'administration sont gratuites, sous réserve du remboursement à ces membres, le cas échéant et sur leur demande, des frais spéciaux nécessités par l'exercice de leurs fonctions, et de l'attribution éventuelle à l'administrateur spécialement chargé d'exercer une surveillance effective sur la marche de la société, d'une indemnité compensatrice du temps passé, fixée chaque année par l'Assemblée générale;

7° Que leurs assemblées générales sont tenues et délibèrent dans les conditions prévues par la loi du 12 juillet 1923 et que le nombre de voix dont peuvent disposer les associés à titre personnel ou comme mandataires ne dépasse pas quel que soit le nombre de leurs parts, un certain chiffre qu'il y a lieu d'indiquer;

8° Que leur comptabilité est tenue conformément aux prescriptions du Code de Commerce et aux directives du ministère de l'Agriculture;

9° Que leurs excédents annuels, déduction faite des charges, frais généraux, amortissement, provisions pour

pertes éventuelles, intérêt au capital et réserves, etc., ne peuvent être répartis, s'il y a lieu, entre les coopérateurs que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la coopérative;

10° Qu'à l'expiration de la société ou en cas de dissolution, l'excédent de l'actif net sur le capital social effectivement versé est obligatoirement dévolu à une œuvre d'intérêt général agricole, sur décision de l'assemblée générale approuvée par le Ministre de l'Agriculture, et, à défaut de cette décision, désignée par le Ministre après avis du Conseil supérieur de la Coopération agricole.

Les statuts doivent recevoir l'approbation du Ministre de l'Agriculture après avis du Conseil supérieur de la Coopération agricole.

Les Caves coopératives peuvent obtenir des avances égales à six fois leur capital versé en argent ou en nature, lorsque les statuts comportent en outre une clause de responsabilité conjointe et solidaire de tous les sociétaires ou bien lorsque tout ou partie des membres du Conseil d'administration ont souscrit un engagement solidaire de remboursement jugé, sous sa responsabilité, suffisant par la Caisse régionale intermédiaire.

Toutes les avances de l'Etat deviennent immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement. L'Etat jouit d'un privilège sur les parts des sociétés auxquelles il consent des avances.

Afin de faciliter encore davantage la construction des caves coopératives, la loi leur reconnaît de nombreux avantages fiscaux.

Elles sont exemptes du droit de patente, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, de la taxe sur le chiffre d'affaires.

L'impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements, ne s'applique, ni aux parts d'intérêts, ni aux emprunts ou obligations des sociétés coopératives.

L'exemption du droit de licence est appliquée, dans les mêmes conditions qu'aux propriétaires récoltants, aux sociétés coopératives vendant exclusivement les récoltes de leurs membres, vinifiées, distillées ou transformées en commun.

Les bâtiments affectés à un usage agricole jouissent des mêmes exemptions d'impôts que celles dont bénéficient les bâtiments des agriculteurs.

La coopération ne pouvait que se développer dans un milieu aussi favorable: d'une part, tendance des vignerons à s'associer à la suite de la crise économique; d'autre part, aide pécuniaire de l'Etat.

Ces dernières années, on note une extension remarquable du mouvement coopératif. En 1929, on comptait, pour la France et l'Algérie, 512 caves coopératives vinifiant annuellement 4 millions d'hectolitres de vin; en 1937, ces chiffres sont passés à 800 caves et 10 millions d'hectos.

Le département de l'Hérault, en retard sur les autres départements producteurs de vin, a voulu rattraper le temps perdu: de 25 caves coopératives en 1930 il est passé à 72 caves en 1937.

Les nombreux chantiers qui couvrent notre sol apportent la preuve de la puissante vitalité de la coopération en viticulture.

Afin d'éviter la dispersion des efforts, les coopératives de vinification sont fédérées et confédérées avec un siège social à Paris. La Confédération Nationale des Caves Coopératives Agricoles groupe les confédérations régionales et les fédérations départementales.

Il est permis de fonder les plus larges espoirs sur leurs développements. Au Congrès d'août 1936, à Montpellier,

M. Boulay, président de la Confédération Nationale, déclarait : « Chaque village aura bientôt sa cave, comme jadis son château ». La coopérative constituera une curiosité du pays au même titre que la mairie, l'église, l'école. On la visitera, on vantera ou critiquera son aménagement, ses méthodes de vinification, ses vins, etc..

Pour arriver à ce résultat, il suffirait d'établir un plan d'ensemble et d'assurer aux bonnes volontés le concours financier des Pouvoirs publics. Au lieu d'indemniser, d'entretenir, de subventionner cette plaie pulvérulente pour l'organisme social, dégradante pour l'individu, que constitue le chômage, le gouvernement ne devrait-il pas entreprendre une saine politique de grands travaux publics qui comprendrait la construction de caves coopératives ? En plus de l'ouvrage procuré à ceux qui n'ont pas de travail ; les industries de l'électricité, du fer, de la pierre, du ciment trouveraient un précieux débouché ainsi que les constructeurs de pressoirs, de pompes, de moteurs et de toutes les pièces de cet outillage qu'exige une installation vinicole moderne. De la sorte, on obtiendrait ces belles caves où « l'âme de feu de l'industrie se mêle au noble travail du paysan », selon l'expression de Jaurès, contenant 10, 20, 40, 60 et même 100.000 hectos, comme celle de Marsillargues (Hérault).

Ces notions générales admises, arrêtons-nous sur l'organisation administrative des caves coopératives. Celle-ci est composée de quatre rouages : le Conseil d'administration, le Gérant, la Commission de contrôle et l'Assemblée générale.

Le *Conseil d'administration* comprend ordinairement neuf membres, davantage si les statuts le prévoient, renouvelés par tiers tous les trois ans. Les membres sortants sont rééligibles. Après chaque renouvellement, un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un

trésorier, d'un ou plusieurs secrétaires, est élu dans son sein. Les fonctions de tous les membres du bureau sont gratuites.

Le Conseil d'administration possède les pouvoirs les plus étendus pour tout ce qui concerne la direction générale et le fonctionnement de la société mais ses membres ne peuvent, la plupart du temps, disposer de loisirs suffisants pour assurer la marche normale de l'entreprise. C'est pourquoi le Conseil a le pouvoir de nommer un gérant qui se charge de toute la besogne matérielle et journalière de direction. C'est le gérant qui s'occupe du courrier et de la comptabilité, reçoit les commandes et dirige tous les autres employés. Il peut n'avoir aucun intérêt personnel dans la société. Son choix doit être guidé uniquement par ses compétences et ses services sont rémunérés par un traitement annuel fixé par le Conseil.

Le gérant représente habituellement la cheville ouvrière de l'organisme administratif de la cave coopérative: de lui dépend souvent la bonne marche de la société. Le choix d'un tel homme est par suite très délicat mais lorsque le Conseil a mis l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, comme disent les Anglais, il doit savoir le conserver.

Pour s'assurer de la bonne gestion de la société, la masse des coopérateurs élit chaque année, en assemblée générale, un ou plusieurs commissaires aux comptes qui peuvent être pris, soit dans le sein, soit en dehors de la société, mais qui ne doivent pas faire partie du Conseil d'administration. Leurs fonctions ne sont pas forcément gratuites, elles peuvent être rétribuées.

Le ou les commissaires constituent la Commission de contrôle ou de surveillance. Cette dernière a le droit de vue permanent sur tous les livres de la société. Si, pour leur travail, les commissaires manquaient de connais-

ces spéciales, ils pourraient s'adjoindre une tierce personne dont ils utiliseraient l'expérience.

Les commissaires peuvent en cas d'urgence convoquer l'Assemblée générale. A la fin de chaque exercice ils présentent à cette dernière un rapport sur leur activité.

L'*Assemblée générale* est constituée par la réunion de tous les sociétaires. Elle se réunit au moins une fois par an. Ses décisions sont obligatoires pour tous les coopérateurs, présents ou non, dissidents ou incapables.

La loi du 12 juillet 1923, modifiée par le décret-loi du 31 août 1937, fixe des règles précises :

L'Assemblée générale ordinaire doit être tenue dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel et, si la société a obtenu une avance de l'Etat ou un prêt d'une Caisse de Crédit Agricole mutuel, les comptes doivent être soumis auparavant à la Caisse régionale.

Les Assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration la moitié au moins du nombre total des membres inscrits à la société, à la date de la convocation. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers, au moins, des voix des sociétaires présents ou représentés.

Les Assemblées générales qui ont à délibérer sur la vérification des apports ne consistant pas en numéraire, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs, doivent être composées d'un nombre de membres représentant la moitié au moins de celui des souscripteurs ou de titulaires de parts, dont la moitié doit être présente ou représentée pour la vérification de l'apport est constitué seulement par l'ensemble des adhérents dont l'apport n'est pas soumis à la vérification. La majorité des suf-

frages exprimés suffit pour rendre les délibérations valables.

Les Assemblées générales qui ont à délibérer sur des cas autres que ceux prévus précédemment doivent comprendre un nombre de sociétaires représentant, par eux-mêmes ou par procuration, le sixième au moins du nombre total des membres inscrits à la coopérative à la date de la convocation. Les délibérations sont valables à la majorité des suffrages exprimés.

Dans n'importe quel cas, si l'assemblée ne réunit pas un nombre de membres en proportion suffisante pour prendre une décision valable, suivant les distinctions établies, une nouvelle assemblée sera convoquée au moins dix jours à l'avance dans les formes statutaires et par une insertion dans un journal d'annonces légales du département où la coopérative a son siège. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Dans toutes les assemblées générales, chaque coopérateur, quel que soit le nombre de parts possédées par lui, ne peut avoir qu'un nombre de voix limité par les statuts. A défaut de disposition statutaire, chaque coopérateur n'a droit qu'à une seule voix.

L'Assemblée générale ordinaire entend la lecture du rapport du Conseil d'administration et de celui de la commission de contrôle; elle discute les questions à l'ordre du jour et passe au vote pour le roulement partiel de son Conseil et les élections à la commission de contrôle.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude critique de l'organisation administrative de l'*Office National du Vin*. Conseil Central, Comités départementaux, Comités

de coopération, Administration des coopératives vinicoles, ont tour à tour retenu notre attention. Il nous a paru intéressant de traiter longuement la dernière question parce qu'elle présente, à notre avis, une importance primordiale et le mérite de l'actualité. Certes le projet ne fait pas mention de l'administration des caves coopératives mais il entend se rapporter à ce qui existe déjà, aussi était-il naturel de lui consacrer quelques développements.

CHAPITRE IV

Le fonctionnement technique de l'Office National du Vin

Vinification

Avec l'Office National du Vin, la cave coopérative, établie sur les lieux de production, groupe la grande majorité des vignerons et vinifie la majeure partie des récoltes.

On déverse les raisins à leur arrivée dans des bennes automatiques. Le réceptionnaire de la vendange délivre alors au coopérateur un ticket dont le double reste à la cave ; ce ticket mentionne la nature du cépage apporté et le poids. Généralement on ajoute l'indication de la richesse alcoolique en puissance.

Pour être fixé sur ce point, un robinet situé à la partie inférieure de chaque benne permet de recueillir dans une éprouvette une certaine quantité de moût. On plonge le mustimètre et on connaît ainsi la densité saccharimétrique. Plus le moût est riche en sucre, plus le vin sera riche en alcool.

On ne peut pas dire que ce soit là une appréciation parfaite de la qualité de la vendange. Cependant cette opération rassure le vigneron qui apporte de la vendange de qualité supérieure, on évite de la sorte beaucoup de récriminations.

Toute la vinification est conduite en appliquant les dernières règles de l'œnologie. On arrive ainsi à obtenir des vins de qualité irréprochable et de conservation parfaite qui seront recherchés des négociants et des consommateurs.

Alors que le petit propriétaire ne fait pas distiller les mares en raison des frais élevés de distillation et ne vend pas ses lies ; à la cave coopérative, les sous-produits, utilisés de façon rationnelle, constituent un revenu non négligeable.

Les coopératives présentent une série d'avantages pour les vignerons, pour les négociants en vins et les consommateurs, pour la viticulture toute entière et enfin pour l'ensemble de la société.

Utilité pour les Coopérateurs

Les services rendus aux petits viticulteurs par les caves coopératives ne sont plus mis en doute.

Autrefois, la situation des petits récoltants devenait de plus en plus précaire au moment de la vendange. Faute de matériel vinaire suffisant ou par besoin d'argent, ils se voyaient dans l'obligation de vendre, sur le champ, le produit de leurs récoltes. Ils subissaient le prix mais ne l'imposaient pas : les commerçants abusaient de la situation pour acheter des quantités importantes de vin à des prix dérisoires.

Dans un passage particulièrement significatif, J. Méline décrit ce geste : « Ce qui est plus grave, c'est que l'intermédiaire est le maître des cours et que c'est lui qui

fait la loi du vendeur. L'agriculteur isolé est trop faible pour se défendre et il faut toujours qu'il passe sous les fourches caudines de celui auquel il livre la marchandise, soit qu'elle ne puisse se conserver, soit qu'il ait besoin d'argent; il faut donc qu'il vende n'importe comment et l'intermédiaire le juggle à son aise (1) ».

Par une conséquence désastreuse pour la collectivité, ces ventes forcées provoquaient, sur le marché, une baisse des cours qui durait plusieurs semaines.

Aujourd'hui cette exploitation n'existe plus chez les vignerons-coopérateurs. Pour eux, la question des « non vinifiés » et des « non logés » ne se pose pas: ils portent leur récolte à la cave coopérative et peuvent obtenir sur elle un crédit qui leur permet aisément de faire face aux nécessités de l'existence.

Au point de vue de la vinification, les coopératives offrent encore de précieux avantages. Il arrivait que dans certaines régions les petits récoltants ne possédaient pas le matériel voulu pour traiter convenablement leur produit. Les cuves étaient en mauvais état, les pressoirs primitifs, et, les moyens de renouveler cet outillage désuet faisaient défaut. Le raisin cueilli trop tôt, la vinification proprement dite non surveillée, on obtenait des vins acides, difficiles à conserver et à vendre.

La cave coopérative évite tous soucis relatifs au logement, à la conservation et à la vente. Le petit producteur peut dormir tranquille: il est assuré que son vin sera logé, conservé et vendu lorsque la loi le permettra. L'échelonnement des ventes qui pose des problèmes complexes chez les particuliers, devient un jeu d'enfant à la coopérative.

L'effet psychologique résultant de la coopération ne saurait être négligé. Les sociétaires se sentent solidaires

(1) J. Méline. « Le retour à la terre ».

dans leur métier. L'esprit de cohésion remplace l'esprit de classe qui est toujours un facteur de paupérisme. La cave commune devient pour le village un centre vital où se trouvent sans cesse ramenées les préoccupations constantes des vignerons qui possèdent dans les foudres, sous forme de vin, tout ou partie du labeur d'une année.

Utilité pour les négociants en vins et les consommateurs

Quels que soient les désirs du négociant et les goûts du consommateur, la cave coopérative peut leur donner entière satisfaction.

Lorsque le négociant lui achètera des vins ordinaires, il sera sûr de les trouver bien faits, bien soignés et d'un type constant. La coopérative fait, mieux que le petit viticulteur isolé, des vins homogènes. Elle groupe dans un même local une grande partie des disponibilités de la commune, de ce fait, elle attire les courtiers et les commerçants dispensés de courir de maison en maison pour trouver la quantité et la qualité de vin qui leur est nécessaire. Elle offre aux négociants l'avantage de l'achat rapide d'un lot important, la commodité d'enlèvement qui vient diminuer les frais généraux et enfin toutes facilités de paiement.

Le consommateur lui-même trouve son avantage dans les caves coopératives. Il est assuré d'avoir à sa disposition un vin présentant des garanties exceptionnelles de qualité et d'origine. S'agit-il de vins fins? Ce qui importe, c'est l'authenticité. Or, seules les caves coopératives peuvent accorder sur ce point une assurance complète, car les opérations d'une coopérative agricole ne doivent porter, aux termes de la loi du 5 août 1920, modifiée, que sur les produits provenant exclusivement des exploitations de ses membres. En outre, on opère aucun de ces

mélanges trop fréquents dans le commerce ou à la propriété.

L'unité pour la viticulture

Les caves coopératives sont un bien pour la viticulture en général. Elles suppriment la fraude sur les déclarations de récolte ainsi que sur l'utilisation des sous-produits et les vins défectueux. Elles permettent le concours de tous les vignerons aux diverses prestations qui pèsent sur la profession viticole.

Les déclarations de récolte sont faites, en pratique, sans aucun contrôle, de sorte qu'il est facile aux producteurs isolés et peu consciencieux de les falsifier, et de permettre ainsi des fraudes sur le calcul des quantités que le marché ne peut absorber. L'erreur devient l'exception dès que les déclarations émanent de coopérateurs.

Chez les particuliers, les sous-produits ne sont pas toujours éliminés. Il arrive quelquefois que le vin de lie ou le vin de surpressurage se mélange au vin de goutte. Les mauvais vins ne prennent pas dans tous les cas le chemin de la chaudière: grâce à la complicité de négociants peu scrupuleux, ces produits défectueux vont sur le marché, font concurrence aux vins normaux et provoquent une surproduction apparente. Lorsque la vinification se fait à la coopérative, un pareil danger n'est pas à craindre: seul reste le vin de qualité, les flammes de l'alambic se chargent de la disparition des « queues de cave ».

On se plaint que trop de viticulteurs jouissent d'exonérations injustifiées. Pour maintenir ce privilège, on met en avant les difficultés matérielles qui se présenteraient dès qu'on songerait à les atteindre. Avec la coopérative, la tâche apparaît simplifiée: pour la distillation, par exemple, le Conseil d'administration ferait distiller une quantité déterminée et la répartirait entre tous les socié-

taires au prorata de leurs apports. Le blocage peut aussi s'appliquer à tous les coopérateurs. On obtiendrait de la sorte plus de justice et d'efficacité dans la répartition des charges qui profitent à toute la viticulture et ne pèsent que sur une infime minorité d'assujettis.

Utilité pour l'ensemble de la société

Les caves coopératives resserrent les liens qui unissent tous les vignerons, ils sont obligés d'agir en commun pour défendre leurs droits ou faire une propagande en faveur de leur produits.

Le développement de la petite propriété se trouve favorisé. Sans être tenu par le souci de se procurer de nouveaux locaux ou un matériel approprié, l'ouvrier agricole peut acquérir un modeste vignoble et le petit exploitant agrandir son domaine.

Ainsi une plus grande population sera fixée au sol et l'exode rural pourra être, sinon arrêté, tout au moins ralenti, dans les régions viticoles.

Pour les diverses raisons que nous venons d'énumérer l'élan coopératif doit s'étendre, encouragé et soutenu par tous.

Prise en charge de la récolte

L'Office National du Vin prend en charge la totalité de la récolte mais il est spécifié dans le commentaire du texte :

La dénomination légale du vin ne s'applique qu'à des produits titrant un degré minimum au-dessous duquel ils ne sont pas considérés comme tel.

Les coupages ne peuvent être pratiqués qu'avec des vins répondant chacun à la dénomination légale.

Dans chaque région viticole, il est établi un degré minimum au-dessous duquel le vin ne sera pas légal et marchand (9 degrés dans l'Hérault).

Que deviendront, dans ces conditions, les vins inférieurs? Si l'Office ne dispose que d'une partie de la production, de la seule production de qualité, il ne sera pas maître des prix, et toute l'économie du projet est ainsi détruite. L'Office achètera au prix fort et subira la concurrence des vins inférieurs, représentant un énorme volume, qui seront écoulé à bas prix sur le marché de la consommation.

Dans l'*Aube Sociale* du 23 mai 1936, M. Naves, partisan convaincu du nouveau système, répond: « En effet, l'Office n'achètera que les vins de composition normale et titrant le degré minimum. La lutte contre la «vinasse» sera le premier souci de l'Office qui, inexorablement, signifiera un congé définitif aux vins anormaux et autres indésirables. On exigera la déclaration, par chaque propriétaire, du volume et du degré des vins n'atteignant pas les éléments constitutifs requis. Dès la vinification terminée, ces vins seront pris en charge comme « dilutions alcooliques », immobilisés jusqu'à leur transport à la distillerie ou à la vinaigrerie ».

D'ailleurs, l'Office se propose de poursuivre une politique de qualité. En plus de l'élimination des vins défectueux et anormaux, il est interdit formellement de fabriquer des piquettes. Pourquoi maintenir ce paradoxe qui consiste dans la destruction des excédents de bons vins lorsque des propriétaires se servent des piquettes pour leur propre consommation ou celle des ouvriers à leur service?

Les vins de sucre devraient être également interdits, mais des vins naturels sont récoltés dans certaines régions de la France où la température et le climat obligent les producteurs à user du sucrage. Le bon sens demande que le sucre nécessaire à l'amélioration du produit pro-

viennent lui-même du vin par des procédés à réglementer comme l'emploi des moûts concentrés, des alcools de vin. La chaptalisation doit être remplacée par le vinage. Pourquoi prendre dans la betterave un produit déjà contenu dans le vin?

M. Barthe, dans son article du 17 avril 1936, poursuit:

« J'admets que l'Etat, par le Comité Central de l'Office, puisse dans les conditions normales, se porter acheteur de toute la récolte. Les ressources de la campagne seront au moins actuellement essaimées dans des centaines de milliers de chais. On ne verra pas du jour au lendemain les grandes caves nationales.

» Le vin aura été payé aux producteurs, ceux-ci ayant besoin de disposer du fruit de leur travail surtout ceux qui sont dans l'obligation de vendre dès les vendanges terminées; qui assurera la conservation du vin? »

Nulle part dans le projet d'Office du Vin, il est question de paiement immédiat de la récolte. Tout laisse supposer que l'on adopterait un système d'échelonnement semblable à celui de l'Office du Blé: les versements sont effectués au même rythme que les livraisons de récolte. L'agriculteur, désirant se procurer des avances, peut obtenir un acompte égal aux deux tiers sur les quantités non encore livrées.

Que se passe-t-il actuellement? Le viticulteur gêné dans ses besoins de trésorerie, finance son vin en cave, on ne voit pas la raison qu'aurait l'Office de pratiquer une solution différente.

Quant à la conservation, le propriétaire serait responsable de la qualité loyale et marchande de son produit jusqu'à complète retraitaison. Comme il est parfaitement légitime, le viticulteur, conservant son vin, recevra une indemnité, cette prime mensuelle sera fixée par le Conseil Central.

Les adversaires voient dans la consommation en franchise le problème le plus difficile à résoudre. On ne saurait interdire aux vignerons la consommation de leur vin. Comment fera-t-on pour éviter les fuites? Il est malaisé de fixer la quantité de vin nécessaire pour la consommation en franchise d'une famille ou d'un domaine. Elle dépend d'abord du nombre des membres de cette famille ou du chiffre des ouvriers qui composent le personnel du domaine et, aussi, du penchant de chacun pour le vin. Chacun boit à sa soif. Comment fixer alors le droit du vigneron à ne pas livrer toute sa récolte?

Une tolérance sans contrôle? Dans ce cas, une importante quantité de vin restera sur le marché. Elle s'écoulera clandestinement, elle évitera le paiement des droits de circulation et fera une concurrence déloyale à l'Office.

Les partisans rétorquent: Comment vont les choses actuellement? Chaque producteur fait une déclaration de récolte, livre une partie de son vin à la vente et est censé consommer le reste. Chacun sait que dans ce reste, il y a une part livrée en contrebande à l'entourage. Avec l'Office, cette combinaison, somme toute assez négligeable, ne sera pas plus à craindre qu'aujourd'hui, peut-être moins. L'Office prendra en charge la quantité de vin déclarée pour la vente et laissera de côté la provision familiale, telle qu'elle résultera de la moyenne des deux ou trois années précédentes. On ne voit pas les protestations que pourrait engendrer cette fixation très rationnelle.

Les disponibilités pour la livraison clandestine seront donc très sensiblement inférieures aux facilités présentes, puisqu'il n'existe aucune prise en charge. D'autre part, le client clandestin ne consentira certainement pas à payer le vin au-dessus du tarif de l'Office, seule la taxe de circulation à éluder pourra favoriser la fraude. Il

existe de ces petits « trucs » forts difficiles à empêcher et qu'il faut négliger.

La législation viticole italienne, dans un désir peut-être plus politique qu'économique, limite les besoins des vignerons : 2 hectolitres par personne composant la famille avec un maximum de 15 hectolitres.

Quel est l'homme de bon sens qui croirait pouvoir limiter la consommation en franchise ? Comme on ne peut mettre un gendarme derrière chaque viticulteur, on se rend compte de la vanité de toute réglementation en la matière. Le récoltant n'a qu'à garder par devers lui quelques hectolitres non déclarés et le tour sera joué.

A-t-on seulement songé au paradoxe ridicule qui consisterait à vouloir développer la consommation chez l'acheteur et la limiter chez le vendeur.

Cession au Commerce

Certes, lorsque chaque commune sera dotée de sa cave coopérative, la plupart des auxiliaires de la production et du commerce viendront à disparaître. Le commerce lui-même sera réduit à la portion congrue, car la souplesse de son organisation, la ramification de ses intermédiaires apparaîtront inutiles. Qui dit concentration, dit suppression. La même concentration, réalisée à la production, peut se concevoir à la distribution. Chaque département pourrait être pourvu d'un organisme de vente qui achèterait dans les différentes coopératives et répartirait le vin par commune. 90 grands dépôts de vente alimenteraient des sous-dépôts dans les chefs-lieux d'arrondissement et les chefs-lieux de canton qui, à leur tour, fourniraient les magasins de vente au détail dans chaque localité. Mais toute cette organisation semble faire partie du domaine de l'avenir, elle repose sur une

œuvre de longue haleine, impossible à réaliser immédiatement.

Pour le moment, le commerce peut démontrer qu'il représente le système le plus économique, le plus souple, le mieux adapté aux échanges entre la production et la consommation. C'est lui seul qui peut assurer à meilleur compte à ses risques et périls, la distribution du vin. C'est lui seul qui modestement, sans rien demander à personne ou à l'Etat, réalise un véritable service public et qui, il ne faut pas l'oublier, recouvre gratuitement pour l'Etat des impôts considérables.

Le commerce n'est pas, comme aux yeux des Physiocrates, une classe stérile ou inutile, comme le disait Fourier, mais bien une classe productrice. Il y a production toutes les fois qu'un phénomène créateur d'utilité se manifeste, dès lors il devient malaisé de méconnaître l'importance du travail commercial. Le commerçant ne se borne pas à l'économie matérielle du transport, il doit savoir sur quels marchés la marchandise pourra être écoulée, en un mot il doit rechercher des débouchés appropriés. Le rôle du commerce consiste à transporter une marchandise du lieu de production où elle se trouve en excédent dans les centres de consommation où elle satisfera des besoins. Dans ces conditions la marchandise augmentera de valeur parce qu'elle aura acquis un accroissement d'utilité : un produit est plus utile dans une région qui ne le récolte pas que dans son pays d'origine.

On s'est demandé par quel organisme, avec l'Office du Vin, le commerce ferait son choix dans les caves où seront constitués les types destinés à la vente ? Les négociants pourront, par l'intermédiaire de leurs courtiers ou de leurs commissionnaires, rechercher librement, comme ils le font aujourd'hui, les types de vin qu'ils désirent.

M. Baylet, commentant le projet d'*Office National du Vin*, écrit :

« Les commerçants honnêtes et laborieux qui remplissent un rôle d'utilité publique en transportant les vins des centres ruraux de production aux centres urbains de consommation, ceux-là trouveront, dans l'institution nouvelle, le gage certain de leur indépendance et d'une rémunération juste pour leur travail, la valeur de leur matériel et le salaire de tous ceux qui sont leurs collaborateurs.

» Ils pourront, comme aujourd'hui mais avec plus de garanties, rechercher leur clientèle, s'approvisionner des vins qui leur conviendront partout où il leur plaira à propos d'effectuer leurs achats.

» La seule nouveauté, c'est que le prix d'achat ne sera plus fixé par eux, ce sera là le rôle de l'*Office National*.

» De même ils pourront vendre les vins librement, comme cela se pratique aujourd'hui, mais les prix de vente aux consommateurs seront surveillés par l'*Office* lui-même afin que tous les intérêts, en apparence contradictoires, soient harmonisés. Il en sera ainsi fini de ces prix scandaleux et le producteur, au cours d'un voyage, ne verra plus la marchandise qu'il a cédée la veille, être vendue le lendemain à un prix véritablement prohibitif ».

Le propriétaire reste libre de s'adresser au négociant de son choix ; une entente frauduleuse devient à craindre. Le vigneron, en possession de vins douteux ou pressé par le besoin, consentira de céder sa marchandise à un prix notoirement inférieur au cours fixé. Déterminer le prix ne suffit pas, on l'a vu en 1933 pour le blé, il faut encore le garantir et prendre des dispositions nécessaires afin d'éviter certains faits regrettables : exploitation du vendeur, collusion frauduleuse, etc.

L'*Office National du Vin* abandonne donc l'idée de vente directe. Il sait que le consommateur ne veut pas du vin tel qu'il est produit mais un vin mieux équilibré que les petits vins d'Aramon ou les âpres vins d'Algérie, un vin dont il a l'habitude et que seul le commerce peut lui donner. Les Coopératives, ne groupant que les vignerons d'une commune, se trouvent dans l'impossibilité de se livrer aux coupages réclamés par la consommation. Grâce au commerce, elles font aussi l'économie d'un matériel coûteux et de toute sorte d'aléas.

Après 1907, des essais de vente coopérative furent tentés un peu partout notamment dans le Midi mais le succès ne vint pas couronner les efforts des pionniers. Au début, la prospérité semblait assurée; des obstacles sans pareil: impossibilité d'amortir les capitaux investis, difficulté de trouver une clientèle stable, mauvais paiements s'effectuant irrégulièrement, concurrences désastreuses, s'accumulèrent par la suite et les groupements se virent dans l'obligation de cesser leurs entreprises. Seule la Coopérative de Maraussan, jouissant d'une situation privilégiée, put continuer: négligeant la vente au détail, elle écoula ses produits à la coopérative de consommation « La Bellevilloise ».

Pour toutes ces raisons, l'*Office National du Vin* se propose simplement de supprimer les spéculateurs, ceux qui rangent tour à tour producteurs et consommateurs s'enrichissent des dépouilles des vaincus, et créent sur le marché une instabilité qui aggrave la crise économique. Une des causes de mévente des vins est ainsi abolie par la suppression de la spéculation elle-même.

Résorption des excédents

L'*Office*, ayant pris en charge la récolte totale, se trouvera, après satisfaction des besoins d'une consom-

mation poussée au maximum, dans l'obligation d'utiliser ou d'éliminer les excédents des années pléthoriques.

Le principe du blocage paraît excellent : le fait d'équilibrer les récoltes abondantes et déficitaires en reportant les quantités excédentaires sur les années de disette est particulièrement louable surtout pour une production aussi instable que celle de la vigne.

Mais l'application est défectueuse et inopérante dans la multitude des caves des petits vigneron, mal agencées pour cette conservation. Le blocage, mesure prévisionnelle excellente, n'apparaît pas devoir être du ressort individuel des petits producteurs ; il incombe naturellement à un Office ayant à sa disposition des chais nationaux et les cuves des caves coopératives de toutes les régions viticoles. Alors seulement le blocage pourra être envisagé et donnera de bons résultats.

L'Office décidera des quantités de vin devant aller à la distillation. Il n'aura pas besoin d'appliquer des mesures vexatoires, comme aujourd'hui, ayant pris en charge la récolte totale, il choisira, à son gré, la partie à distiller.

A quel prix seront payés les excédents destinés à la distillerie ? Si l'excédent à résorber est acheté au même prix que le vin ordinaire, l'alcool étant rétrocédé au carburant, cette opération laissera à l'Office une perte sèche considérable.

Le recours à la distillation obligatoire ne sera décrété que dans les cas d'extrême nécessité et alors on payera les excédents au même prix que l'alcool rétrocédé au carburant. C'est le seul moyen juste et efficace de régulariser la production sans faire jouer l'arrachage, solution indésirable. Ainsi la dépense de 2 milliards, que d'aucuns prévoient pour l'Office, se réduit à zéro. Mais encore une fois il n'est pas sûr qu'après l'élimination impitoyable des mauvais produits et le développement

méthodique de la consommation, il reste trop de bon vin.

Il paraîtrait logique que l'Etat consacre au développement de la consommation une partie des sommes réservées à l'heure actuelle pour détruire. Des rations supplémentaires seraient distribuées aux soldats et aux établissements de bienfaisance. Les municipalités pourraient même être tenues de fournir une ration de vin aux chômeurs en plus de leur allocation journalière. Il faut que les malheureux, les malades, les déshérités jouissent des biens que nous octroie généreusement la nature; plus de malthusianisme économique, plus de restriction volontaire, plus de destruction systématique mais participation de toute la collectivité au bien-être général. Le vin, qui est « la plus saine et la plus hygiénique des boissons », ne doit pas être dénaturé mais apprécié par un nombre toujours croissant de consommateurs. Le culte de Bacchus ne demande qu'à s'étendre. « Profondes joies du vin, qui ne vous a connues? Quiconque a eu un remords à apaiser, un souvenir à évoquer, une douleur à noyer, un château en Espagne à bâtir, tous enfin vous ont invoqué, dieu mystérieux, caché dans les fibres de la vigne... Il me semble parfois que j'entends dire au vin: « Homme mon bien-aimé, entends-tu s'agiter en moi et résonner les puissants refrains des temps, les chants de l'amour ou de la gloire? Je suis l'âme de la patrie, je suis moitié galant, moitié militaire. Je tomberai au fond de ta poitrine comme une ambrosie végétale. Je serai le grain qui fertilise le sillon douloureusement creusé » (1).

Nationalisation des grands domaines

Le projet d'Office du Vin prévoit la nationalisation des grands domaines, afin de régler définitivement la production.

(1) Baudelaire. Morceaux choisis.

Cette nationalisation facultative permettrait de transformer les modes de culture, de changer les cépages défectueux, de pratiquer l'arrachage dans l'intérêt du public, de donner aux ouvriers agricoles un statut modèle qui pourrait être appliqué ensuite dans l'ensemble du pays producteur de vin. Les grands domaines nationalisés constitueraient, en cas de besoin, des exploitations témoin qui contrôleraient le prix de revient réel.

Les adversaires voient dans cette nationalisation une expropriation forcée qui ne présente aucun avantage. Toutes les propriétés récoltant plus de 10.000 hectolitres de vin n'appartiennent pas obligatoirement à des sociétés et l'exploitation individuelle ne se révèle-t-elle pas préférable dans la plupart des cas à l'exploitation collective? Le fait d'arracher ou de se livrer à des expériences fantaisistes vaut-il vraiment la peine de réaliser une dépense aussi onéreuse? Ce serait une charge pour l'Office et une charge non rentable.

Personnel

Il faudra créer des fonctionnaires par milliers, dit-on de toute part, pour assurer le fonctionnement de l'Office.

Le système, répondent ses partisans, repose avant tout sur la coopération des intéressés, sur leurs organisations professionnelles. Les fonctionnaires inutiles d'aujourd'hui suffiront à la tâche. L'Office assurera toutes ses opérations avec le concours des agents de l'administration des Contributions Indirectes. Il sera inutile de créer des postes nouveaux puisque tout fera l'objet de simplification. On aura plus à faire exécuter des règlements draconiens mais simplement à veiller sur l'exécution loyale d'une loi qui protégera les intérêts de la collectivité.

Le fonctionnaire contrôlera les opérations de l'Office, il deviendra le collaborateur du vigneron, son guide et son conseil.

Peut-on soutenir, en toute bonne foi, que l'organisation coopérative, base de l'Office, multiplie les emplois? On est frappé par la rationalisation qui préside aux divers travaux. « C'est par des tours de force sans cesse renouvelés que le personnel des caves peut recevoir et loger le vin de tout le monde à un moment où chacun ne se préoccupe que de son bien et de sa satisfaction; et il faut louer ce personnel exercé qui accomplit son œuvre avec le sourire, malgré l'énervement qui pèse sur l'atmosphère. Puis, lorsque les vendanges sont finies, tandis que les viticulteurs plus ou moins satisfaits, suivant leur récolte se reposent en songeant à un cycle nouveau, à la coopérative, maîtres de chais, hommes de cave, comptables, gérants, travaillent toujours fiévreusement. Il faut achever de loger le vin, unifier les produits, faire les décomptes de chacun, nettoyer la cave et lui redonner l'aspect qui appelle l'acheteur et flatte l'amour-propre des coopérateurs... » (2).

Une visite dans quelques silos permet de constater que le nombre d'employés n'est pas plus important après l'institution de l'Office du Blé qu'avant. Pourquoi en irait-il différemment pour l'Office du Vin?

N'est-ce pas plutôt le régime actuel qui mérite le reproche d'accroître le fonctionnarisme? Un seul exemple suffira: dans tous les chefs-lieux de canton, réside un contrôleur de la Viticulture pour expliquer aux malheureux assujettis le mécanisme du statut viticole.

Le fonctionnement technique de l'*Office National du Vin*, dont nous venons de terminer l'examen critique, présente quelques bonnes dispositions sur la vinification en commun, la prise en charge de la récolte totale, la cession au commerce, la résorption des excédents, qui sont à retenir dans leur principe et à compléter dans leur application pour une organisation future.

(2) L. Fourmaud. De la Coopération et des Coopératives. Mutualité, août 1937.

CHAPITRE V

Le fonctionnement financier de l'Office National du Vin

Fixation du prix d'achat

Le prix d'achat comprend le prix de revient augmenté d'une marge uniforme de bénéfice.

Le désir des partisans de l'Office est net : on veut tenir compte de tous les éléments capables d'aboutir à la plus grande équité. Les prix de revient, disent-ils, varient d'une région à l'autre. La même quantité de vin coûte plus cher à récolter sur les côteaux que dans la plaine. L'Algérie, où la main-d'œuvre est payée à des salaires de famine, produit à meilleur compte que la Métropole.

Actuellement ces différences de territoire ou de conditions d'exploitation n'influent pas sur le prix qu'encaisse le producteur. Tous, sont indifféremment soumis aux « cours », à la loi générale du marché, si bien qu'à travail égal ou à quantité égale, le bénéfice n'est pas le même

pour tous. Le prix, suffisant pour l'un, ruine l'autre et parfois enrichit un troisième.

Il est donc nécessaire, pour la justice et l'équilibre réel du marché que l'Office du Vin ajoute à chacun des prix de revient, différent suivant les régions, la même marge de bénéfice.

La fixation du prix de revient constitue une des bases primordiales, « la clé de voûte de l'institution », d'après M. Baylet.

Dès la clôture des déclarations de récolte dans les départements, les Comités départementaux se réunissent pour déterminer le prix de revient moyen du vin, compte tenu de la qualité, du degré, du rendement à l'hectare et de l'aire de production. Ces Commissions ont une tâche moins difficile qu'autrefois les répartiteurs des Contributions directes, fait remarquer M. L. Blum (1).

Les adversaires ajoutent : « Il est très facile, sur le papier d'établir de telles différences de prix, mais il y a loin de la coupe aux lèvres et d'ailleurs le problème ne se présente pas avec une telle simplicité.

« Il sera d'abord difficile de faire admettre même par le Conseil Central de l'Office qu'un bon vin de Mascara à 14 degrés soit évalué meilleur marché qu'un vin de la Métropole à 9 degrés.

» Mais la production représente une telle gamme de vins que la fixation du prix par le soin de l'autorité présentera de longues et délicates difficultés.

» Il n'est pas vrai de dire que l'on pourra établir des zones délimitées pour fixer le prix en tenant compte du degré et du rendement à l'hectare.

(1) Blum : Discours à Radio-Midi. 23 avril 1936.

» Dans la même commune, on trouve des vins de degrés différents avec des rendements du simple au triple.

» Coursan et Castelnau-de-Guers, par exemple, ne produisent pas seulement des vins de plaine, ils ont également des vins de côteaui très appréciés.

» Mais un même propriétaire produit tout à la fois des vins de plaine à des rendements, par exemple, de 200 hectolitres à l'hectare et des vins de côteaui d'excellente qualité à 50 hectolitres.

» Comment établir la ventilation des diverses quantités et qualités de vin ? Etablir une moyenne ? Ce serait injuste.

» Il faudra de longues et interminables enquêtes avec des expertises difficiles qui, bientôt, soulèveront de violents incidents parce que beaucoup de vigneroni refuseront de s'incliner devant les décisions de l'Etat avec tendance naturelle à toujours considérer son vin comme le meilleur ».

En fixant le prix d'achat d'après le prix de revient on risque d'entretenir des cultures dont le coût de production est trop élevé, ou de brimer le viticulteur qui rationalisera, en lui payant le vin un prix inférieur à celui de ses voisins moins méritants que lui.

On craint l'arbitraire: les décisions des Comités départementaux seront-elles toujours exemptes de sympathie ou d'inimitié ? En cas de désaccord entre le propriétaire et la Commission, qui tranchera le conflit ? Rien de précis n'est prévu dans le projet. Afin d'éviter tout incident fâcheux, il semble préférable d'accorder le pouvoir de décision à une autorité, connaissant les besoins de la profession, mais indépendante des assujettis.

On aimerait savoir sur quelles bases s'appuyera le Conseil Central pour déterminer la marge uniforme des bénéfices qu'il conviendra d'ajouter au prix de revient. La loi du 15 août 1936, dans son article 9, s'exprime ainsi: « Le Conseil Central examinera les propositions des Comités départementaux et fixera le prix du blé, compte tenu de l'importance de la récolte, par application au prix moyen des récoltes 1911, 1912, 1913, tel qu'il résulte de la cote officielle du marché de Paris, d'un coefficient de majoration moyen par rapport à 1914, de l'indice pondéré du prix de la vie, des salaires, des produits ou objets d'utilisation courante dans les exploitations rurales et de l'ensemble des charges pesant sur la production. »

Voici l'application de ce texte en ce qui concerne le vin pour la campagne 1936-37 (2).

Le prix moyen de l'hectolitre, base 9 degrés, se chiffrait à 27 fr. en 1911, 27 fr. en 1912, 20 fr. en 1913. Moyenne à l'hectolitre: 24 fr. 60; moyenne au degré: 2 fr. 73.

D'autre part, l'indice du coût de la vie a oscillé entre 480 et 610 du 1^{er} octobre 1936 au 27 juillet 1937, soit un indice moyen de 5,45.

L'indice moyen des salaires viticoles est au coefficient 9,5.

Quant à l'indice des produits d'utilisation courante on peut estimer le coefficient, pour la période envisagée (1^{er} octobre 1936-1^{er} août 1937), à 6 au minimum.

Le coefficient moyen tel qu'il a été défini ci-dessus est donc de:

$$(5,45 + 9,5 + 6) \text{ sur } 3 = 6,99 \text{ disons } 7$$

(2) *Progrès Agricole et Viticole* du 16 janvier 1938.

Le prix du vin aurait donc dû être, si ces bases avaient été adoptées, de :

$$2,73 \times 7 = 17 \text{ fr. } 11$$

D'après les moyennes établies, il a été de 13 fr. 75, prix moyen pour les vins de 8°5 à 12° entre le 1^{er} octobre 1936 et le 1^{er} août 1937 (marchés méridionaux).

L'écart entre ces deux chiffres, 17 fr. 11 et 13 fr. 75, mesure, grosso modo, la diminution du pouvoir d'achat des viticulteurs français durant la période envisagée. Il est inférieur de 18 p. 100 à ce qu'il était avant-guerre.

Le projet ne mentionne pas non plus le nombre de voix que devront réunir le Conseil Central et les Comités départementaux afin de prendre des décisions valables. Faut-il encore une fois emprunter cette disposition à l'Office du Blé : « Toutes les décisions sont prises à la majorité absolue de leurs membres.

Toutefois les décisions concernant la fixation du prix du blé ne sont prises que si les quatre cinquièmes des membres du Conseil sont présents. Elles ne sont exécutoires que si elles ont réuni les trois quarts des suffrages exprimés.

Au cas où ces deux conditions ne seraient pas réalisées, la décision sera prise au Conseil des ministres par le Gouvernement. »

S'il en était ainsi, l'Office du Vin serait marqué par l'étatisme : il adviendrait très souvent que l'Etat fixerait lui-même le prix comme cela se produit pour le blé.

Les adversaires font remarquer : le prix unique avec certaines modalités peut, à la rigueur, se concevoir quand il s'agit d'une denrée homogène. Grands et petits producteurs ayant un certain nombre d'intérêts communs, on peut admettre qu'ils sont à peu près également récompensés par le prix qui leur est imposé. Mais le vin n'est-il pas un produit non homogène par excellence ?

Disons tout de suite qu'il est indispensable de laisser en dehors d'une pareille organisation les vins de cru, les vins qui bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée, ceux-là sont véritablement des produits qui diffèrent les uns des autres, qui se présentent au consommateur avec leurs qualités et leurs caractères, et qui en tout état de cause ne pourraient être compris dans une réglementation quelconque des prix.

En est-il de même pour les vins de consommation courante ? Ici, semble-t-il, les difficultés ne paraissent pas insurmontables, pour cela il nous suffit d'examiner ce qui se passe actuellement sur nos marchés, ces vins ont une commune mesure c'est leur valeur au degré alcoolique qui oscille entre deux chiffres, les différences de qualité s'inscrivent obligatoirement entre ces deux chiffres, l'Office, au lieu de déterminer un prix unique, devrait s'inspirer des cotes actuelles et déterminer deux chiffres extrêmes ayant généralement un écart de 1 franc par degré, ce qui permettrait de payer une prime à la qualité (3).

Ainsi l'Office ne mérite-t-il pas le reproche de pousser à la standardisation, au vin égalitaire, également et régulièrement médiocre pour tous, puisqu'une prime serait assurée à la haute qualité de nos vins, ce qui précisément ne se rencontre pas toujours sous le régime actuel ; ne voit-on pas, dans les années où le vin possède une richesse alcoolique supérieure, le commerce rechercher des petits degrés et partant inciter à la fraude ? M. Majoux, président du Comité méditerranéen, écrit :

« Que voyons-nous actuellement ? Le vin à faible degré se vend plus cher que le vin à fort degrés... En parcourant

(3) Ce système de cotation a été préconisé par M. le Dr Delon, président de la Fédération des Caves Coopératives de l'Hérault. Rapport sur les ententes collectives de vente. Congrès de la Confédération Nationale des Caves Coopératives. Paris, août 1937.

les mercuriales que constate-t-on ? Des vins de 9° sont vendus 17 fr. le degré soit 153 fr. l'hecto alors que des vins de 11° sont cotés 13 fr. 50 soit 148 fr. l'hecto... Il faut trouver une solution pour faire cesser un tel état de choses ».

« Au cours des réunions qui se sont succédées, il a été proclamé une fois de plus par les autorités médicales les plus qualifiées, que le vigneron doit s'appliquer à produire la qualité et non la quantité, et c'est le leit-motiv ou plus prosaïquement le chapeau qui est à la base de toutes les lois, décrets, règlements, instructions ministérielles, etc... régissant la viticulture. Rien à dire, mais il faudrait que l'on sache que produire la qualité, c'est sacrifier la quantité. Comment peut-on supposer qu'un vigneron qui est presque toujours père de famille sacrifiera jusqu'à la ruine finale, je ne dis pas sa fortune, car il reste bien peu de fortunes foncières, mais les revenus qui lui sont indispensables pour élever les siens à ce que je n'hésite pas à qualifier de la mystique, c'est quelque chose d'un peu nébuleux ». (4).

La politique de la qualité n'existe donc pas à l'heure présente.

N'est-ce point une erreur de déterminer un prix fixe pour une année entière ? On peut, dit-on, admettre en des périodes de stabilité des prix valables pour toute une année, mais actuellement tandis qu'il n'est question que d'inflation, de dévaluation ou d'alignement monétaire; tandis qu'on ne parle que d'échelle mobile, il paraît excessif de fixer un prix absolu. Le système se présente avec trop de rigidité, il manque de souplesse. Après la dévaluation d'octobre 1936 et la diminution du pouvoir d'achat du franc détaché de l'or, le cours du blé en marché libre

(4) Discours de M. Majoux, président du Comité méditerranéen. 27 février 1938, à Nice. Journées de propagande en faveur du vin et du jus de raisin sur la Côte d'Azur, 25, 26, 27 février 1938.

n'aurait-il pas dépassé le prix fixé par l'Office ? Un prix trop rigide n'est pas à souhaiter en des temps troublés.

Il ne faut pas que la revalorisation du vin provoque un accroissement de la production comme cela se constate pour plusieurs produits notamment le café, on tournerait alors dans un cercle infernal. L'arrêt des plantations doit empêcher l'hypertrophie du vignoble. Cette dernière mesure se trouve dans le commentaire du texte par le *Populaire* du 13 septembre 1935.

Comment seront répartis les bonis entre les sociétaires d'une cave coopérative ?

Chaque année, avant la vendange, le Conseil d'administration détermine le nombre de kilos de raisins qu'il faudra apporter pour obtenir un hectolitre de vin. Deux chiffres sont établis : l'un pour les raisins blancs, l'autre pour les raisins noirs.

La vendange terminée, on fixe le degré alcoolique moyen de la récolte amenée à la cave, et cela grâce aux indications fournies par le mutismètre. On connaît d'autre part, la quantité de vin attribuée à chaque coopérateur. Ces deux chiffres servent à créditer le compte de chacun.

Cette appréciation dans les apports, si elle correspond à peu près, en fait, à la vinification d'un vigneron isolé, ne répond pas à celle obtenue avec l'outillage perfectionné de la cave coopérative. Celle-ci arrive à produire davantage. La différence de rendement appartient en toute propriété à la cave et constitue souvent une quantité de vin très importante. Le produit de la vente de ce vin sert à payer tous les frais généraux : frais de vinification, intérêts des parts sociales, amortissement du capital emprunté, traitement du gérant, salaires des employés, etc... et à constituer les fonds de réserve ordinaire, le plus souvent 5 p. 100 du produit net. De cette façon le vigneron a l'impression de

n'avoir rien à décaisser et cette mesure lui fait apprécier la coopération.

Un contrôle sévère pèse sur les caves coopératives. Elles doivent fournir à toute réquisition des inspecteurs des finances et des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou de receveur, tous leurs livres de comptabilité et les pièces annexes, ainsi que toutes les justifications utiles tendant à prouver qu'elles fonctionnent conformément aux dispositions légales qui les régissent.

La comptabilité devra être tenue conformément aux prescriptions du Code de Commerce et les opérations de vente au détail, effectuées dans un magasin distinct de l'établissement principal, seront retracées dans une comptabilité spéciale.

On aimerait de plus amples explications sur le paiement aux viticulteurs.

La loi du 15 août 1936 donne toute précision en ce qui concerne l'Office du Blé.

Les coopératives sont chargées de fournir au cultivateur des ressources avant même la livraison effective ou l'épuisement de sa récolte. Voici comment s'effectuera le paiement des blés par les coopératives et comment s'appliquera le financement. L'obligation de payer à prix ferme ne s'étend qu'aux cinquante premiers quintaux livrés à la coopérative, pour le restant un acompte des deux tiers seulement est dû. En cas de livraison différée, le paiement doit être fait, au moment de la cession, au prix majoré des primes mensuelles de conservation et diminué de diverses retenues pour qualité et taxe que la coopérative est chargée de percevoir. Quant aux avances sur récoltes, elles peuvent se résumer ainsi :

Pour les blés non soumis à l'échelonnement : si les blés sont livrés immédiatement à la coopérative, celle-ci peut se procurer les fonds nécessaires au paiement en créant

des effets avalisés par l'Office du Blé et escomptés par les Caisses de Crédit. Ces effets sont réescomptés par la Banque de France, directement ou à la demande de la Caisse Nationale. Si les blés sont à livraison différée, le vendeur remet à la coopérative un effet ou une quittance pour une somme égale à l'acompte reçu.

Pour les blés soumis à l'échelonnement, dans ce cas la partie soumise à l'échelonnement peut faire l'objet d'un warrant souscrit par l'emprunteur, avalisé par la coopérative et par l'Office, qui sera réescompté par la Banque de France. L'avance consentie ne pourra dépasser les deux tiers de la valeur de la quantité warrantée.

Les coopératives sont placées sous le contrôle du Conseil central, des Comités départementaux, de l'administration des Contributions indirectes. Ainsi l'Office du Blé accorde aux coopératives un pouvoir financier étendu, mais surveillé par les organismes supérieurs.

Fonds de roulement

Les fonds de roulement nécessaires à la gestion de l'Office National du Vin seront assurés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole mutuel. A cet effet, la Caisse pourra faire appel jusqu'à concurrence de 500 millions, à des emprunts. Le service des intérêts et l'amortissement de ces emprunts dépendront des bénéfices réalisés sur le prix de vente après péréquation des prix de revient.

Il convient de remarquer que l'Office ne fait pas du commerce, donc n'a pas à réaliser des bénéfices. Il doit tendre à une opération blanche destinée uniquement à assurer l'écoulement du produit. Si l'Office achète au producteur, il vend au négociant ou au consommateur, dans ces conditions il a l'avantage d'équilibrer le mécanisme des affaires.

M. Baylet, expliquant le ~~financement~~ du projet, pose le raisonnement suivant :

50 millions d'hectolitres sont, en moyenne, vendus aux consommateurs; c'est ce qu'on appelle la consommation taxée.

Si nous supposons, pour la facilité du calcul, que le vin est acheté 100 fr. l'hecto au producteur, ces 50 millions d'hectolitres représentent une valeur marchande de 5 milliards...

Quand l'Office assurera le paiement de la récolte au vigneron, c'est que le commerçant, qui aura acheté le vin, versera, à son tour, le paiement à l'Office.

Certes, il faudra pour régulariser et faciliter toutes les opérations de cette vaste circulation de richesses, un roulement de fonds assez important. Dans le projet que nous avons déposé, il est prévu un crédit de 500 millions... S'il ne paraît pas suffisant, acceptons l'hypothèse qu'un crédit de 1 milliard sera nécessaire pour donner à l'Office les disponibilités de trésorerie indispensables.

1 milliard emprunté à la Banque de France ou à la Caisse des Dépôts et Consignations à 5 p. 100 représente un intérêt annuel de 50 millions de francs. Et comme l'opération s'applique à l'achat et à la vente de 50 millions d'hectolitres, en majorant de 1 franc par hecto le vin qui sera cédé par l'Office National aux commerçants, l'intérêt de la somme empruntée se trouvera aisément payé... Et à la fin de la campagne, le milliard rentrera dans les caisses de la Banque, sans que le budget de la Nation ait eu à intervenir; ce milliard aura contribué à enrichir la collectivité puisqu'il permettra à l'Office d'avoir à sa disposition, sans aucune charge financière pour lui, les sommes nécessaires pour établir le rythme entre le paiement du vin au producteur et le paiement du vin par le consommateur.

Il serait préférable d'augmenter suffisamment les prix de vente afin de liquider définitivement l'opération, sans cela, tous les ans, l'appel au crédit s'avèrera inévitable. L'Office doit prévoir sur les bénéfices le remboursement des avances.

Que se passe-t-il actuellement ? On essaie de mettre chaque année à la charge de l'Etat tout le mauvais côté de l'assainissement du marché. C'est l'Etat qui est destiné à payer les primes d'arrachage, c'est encore l'Etat qui se porte obligatoirement acquéreur de tout l'alcool provenant de la distillation du vin en excédent à certaines périodes. Il ne fait aucun doute pour personne que les Pouvoirs Publics prennent en fait le monopole des alcools, c'est-à-dire la charge de la fameuse « soupape de sûreté de la viticulture ». Mais toutes ces mesures, parce qu'anarchiques et fragmentaires, n'ont rien donné de sérieux. Pourquoi ne pas consacrer au financement du projet une partie de ces sommes ridiculement gaspillées pour détruire, bloquer, dénaturer.

Avances pour la construction des Caves coopératives

Un emprunt de 200 millions pendant cinq années est destiné à couvrir les dépenses nécessitées par la construction de nouvelles caves coopératives et de chais nationaux. Une « Caisse Mutuelle de Solidarité » garantit le service des remboursements. Quelles dotations alimenteront cette Caisse ?

La loi sur l'Office du Blé précise :

« Les recettes de la caisse de garantie seront assurées par une cotisation fixée par le Conseil central, proportionnellement au nombre de quintaux vendus par chaque coopérative et chaque organisme accrédité.

» Les négociants en grains seront également assujettis

au paiement de cette cotisation, qui sera recouvrée pour le compte et au profit de l'Office national, par les Comités départementaux auprès des coopératives et par l'administration des Contributions indirectes auprès des négociants en grains. Le Conseil central gère la Caisse de garantie.

» Il est établi aussi une taxe à la charge des producteurs sur les quantités récoltées par eux, déduction faite des besoins de l'exploitation.

» Cette taxe sera perçue par les soins du Comité départemental, pour le compte et au profit de l'Office national, auprès des coopératives ou des caisses régionales de crédit mutuel agricole par l'intermédiaire desquelles les paiements aux producteurs doivent être faits sur la base des déclarations de récolte, celles-ci ne pouvant en aucun cas être inférieures au total des quantités vendues. Les Comités départementaux pourront exercer, à cet effet, la procédure prévue en matière des contributions indirectes.

» Toutefois le recouvrement devra être effectué en trois fractions au minimum, au fur et à mesure de l'écoulement des blés ».

Les adversaires de l'Office du Vin disent : « Les coopératives groupent, en France et en Algérie, 10 millions d'hectolitres et il apparaît que la récolte approche 80 millions d'hectos. Il faudrait donc, avant de pouvoir espérer l'organisation du marché sur une base solide, obtenir que 50 à 60 millions d'hectolitres soient vinifiés dans des caves communes. On compte que pour construire une coopérative l'hectolitre de vin revient, suivant l'outillage, la méthode de vinification, de 100 à 120 francs. Si nous prenons le chiffre moyen de 100 fr., pour 50 millions d'hectolitres l'effort entraînerait un engagement de l'ordre de 5 milliards. Peut-on envisager, à l'heure actuelle, un pareil effort financier ?

Cette dernière objection ne paraît pas pertinente. Il ne s'agit pas de construire du jour au lendemain des milliers de caves coopératives, leur développement serait échelonné sur plusieurs années. L'existence de caves coopératives dans toutes les communes viticoles n'est pas indispensable à la création de l'Office, tout au moins les premiers temps.

Les dépenses exigées ne sont pas entièrement à la charge de l'Etat, les intéressés financent, pour une large part, les entreprises. Nous croyons savoir qu'à l'heure actuelle, les avances des Pouvoirs publics ne dépassent pas les deux tiers. L'effort à fournir n'a pas d'ailleurs arrêté le mouvement coopératif qui apparaît plus florissant que jamais.

Budget et contrôle de l'Office

Aucune disposition sur ce point ne se trouve dans le projet en discussion.

La loi du 15 août 1936 traite de ces questions :

« Le budget des Comités départementaux, approuvé par décret ministériel, comprendra, en dehors des recettes propres, les subventions des départements et des communes, ainsi que celles qui pourraient leur être allouées par l'Office national interprofessionnel du Blé.

» Le budget de l'Office est soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances.

» L'agent comptable de l'Office est nommé par décret pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances.

» Un contrôleur financier, placé sous l'autorité du ministre des Finances, exercera le contrôle du fonctionnement financier de l'Office. Sa compétence s'étendra à toutes les opérations susceptibles d'avoir une répercussion financière directe et indirecte ».

D'après ce qui précède, le fonctionnement financier de l'Office National du Vin ne présente pas le caractère dispendieux que les adversaires se sont plus à lui prêter. La fixation du prix du vin est chose possible, d'ailleurs on tend de plus en plus vers ce but, et le financement de l'organisme n'exigerait pas de dépenses supplémentaires.

CHAPITRE VI

L'Office National du Vin et la Viticulture algérienne

Par son importance exceptionnelle et sa gravité, le problème viticole franco-algérien retient, depuis de longues années, l'attention des Associations agricoles et a donné lieu aux discussions les plus passionnées. Dans le but de mettre un terme à ces divergences, les différents projets d'Office du Vin préconisent l'assimilation complète de la colonie à la Métropole. Avant de porter un jugement, procédons à un examen objectif des rapports entre les deux pays.

La France et l'Algérie vivent sous le *régime de l'union douanière*. La franchise est réciproque et absolue, toutefois l'assimilation n'apparaît pas complète en ce qui concerne l'application des conventions douanières internationales à l'Algérie.

Ce régime a été établi en trois étapes. Le Sénatus-Consulte de 1867 admet l'unité douanière mais tolère la liberté du pavillon et quelques exceptions pour l'admission en franchise en faveur d'un certain nombre de produits

étrangers utiles à la mise en valeur de la colonie et dont il était nécessaire d'encourager l'introduction en Afrique du Nord. Mais le Sénatus-Consulte fait une place trop large à la concurrence étrangère, celle-ci élimine bientôt du marché algérien les produits manufacturés nationaux ; les industries françaises de la métallurgie et du tissage réclament. La loi du 19 décembre 1884 est alors votée dans le but d'accroître les débouchés de ces industries dans la colonie, les exceptions disparaissent. Une nouvelle loi du 11 janvier 1892 vient confirmer la précédente et resserrer l'union entre les deux pays en supprimant toute distinction douanière.

Il résulte de ce régime que les produits d'origine française, naturels ou fabriqués, sont admis en franchise des droits de douane à leur importation directe en Algérie. Réciproquement les produits algériens bénéficient de la même franchise à leur importation directe en France. Ce privilège s'applique également aux produits étrangers nationalisés par le paiement des droits de douane à leur importation en France ou en Algérie. Les marchandises étrangères sont soumises à leur entrée dans la grande colonie nord-africaine à l'acquittement des mêmes droits que ceux inscrits au tarif métropolitain, à l'exception des marchandises en provenance du Maroc, du Sud algérien et de la Tunisie importés par les frontières de terre, et des produits qui ne peuvent être introduits en France que pour le compte des monopoles.

Voici quelques appréciations sur ce régime :

« Les conséquences économiques du libre-échange établi dans les relations entre l'Algérie et la Métropole sont des plus heureuses...

» Le libre-échange réalisant l'union des deux marchés, élargit les débouchés offerts à la production de l'un et de l'autre pays. Il permet à l'Algérie de se consacrer à l'agri-

culture et de demander à la Métropole les produits manufacturés qui lui manquent » (1).

« N'oublions pas que notre belle colonie nord-africaine, à elle seule par ses relations avec la Mère-Patrie, nous vaut douze traités de commerce avec les autres pays d'Europe... » (2).

En dépit de ces affirmations enthousiastes, c'est la France qui fait les frais de l'opération. L'Algérie continue à s'équiper elle-même. Au début de la conquête, elle importait des vins, aujourd'hui elle en exporte. Actuellement elle importe des produits industriels, demain elle en exportera. De 4.500 millions en 1929 et 4.563 millions en 1930, la valeur des exportations de la Métropole en Algérie passe à 3.270 millions en 1932 et 3.518 millions en 1933 (3).

L'exportation des vins d'Algérie dans la Métropole accuse une progression continue, passant de 1.477 millions de francs en 1928 à 2.451 millions en 1932. La valeur des produits vinicoles exportés représente 70 p. 100 de celle des exportations totales à destination de la Métropole.

La France, luttant avec des armes inégales, est vaincue d'avance. L'Algérie possède une situation privilégiée au point de vue fiscal, économique et social. Ces divers avantages vont faire l'objet des développements ultérieurs.

Avantages fiscaux

La loi du 19 décembre 1900 confère à l'Algérie l'autonomie financière, ce qui lui permet d'échapper les charges écrasantes de nos budgets d'après-guerre.

L'Algérie ignore l'impôt sur le chiffre d'affaires, sur

(1) Volek. Le problème viticole franco-algérien. Thèse Paris, 1934.

(2) Burdeau. Chambre des Députés. Décembre 1891.

(3) Volek. op. cit.

les transports par chemin de fer; les contributions à la Caisse d'amortissement et au service des pensions.

Elle ne supporte que dans une faible mesure les charges de la défense nationale, même de la défense nationale de son propre territoire.

L'Algérien n'est pas assujetti aux mêmes impôts que le contribuable français. Les indigènes payent les impôts arabes: la lezma, l'achour sur les grains, le zekkat sur le bétail. Les impôts européens, appliqués aux colons et très exceptionnellement aux indigènes ont un taux très faible. On peut citer par exemple et selon qu'ils s'appliquent à des Métropolitains ou à des Algériens, les incidences suivantes en 1930 (4) :

	En France	En Algérie
Impôt foncier (bâti et non bâti)....	18 %	5 %
Cédule agricole	12 %	3,5 %
Bénéfices industriels et commerciaux	15 %	3,5 %
Cédule salaire	12 %	3 %
Revenu des valeurs mobil. françaises	18 %	7,5 %
Revenu des valeurs mobil. étrangères	25 %	9 %
Droits de consommation sur l'alcool.	1.320 fr.	900 fr.

Le budget algérien est d'un contrôle difficile. M. Hayaux, rapporteur, faisait remarquer en 1933, au Sénat : « Je reconnais que le ministre de l'Intérieur m'a remis depuis quelques semaines le projet de budget de l'Algérie, mais ce projet n'était accompagné d'aucun dossier, d'aucun document me permettant de me livrer à un contrôle efficace ».

Ces quelques considérations, que nous venons de présenter, permettent d'affirmer que le budget algérien apparaît bien moins lourd que le budget métropolitain qui augmente tous les ans.

(4) Sabadie. Le nouveau Statut de la Viticulture. Thèse Toulouse, 1932.

Avantages économiques

Il est beaucoup plus facile de devenir propriétaire en Algérie qu'en France. Les lois de la colonisation permettent la constitution de grands vignobles d'un seul tenant, l'Etat ayant concédé, et concédant encore, de vastes terrains pour lesquels il ne craint pas d'exproprier, bien souvent sans indemnité, les enclaves indigènes.

Les capitaux sont attirés par une fiscalité bénigne. Ils se sentent en Algérie dans une plus grande sécurité qu'en France. Les Sociétés ont intérêt à établir leur siège social sur place afin d'éviter les frais d'enregistrement et les impôts sur les coupons. Dans ces conditions, les capitaux affluent et permettent aux Algériens de se livrer à toute sorte de spéculation sur des terres non encore exploitées.

La supériorité de la viticulture algérienne réside surtout dans le faible prix de revient. Le colon trouve à sa disposition une main-d'œuvre servile, abondante et à bon marché.

Le standard of life d'un indigène islamisé reste inférieur à celui de l'ouvrier européen, aussi une rémunération modeste lui suffit. Dans une page magnifique, M. Paul Morand a évoqué le contraste, à vrai dire angoissant, de la main-d'œuvre blanche et du prolétariat de couleur : « Voici un homme se levant à l'heure où toute la nature est déjà éveillée, trouvant à sa porte un café fumant, faisant trois repas par jour, allant à la pêche le dimanche, le samedi soir au cinéma, un homme instruit gratuitement, assuré, défendu contre la vieillesse et la maladie, c'est l'ouvrier blanc, le salarié occidental... Imaginez maintenant un homme à peu près nu, en loques, se nourrissant d'un bol de riz ou de quelques sauterelles grillées, considérant le moindre labeur comme une aubaine, peinant quinze à dix-huit heures par jour pour ne rien pos-

séder, sans autre plaisir qu'une fois par hasard sentir son ventre ne pas crier famine, couchant où il peut, dans la rue, au fond des cales, être squelettique, abandonné, obligé jusqu'au cercueil aux travaux les plus pénibles... un homme que nulle loi ne protège, que les usuriers traquent, que les armées rançonnent; voilà le travailleur noir et, de façon plus générale, le prolétaire de couleur » (5).

On se plaît à opposer le rendement de l'ouvrier arabe au rendement de l'ouvrier européen, disant que l'un est bien inférieur à l'autre. Il faut ajouter, pour être complet, qu'il n'existe, sur l'autre rive de la Méditerranée, aucune limitation de la durée de travail. Le propriétaire a donc toute latitude d'augmenter les heures de la beur-afin d'obtenir une tâche équivalente à celle du salarié blanc. En pratique, on contraint l'ouvrier indigène, sous la menace de sanctions disciplinaires, à effectuer dans la journée un travail bien délimité. L'argument ne peut être retenu après examen sérieux de la question.

Empressons-nous de remarquer qu'il se trouve en Algérie deux sortes de main-d'œuvre: la main-d'œuvre européenne et la main-d'œuvre arabe, mais cette dernière est beaucoup plus nombreuse que la première, « nous n'exagérons rien en disant qu'elle est cinq fois plus nombreuse » (6).

Supposons que la main-d'œuvre européenne soit payée aussi cher qu'en France, *c'est là un maximum rarement atteint.*

Quel est le prix de la main-d'œuvre arabe ? Le taux du salaire moyen ne dépasse pas 5 à 7 fr. par jour (7) alors que dans la Métropole le taux du salaire moyen s'élève à 28 fr. par jour. Une autre différence est constituée par le

(5) Paul Morand. Hiver Caraïbe.

(6) Sabadie. op. cit.

(7) Roche-Agussol. Cours d'Economie politique, 1932-1933.

fait qu'en France, à la rémunération en espèce vient s'ajouter une rémunération en nature: le personnel reçoit deux litres de vin par jour et trois litres pendant les vendanges. Ce supplément de salaire n'existe presque pas en Algérie et cette consommation en franchise importante dans la Métropole, se réduit à très peu de chose dans ce pays où les ouvriers, en presque totalité musulmans, ne boivent pas de vin.

Lorsque nous aurons ajouté que la main-d'œuvre entre pour 65 p. 100 dans les frais d'exploitation, la preuve de l'infériorité française sera hautement démontrée.

Voici ce que l'on peut lire dans le rapport de M. Rigaud, ingénieur agricole, à la séance du 6 janvier 1937, à l'Académie d'Agriculture :

Le prix de revient de culture à l'hectare en Algérie ressort à 2.050 fr., dont la décomposition est la suivante :

Main-d'œuvre européenne	11 %	225,50
Main-d'œuvre indigène	30 %	615,00
Produits chimiques	13 %	266,50
Engrais	6 %	123,00
Carburants	7 %	143,50
Réparations et entretien du matériel...	8 %	164,00
Rations	10 %	205,00
Impôts et assurances	15 %	307,50
	100 %	2.050,00

Nous négligeons les amortissements de la rente foncière.

Ainsi, malgré une récolte nettement déficitaire, le colon aura réalisé de sérieux bénéfices.

Dans l'ensemble la campagne écoulée donne les chiffres suivants. Le prix de revient à l'hectare varie, d'après les domaines, entre les limites: minimum, 2.000 fr.; maximum 2.500 fr.

Rapport des frais au produit de la récolte : minimum, 33. % ; maximum, 35 %.

Que de viticulteurs métropolitains trouveront hélas ! dans ce document le sujet d'amères réflexions.

Dans la même année 1936, les frais de production à l'hectare dans la Métropole atteignaient 4.950 fr. sans intérêts ni amortissement et 8.245 fr. avec intérêts et amortissement (8).

Avantages sociaux

La supériorité de l'Algérie apparaît ici clairement. Les salaires sont inférieurs mais ce n'est pas le seul argument dans cette concurrence. Un autre avantage réside dans le fait que la viticulture nord-africaine ne se trouve entravée par aucune législation sociale gênante: le patron fait travailler son personnel pendant de longues heures, de nuit comme de jour, organisant des équipes en vue du meilleur rendement; il utilise à son gré les enfants, les jeunes filles, les femmes; le facteur de l'organisation, si décisif dans la production moderne, joue entièrement en sa faveur, puisque les considérations sociales ne viennent pas contredire l'intérêt exclusif du patronat, d'où la préoccupation humaine se trouve à proprement parler éliminée. Cependant le viticulteur métropolitain, point d'aboutissement d'une large évolution de progrès social, se débat sans espoir dans un labyrinthe de règlements, de contrats collectifs, d'assurances sociales, de congés payés, d'allocations familiales, de principes humanitaires, que sa conscience elle-même approuve, et qui constituent, ne l'oublions pas, l'une des garanties humaines les plus essentielles de la civilisation occidentale. Quand le bas salaire se double, comme en Algérie, d'une technique avancée,

(8) « Bulletin de l'Office international du Vin », avril 1937.

supérieure même parfois à celle de la Métropole, toute concurrence devient impossible.

Alors que la viticulture française est un artisanat agricole : on compte presque autant d'exploitations que d'hectares, produisant en moyenne 40 hectolitres de vin ; la viticulture algérienne est l'œuvre de grandes Sociétés, l'exploitation moyenne comporte 17 hectares produisant 1.300 hectolitres.

Voici la division des exploitations au-dessus de 3.000 hectolitres :

	En Algérie	En France
De 3.001 à 5.000 hl.	945	701
De 5.001 à 10.000	485	302
De 10.001 à 20.000	231	58
De 20.001 à 30.000	44	9
De 30.001 à 50.000	31	1
Au-dessus de 50.000	18	1 (9)

Cette différence dans le régime de la propriété entraîne pour l'accroissement du vignoble certaines conséquences.

Le petit viticulteur ne peut guère étendre son vignoble. L'achat de nouveaux terrains, leur mise en état, la construction ou l'agrandissement des bâtiments d'exploitation nécessitent des avances de fonds qu'il ne possède pas en quantité suffisante. C'est ce qui explique l'étendue stationnaire des superficies complantées en vignes depuis le phylloxéra. Par sa sagesse exemplaire, le paysan métropolitain mérite d'attirer la plus grande sollicitude des pouvoirs publics. Il aurait pu se lancer dans de téméraires spéculations avec des capitaux qui ne lui appartenaient pas, compromettant ainsi par ses folles plantations, son avenir et celui de la viticulture tout entière, il ne l'a pas

fait. Sa seule ambition consiste à vivre modestement mais dignement sur le vignoble familial.

En face de cette culture ancestrale et de cet état d'esprit, que voyons-nous ?

« Une culture sans tradition, donc sans expérience, travaillant sur une terre jeune, ne rencontrant sur son sol aucun des inconvénients inhérents aux établissements traditionnels, ayant la fougue et l'intrépidité de la jeunesse et grisée par les bénéfices tôt réalisés, qu'elle immobilise immédiatement pour agrandir son champ d'action.

» Elle est entraînée, d'ailleurs, même lorsqu'elle a la forme de propriété individuelle, par l'exemple tout voisin des grandes Sociétés qui augmentent leur nombre et leur importance, attirent depuis 1925 surtout, grâce à la réclame que leur vaut l'établissement de bilans présentant de gros bénéfices, la masse des capitaux qui partent dans le monde cherchent à s'employer.

» Fait remarquable : les capitaux, comme les insectes qui voltigent le soir autour des flammes, sont éblouis par les bénéfices exceptionnels. Ils imposent leur masse à la culture, en transformant la forme et l'esprit. Peu leur importe, ils ne sont pas, comme le paysan, attachés à la terre traditionnellement ; si les bénéfices disparaissent, sans aucun doute les actionnaires perdront tout ou partie de leur apport, mais pensent-ils à cette éventualité en période de prospérité ?

» Et d'ailleurs même si elle se réalise, la situation d'un actionnaire dont la fortune est disséminée dans de nombreuses entreprises est bien différente de la situation du propriétaire, car le premier conservera d'autres ressources, le second sera ruiné.

» Il y a à la base de l'antagonisme — d'ailleurs déplorable — entre la viticulture française et algérienne une différence de mentalité : l'une est viticole traditionnelle-

ment, l'autre ne l'est qu'à titre provisoire et tant que les bénéfices dureront (10).

Il semble qu'il ne faille pas trop insister sur le caractère provisoire de la viticulture algérienne ainsi que sur la désertion des capitaux : un vignoble ne peut être comparé à une usine, même si le rapport diminue, on continue à l'exploiter ; ce serait une erreur de sous-estimer le danger constitué par les grandes Sociétés nord-africaines.

Solutions proposées

Deux solutions sont envisagées afin de résoudre le problème viticole franco-algérien : l'une consiste dans l'aménagement du marché national ; l'autre, dans l'assimilation complète de la colonie à la Métropole au point de vue fiscal, économique et social.

Aménagement du marché

Les divers projets d'aménagement du marché proposent tous la répartition des quantités offertes à la vente, les différences proviennent de la base sur laquelle se ferait la répartition.

La C. G. V. (Confédération Générale des Vignerons) demande, à la Commission interministérielle de la Viticulture réunie le 13 décembre 1929 et le 13 février 1930, qui en a accepté le principe, un aménagement du marché payant en tenant compte des situations acquises, 80 p. 100 des besoins de la consommation taxée sont réservés à la France continentale, 14 p. 100 à l'Algérie, et tout ce qui pourra être repris sur les 6 p. 100 restants, représentant les importations étrangères, sera partagé proportionnellement entre les vignerons des deux rives de la Méditerranée.

(10) Sabadie. op. cit.

Le 13 mai 1932, la Commission de la Fédération des Associations viticoles se réunit à Paris et propose :

Lorsque la déclaration de récolte fera apparaître (France et Algérie comprise) des ressources dépassant 65 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage. La quantité excédentaire sera répartie entre la Métropole d'une part et l'Algérie de l'autre, proportionnellement au dépassement de leurs ressources respectives du chiffre de 55 millions pour la Métropole et de 10 millions pour l'Algérie.

Le projet de la Société des Viticulteurs de France (11) se base sur l'état des récoltes en France et en Algérie au cours des dix dernières années, c'est-à-dire de 1922 à 1932 :

	Métropole	Algérie
1922	72.142.897	7.513.596
1923	62.734.064	10.243.454
1924	71.604.075	10.167.456
1925	67.547.352	12.515.321
1926	44.116.219	8.481.919
1927	51.095.341	8.167.690
1928	59.985.564	13.729.201
1929	68.291.087	13.508.114
1930	48.196.699	14.056.356
1931	61.293.327	16.158.927

Moyenne des dix années pour la Métropole: 60.700.662 hectolitres.

Moyenne des dix années pour l'Algérie: 11.543.033 hl.

A la réunion du 6 juin 1932, la Fédération Méridionale du commerce en gros des vins et spiritueux a évoqué la question algérienne. Voici l'extrait du procès-verbal :

« Le problème algérien se pose et ce serait une erreur que de ne point s'en préoccuper. Mais les données de ce

problème sont complexes parce qu'il intéresse à la fois les viticulteurs et les commerçants des deux rives de la Méditerranée. Le commerce méridional est-il qualifié pour jouer en la circonstance un rôle d'arbitre ? Il semble qu'il serait prématuré de se prononcer.

» Mais le commerce méridional qui est intéressé à la solution de ce problème se doit d'exprimer son avis. M. Pradal estime que le développement continu du vignoble algérien conduirait à la ruine la viticulture tout entière et avec elle le commerce des vins. Sans doute il y a en Algérie des situations acquises qu'il est de toute justice de respecter. Cela n'empêche pas de prendre des mesures pour endiguer cette surproduction dangereuse, soit en interdisant les plantations nouvelles, tant en France, du reste, qu'en Algérie, soit par tout autre moyen équitable qu'il appartient au législateur d'imposer.

» A côté de ces mesures, il en est d'autres aussi efficaces et dont l'application immédiate est possible. Elles s'inspirent du souci de rechercher la qualité au lieu de se préoccuper surtout de la quantité. Elles se résument en ceci : meilleur aménagement du casier viticole. La loi du 4 juillet 1931 est un pas dans cette voie ; il faut, toutefois, que cette loi soit modifiée, que le casier viticole soit mieux aménagé et plus strictement appliqué. Le jour où l'Algérie ne pourra nous expédier que ses vins à fort degré, tels que son sol les produit naturellement, le jour où, en France, le degré minimum des vins admis à circuler sera relevé, la crise viticole sera en partie résolue. On ne comprendrait pas que l'Algérie inonde la France de vins de qualité courante de 9 à 10 degrés, alors que les vignobles algériens ne devraient produire normalement que des vins de 12 à 16 degrés. Les Algériens qui n'ont cessé de réclamer l'assimilation de l'Algérie à la Métropole, ne peuvent

que se rallier à cette solution qui réalisera l'égalité de traitement entre tous les viticulteurs » (12).

Enfin dans sa séance du 7 mai 1932, la Société d'Agriculture de l'Aude adopte à l'unanimité la résolution suivante :

« Profondément convaincu que c'est l'accroissement continu et exagéré du vignoble algérien et l'importation en bloc de ses vins sur le seul marché métropolitain qui constitue la cause essentielle de la crise, considère, comme absolument essentiel, de revenir à l'aménagement du marché national en laissant séparément à la France et à l'Algérie la responsabilité de leurs plantations et des conséquences funestes que peut avoir sur la situation du marché la production de quantités de vins excessives ;

» En conséquence, elle demande que la moyenne de la production des dix dernières années soit prise comme base du blocage ;

» Ces moyennes étant d'environ 55 millions d'hectolitres pour la France et de 10 millions pour l'Algérie, le blocage devra porter en France d'une part, en Algérie d'autre part, sur la production excédant ces moyennes » (13).

L'aménagement du marché apparaît la solution préférée des Associations professionnelles.

Assimilation complète

Une autre solution tendant à résoudre le différend franco algérien consiste dans l'assimilation complète de la colonie, telle qu'elle est préconisée par les projets d'Office National du Vin.

Il paraît excessif de réformer totalement le régime politique, économique, social, de tout un pays uniquement

(12) *Eclair* du 11 juin 1932.

(13) « Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Aude », 30 avril 1930.

dans le but de résoudre un aspect particulier de la vie économique: la question viticole.

Toute tentative d'accord a été, jusqu'à l'heure actuelle, vouée à l'échec, par suite de l'hostilité irréductible des Algériens. Ils repoussent les propositions qu'on leur présente sous prétexte qu'il s'agit avant tout d'un problème de qualité. N'est-ce pas là une diversion plutôt qu'une raison péremptoire. Pourquoi se dérober à toute discussion alors que l'intérêt bien compris des uns et des autres demande une entente basée sur la justice sociale. L'inégalité dans les conditions de production exige forcément un traitement différentiel, c'est l'équité qui le veut ainsi. Ces derniers temps, un aménagement du marché des sucres vient d'être conclu sur des bases équitables pour la Métropole et pour les colonies dans le cadre de l'accord international de Londres (plan Chadbourne); ne pourrait-on pas en faire autant en ce qui concerne le vin ?

CHAPITRE VII

L'Office National du Vin et les salaires dans la viticulture

Les projets d'*Office National du Vin* proposent encore la fixation d'un salaire minimum pour les ouvriers agricoles. Dans chaque département viticole, une Commission paritaire composée d'employeurs et d'employés, sous la présidence du préfet ou de son représentant, détermine, d'après le coût de la vie et le prix de revient du vin, la juste rémunération des travailleurs.

Dans l'intérêt général de la viticulture comme dans celui de la nation il convient que les ouvriers agricoles reçoivent des salaires leur permettant de vivre eux et leurs familles dans la dignité, l'aisance et la sécurité.

La main-d'œuvre entrant pour 65 p. 100 environ dans le prix de revient d'un hectolitre de vin, il importe qu'une correspondance s'établisse entre le juste salaire des travailleurs et le prix de l'hectolitre à la propriété, pour que ce salaire soit une réalité et que le chômage soit évité.

Le travailleur de la terre tout comme l'ouvrier des villes a droit à un minimum de bien-être. Il ne peut être aban-

donné à son sort, la loi doit le protéger et lui accorder les mêmes avantages sociaux qu'aux ouvriers d'usines. Si le travail de la campagne présente plus d'attrait, s'effectue dans des conditions plus saines, il faut reconnaître que les rigueurs des saisons le rendent parfois bien pénible. Les projets d'*Office du Vin* se proposaient de combler une lacune qui, d'ailleurs, n'existe plus à l'heure actuelle. La plupart des réformes : assurances sociales, allocations familiales, congés payés, fixation du salaire de base, sont appliquées à l'agriculture. Toutefois, l'idée lancée en 1935 avait un certain mérite.

La doctrine libérale qui ne voyait dans le travail humain qu'une marchandise comme les autres semble définitivement périmée. Aujourd'hui lorsqu'il s'agit de déterminer la rémunération de l'ouvrier, on doit tenir compte avant tout de la dignité de l'homme et aussi de l'aspect social de son activité.

« A côté de son caractère personnel ou individuel, le travail, celui-là surtout qui se loue au service d'autrui, présente un aspect social qu'il convient de ne pas perdre de vue. La chose est claire : à moins que la société ne soit constituée en un corps bien organisé, que l'ordre social et juridique ne protège l'exercice du travail, que les différentes professions, si étroitement solidaires, ne s'accordent et ne se complètent mutuellement, à moins surtout que l'intelligence, le travail et le capital ne s'unissent et ne se fondent en quelque sorte en un principe unique d'action, l'activité humaine est vouée à la stérilité. Il devient dès lors impossible d'estimer ce travail à sa juste valeur et de lui attribuer une exacte rémunération, si l'on néglige de prendre en considération son aspect à la fois individuel et social » (1).

(1) Encyclique « *Quadragesimo Anno* », 15 mai 1931.

De ce double caractère que la nature a imprimé au travail, résultent des conséquences très importantes pour le régime du salaire et la détermination de son taux. Trois éléments interviennent dans la fixation du juste salaire : la subsistance de l'ouvrier et de sa famille, la situation de l'entreprise, les exigences du bien commun.

La subsistance de l'ouvrier et de sa famille

Tout d'abord le salaire doit permettre à l'ouvrier de subvenir à son entretien et à celui de sa famille. Pour cela le patron est obligé de s'affilier à une caisse de compensation en vue d'assurer à son personnel le bénéfice des allocations familiales. La loi du 11 mars 1932 s'exprime de la façon suivante : « Tout employeur occupant habituellement des ouvriers ou des employés de quelque âge que ce soit et de quelque sexe que ce soit dans une profession industrielle, commerciale, agricole ou libérale, est tenu de s'affilier à une caisse de compensation ou à toute autre institution, agréée par le ministre du Travail, constituée entre employeurs en vue de répartir entre eux les charges des allocations familiales ».

Ainsi arrive-t-on à prévenir toute inégalité entre les exploitations suivant le nombre plus ou moins grand d'ouvriers pères de famille qu'elles emploient.

L'allocation, sorte de sursalaire familial, est due pour tout descendant légitime, reconnu ou adoptif, et pour tout pupille, aux conditions suivantes. Il faut :

Que l'enfant ou pupille réside en France ;

Qu'il soit à la charge de l'ouvrier ou de l'employé ;

Qu'il n'ait pas dépassé l'âge de l'obligation scolaire.

Toutefois l'allocation continue à être perçue jusqu'à 16 ans si l'enfant poursuit ses études ou est placé en apprentissage ou encore s'il est, par suite d'infirmités ou de mala-

die chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié.

En ce qui concerne le taux des allocations, il est fixé par arrêté ministériel dans chaque département, soit pour l'ensemble des professions, soit pour chaque catégorie professionnelle.

Le droit aux allocations pour les salariés se trouve garanti par un privilège général, ainsi que les créances des caisses de compensation pour les cotisations des employeurs.

Une telle législation aboutit au salaire familial relatif, c'est-à-dire proportionnel au nombre d'enfants qui, de fait, sont à la charge du salarié. On pourrait concevoir aussi un salaire familial absolu, c'est-à-dire invariable quelle que soit la situation familiale de l'ouvrier. On appelle salaire familial absolu, le salaire nécessaire et suffisant à l'entretien d'une famille ayant un nombre d'enfants déterminé pour une région et une condition sociale données.

Le salaire familial absolu n'encourage pas le développement exagéré de l'espèce humaine mais le salaire familial relatif possède le mérite d'être plus juste. Le bon sens français et le souci accentué du bien-être qui se rencontre dans toutes les classes de la société empêcheront la rupture dans l'équilibre démographique du pays. On peut faire confiance au peuple de France.

A quel titre doit-on payer un salaire familial ? En vertu de la justice commutative le travail a, de lui-même, une valeur familiale. Si le salaire n'était pas familial, il existerait une dette non acquittée qui entraînerait obligation à restitution.

En vertu de la justice sociale le travail ne possède pas cette valeur de lui-même, mais le bien général de la société.

té, dont la garde est confiée à la justice sociale, exige que le salaire soit familial.

Dans ces conditions, il devient impossible de ne pas consentir un relèvement de rétribution aux pères de famille (2).

La situation de l'entreprise

Dans la détermination des salaires on tient compte également des besoins de l'entreprise et de ceux qui assument la direction. Il serait profondément injuste d'exiger des salaires exagérés que les propriétaires ne sauraient supporter sans courir à la ruine et entraîner avec eux les travailleurs dans le désastre. Si les ressources manquent pour allouer aux ouvriers une équitable rémunération, soit que l'entreprise succombe elle-même sous le poids de charges injustifiées, soit qu'elle doive écouler ses produits à des prix injustement déprimés; « que tous, les ouvriers comme les patrons, s'appliquent, en parfaite union d'efforts et de vues, à triompher de toutes les difficultés et à surmonter tous les obstacles; que les Pouvoirs Publics ne leur ménagent pas, à cette fin salutaire, l'assistance d'une politique avisée » (3).

Inversement lorsque l'entreprise devient prospère, il apparaît parfaitement juste et légitime que les employés participent à sa prospérité. La revalorisation du prix du vin doit assurer normalement une meilleure rémunération de l'ouvrier viticole. Il conviendrait qu'un rapport raison-

(2) Il ne faudrait pas que la « mystique » des familles nombreuses fasse oublier le devoir d'assistance que les enfants doivent à leurs père et mère. En attendant la retraite pour les vieux travailleurs, il serait souhaitable que les individus ayant à leur charge des parents âgés, malades ou infirmes, concourent avec les chefs de famille pour le paiement des allocations. L'équité l'exige.

(3) Encyclique « Quadragesimo Anno ».

nable, tenant compte des intérêts respectables des uns et des autres, s'établisse entre le prix de vente du produit et le salaire payé aux travailleurs. Ce principe est basé sur la conception moderne du contrat de travail, on ne le considère plus comme un contrat de louage de services mais plutôt comme un contrat de société. D'aucuns employent même le mot de co-propriété.

Les exigences du bien commun

On doit s'inspirer enfin dans la fixation du taux des salaires des nécessités de l'économie générale. Il faut offrir à ceux qui peuvent et qui veulent travailler la possibilité d'employer leurs forces. Cette possibilité dépend, pour une large mesure, du taux des salaires qui multiplie les occasions du travail tant qu'il reste contenu dans de raisonnables limites, et les réduit, au contraire, dès qu'il s'en écarte. Un niveau ou trop bas ou exagérément élevé des salaires engendre également le chômage.

L'abaissement excessif des salaires en diminuant le prix de revient des produits semble faciliter la vente et par suite la production, mais il résulte une diminution du pouvoir d'achat chez les consommateurs, d'où décroissance de la vente et par suite de la production, ce qui aboutit au chômage.

L'élévation excessive des salaires augmente le prix de revient, paralyse la vente, diminue la production et cause, elle aussi, le chômage.

Le fait de comprimer ou d'élever indûment les salaires dans des vues d'intérêt personnel qui ne tiendraient nul compte de ce que réclame le bien général, est contraire à la justice sociale. Celle-ci demande que tous les efforts et toutes les volontés conspirent à réaliser, autant que faire se peut, une politique des salaires qui offre au plus grand nombre possible de travailleurs le moyen d'employer leurs

services et de se procurer ainsi tous les éléments d'une honnête subsistance.

« L'organisme économique et social sera sainement constitué et atteindra sa fin alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie, ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique, ont le moyen de leur procurer. Ces biens doivent être assez abondants pour satisfaire aux besoins d'une honnête subsistance et pour élever les hommes à ce degré d'aisance et de culture qui, pourvu qu'on en use sagement, ne met pas obstacle à leur destinée, mais en facilite au contraire singulièrement l'exercice (4).

Par ces diverses dispositions, l'*Office National du Vin* établit une coordination d'intérêts entre le producteur vigneron, le négociant en vins, le consommateur de la ville, et le travailleur salarié.

Au producteur vigneron, il assure un prix de vente rémunérateur pour le vin récolté en tenant compte des éléments qui entrent dans le prix de revient.

Au négociant en vins, il donne la certitude de percevoir un bénéfice raisonnable et d'échapper, par la stabilité des cours, aux mouvements de hausse et de baisse qui le ruinent.

Au consommateur de la ville, par la péréquation des prix d'achat et l'assainissement des transactions, il permet de se procurer à meilleur marché un vin de qualité payé plus cher au producteur.

A l'ouvrier agricole, il apporte l'assurance d'un salaire qui lui permette de vivre.

Une seule victime : le spéculateur. Celui-là sera touché et perdra même toute raison d'exister, puisque le vin cessera d'être une valeur cotée selon de violents soubresauts

(4) Encyclique « *Quadragesimo Anno* ».

avec des cours doublant ou diminuant de moitié en l'espace de quelques jours, variant de un à dix ou de dix à un en l'espace de quelques années.

L'Office National du Vin a la noble et très louable ambition de reformer l'unité du monde viticole rompue depuis les événements de 1907 et d'assurer la solidarité de la viticulture avec l'ensemble de l'économie française.

CHAPITRE VIII

L'Office du Vin et le Socialisme

Nous avons examiné toutes les critiques d'ordre technique, économique et social adressées à l'idée et au projet d'*Office National du Vin*. Reste un dernier reproche, dirimant aux yeux de la plupart de ses adversaires : l'*Office National du Vin* est une institution d'essence socialiste. Cette critique est-elle fondée ?

A considérer le socialisme du point de vue qui nous intéresse ici, deux traits essentiels le caractérisent :

I. — Le rattachement de l'économique à des fonctions directrices ;

II. — La socialisation des moyens de production.

Rattachement de l'économique à des fonctions directrices

Pour Durkheim (1), le socialisme est une « doctrine qui réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques ou de certaines d'entre elles qui sont actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la société.

Il importe de remarquer tout de suite qu'il s'agit de rattachement et non de subordination, on ne saurait trop

(1) Durkheim. *Le Socialisme*. Paris, Alcan, 1928.

insister sur cette différence qui est essentielle. Subordination implique étatisme et le socialisme ne se confond pas avec la doctrine étatiste. Les socialistes ne demandent pas que la vie économique soit dans la main de l'Etat mais soit en contact avec lui ; ils estiment que la vie économique doit réagir sur l'Etat au moins autant, sinon plus, qu'il doit agir sur elle. Dans leur pensée, cette mise en rapport doit avoir pour effet, non de subordonner les intérêts industriels et commerciaux aux intérêts politiques, mais plutôt d'élever les premiers au rang des seconds. Car une fois cette communication constante assurée, ils affecteraient beaucoup plus profondément qu'aujourd'hui le fonctionnement de l'organe gouvernemental et contribueraient dans une bien large mesure à en déterminer la marche. Bien loin de les reléguer au second plan, il s'agit plutôt de les appeler à jouer dans l'ensemble de la vie sociale un rôle autrement plus important que celui qui leur revient aujourd'hui, ou précisément à cause de l'éloignement où ils se trouvent des centres directeurs de la société, ils ne peuvent actionner ces derniers que faiblement et d'une manière intermittente. Même suivant les théoriciens du socialisme les plus célèbres, ce serait plutôt l'Etat tel que nous le connaissons actuellement qui disparaîtrait pour ne devenir que le point central de la vie économique, bien loin que la vie économique dût être absorbée par l'Etat. C'est pour cette raison, que dans la définition, nous avons emprunté, non cette rubrique mais l'expression développée et quelque peu figurée, « les organes conscients et directeurs de la société ». Dans la doctrine de Marx, par exemple, l'Etat en tant que tel, c'est-à-dire en tant qu'il a un rôle spécifique, qu'il représente des intérêts supérieurs à ceux du commerce et de l'industrie n'existerait plus. Les fonctions proprement politiques, qui sont actuellement sa

spécialité, n'auraient plus raison d'être, l'Etat n'aurait plus que des fonctions économiques ».

Le rattachement de l'économique aux centres directeurs et conscients de la société ne suffit pas, à lui seul, pour distinguer le socialisme des autres écoles.

Les catholiques sociaux, par exemple, constatent que les attributions de l'Etat vont en se développant, aussi demandent-ils une adaptation adéquate de ce dernier à ses nouvelles fonctions. Toutefois ils font remarquer que l'action de l'Etat dans l'ordre économique doit se conjuguer avec celle des individus et des groupes, non s'y substituer; son rôle doit être de coordination plutôt que d'exécution. Les catholiques sociaux traduisent leur programme par cette formule expressive: l'Etat doit se faire architecte et non maçon.

Il faut donc rechercher un second critère qui permette de donner à la doctrine socialiste sa physionomie propre. Ce second critère, que Durkheim ne semble pas avoir aperçu, paraît être la socialisation des moyens de production. En dehors de là on ne peut parler véritablement de socialisme.

Socialisation des moyens de production

Le socialisme a pour but la socialisation des moyens de production, socialisation indispensable pour mettre un terme à l'injustice qui est à la base du monde moderne. L'injustice de la société actuelle vient, non du fait de l'inégalité des conditions, mais du fait que cette inégalité n'est point parallèle à celle des mérites personnels. Cette absence de parallélisme tient à ce que l'égalité au point de départ n'existe pas entre les hommes; la situation est faussée par le fait que certains individus se trouvent à leur naissance, propriétaire d'un capital « talisman magique

dont la présence ou l'absence transforme notre vie entière » (2). En supprimant cette inégalité, le socialisme permettra de placer chaque travailleur au poste que lui assigneront ses aptitudes reconnues et cultivées par l'éducation commune. La socialisation des moyens de production entraînera donc un accroissement très sensible du bien-être matériel général par la possibilité qu'aura tout homme d'occuper la place où il est le plus apte dans un plan d'ensemble.

D'ailleurs aujourd'hui, l'appropriation privée est devenue un anachronisme. Le développement du machinisme a engendré la technique du travail collectif. Il existe donc une contradiction entre la forme du travail devenue collective et la forme de la propriété demeurée individuelle. Tous les désordres dont souffre la société actuelle ont leur origine dans cette contradiction, dans le fait que les moyens nouveaux de production sont appropriés individuellement par quelques capitalistes, que les prolétaires ont été exclus du bénéfice de la surabondance des richesses et n'ont trouvé « au bout de l'avoir humain si extraordinairement accru qu'un accroissement de misère et une servitude sans précédent » (3).

Les propriétaires rapidement saturés, les ouvriers dont la puissance est limitée au montant de leurs salaires ne peuvent se porter acquéreurs de toutes les richesses produites; d'où les crises de surproduction qui bouleversent périodiquement le monde moderne et ne disparaîtront qu'avec la forme capitaliste de la propriété, à laquelle elles sont attachées « comme le choléra au delta du Gange » (4).

La transformation du régime de propriété apparaît comme inéluctable. Les lois internes de la société actuelle

(2) Blum. *Bolchevisme et Socialisme*. Paris, 1924.

(3) Pirou. *Les Doctrines économiques en France depuis 1870*. Paris, A. Colin, 1934.

(4) Pirou. *op. cit.*

l'inclinent vers une société à propriété collective, laquelle « est préformée dans le régime capitaliste comme l'enfant dans le ventre de sa mère » (5). Toutefois le socialisme n'abandonne pas le recours à la force : « Nous demeurons un parti révolutionnaire en ce sens que des réformes totalisées ne parviendront jamais, selon nous, à transformer ce qui est l'essence et le cœur de la société actuelle, c'est-à-dire le régime même de la propriété... Le passage d'un ordre de propriété à un régime économique essentiellement différent ne sera pas le résultat d'une série de réformes additionnées... mais à un moment donné, quand on en sera venu à la question essentielle, au régime de la propriété, il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, catégorique... » (6).

Ainsi le deuxième critère du socialisme apparaît nettement : abolition de la propriété privée, source de tous les maux qui accablent la société contemporaine.

L'*Office National du Vin* répond-il aux deux caractères du socialisme orthodoxe ?

I. — On ne peut nier qu'il s'agit du *rattachement de la fonction viticole à un organe directeur*, en l'occurrence l'*Office National*. Cette institution dirigerait la production, la circulation, la répartition et la consommation du vin.

La production, en édictant des règles sévères auxquelles devra se conformer le viticulteur dans l'exploitation de son domaine : arrêt des plantations, distillation des excédents, élimination des vins anormaux ne pesant pas le degré voulu ou ne réunissant pas les qualités requises, interdiction des piquettes et substitution du vinage à la chaptalisation.

La circulation, en fixant le prix de rétrocession au com-

(5) Blum. *op. cit.*

(6) Blum. *Congrès de Tours, 1920.*

merce, les quantités de vin qu'il faut importer; en réduisant les offres par le blocage, le report, la distillation.

La répartition, en déterminant le prix d'achat du vin, le salaire minimum des ouvriers agricoles, les bénéfices du négociant, du détaillant.

La consommation, par la surveillance et la taxation, si c'est nécessaire, des prix au détail. Des rations supplémentaires accordées aux soldats et aux établissements de bienfaisance, des bons de vin distribués aux chômeurs en plus de leur allocation journalière assureront l'extension immédiate des débouchés.

Les économistes libéraux contestent le fait que les hommes soient capables moralement et intellectuellement de diriger leur économie, ils traitent dédaigneusement d'utopistes ceux qui affirment la possibilité d'une économie planée.

Les dirigistes, eux, se refusent à croire au déterminisme invincible des lois économiques. Il est inadmissible que l'homme, la seule volonté consciente et libre de la création, ne parviennent pas à dominer son régime des comptes, ne se rende pas maître de ses prix, alors qu'il a domestiqué non seulement les éléments déchainés de la nature, mais ce qui apparaît plus remarquable: ses propres instincts. Les hommes du ^{xx}e siècle qui disposent de ces esclaves géants: la houille, l'électricité, l'engrais; les hommes de l'automobile, du cinéma, de l'avion, de la radiophonie, etc., seront-ils désarmés en face de ce problème à la fois ridicule et tragique: comment allons-nous consommer les richesses que nous produisons? La destruction volontaire, la misère organisée, ne constituent pas les seules solutions à envisager; il faut aménager l'abondance et la mettre à la disposition de tous. L'être humain est-il condamné par une conséquence inévitable de la faute originel-

le à demeurer au service de l'économie ? Ne verra-t-on jamais l'économie au service de l'homme ?

II. — *L'Office National du Vin ne vise pas à la socialisation des moyens de production, il reste fidèle à la conception moderne du droit de propriété individuelle.*

Aujourd'hui la vieille idée du dominium romain comportant l'usus, le fructus et l'abusus, passée dans le Code civil, art. 544: « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue... » se trouve abandonnée.

Comme l'écrit M. Josserand (7): « Ce droit est empreint d'un individualisme outrancier, il envisage l'homme en tant qu'une fin se suffisant à elle-même plutôt que comme élément de la communauté, en tant qu'individu plutôt que comme cellule première de la société.

Ses partisans oublient que les droits se réalisent non dans le vide absolu mais dans un milieu social et que, dans une communauté vraiment organisée ils trouvent leurs limites dans les droits égaux d'autrui. Concédés par les Pouvoirs publics, ils ont une mission sociale à remplir, contre laquelle ils ne sauraient s'insurger; ils ne se suffisent pas eux-mêmes, ils ne portent pas en eux leur finalité, laquelle les dépasse en même temps qu'elle les justifie; chacun d'eux a sa raison d'être, son esprit dont il ne saurait se départir. Ce n'est pas en vue d'un but quelconque qu'ils peuvent être utilisés, mais uniquement en fonction de leur esprit, du rôle social qu'ils sont appelés à jouer; ce n'est pas à tort et à travers qu'ils peuvent être exercés mais à bon escient, pour une fin légitime et à raison d'un motif légitime...

M. Josserand conclut: « Le droit de propriété est absolu en ce sens qu'il est opposable à tous; il est relatif dans son

(7) Josserand. Cours de Droit Civil. Tome I. Sirey, Paris, 1932.

exercice, dans sa réalisation en ce sens qu'il ne peut être utilisé impunément que dans le plan de sa mission sociale ».

L'encyclique « *Quadragesimo Anno* » distingue les limites tracées au droit de propriété et celles tracées à l'exercice de ce droit.

Le droit même de propriété est limité par le droit résultant de la « nécessité extrême ou quasi extrême » du prochain. Devant cette nécessité le droit de propriété cesse au profit du prochain.

La nécessité est extrême lorsqu'il s'agit d'éviter la mort ou un mal équivalent et imminent. Elle est quasi extrême quand le mal n'est pas tellement imminent.

La nécessité dite « grave » du prochain, qui suppose un mal sérieux et imminent ne pouvant toutefois entrer en comparaison avec la mort, ne suffit pas pour faire cesser le droit de propriété, à moins que le propriétaire ne soit soumis, au regard de son prochain, à des obligations strictes d'ordre familial.

L'exercice du droit de propriété est limité par les exigences du bien public que l'Etat définit et sauvegarde en recourant à des mesures légales appropriées : conditions légales apportées à la validité des modes de transmission de la propriété, servitudes légales, expropriation, etc. Dans ses interventions, l'Etat use de son pouvoir de juridiction ; il régit simplement l'exercice du droit de propriété sans atteindre le droit lui-même.

Pour M. le Doyen Morin (8), le droit de propriété ne peut être exercé contrairement à l'utilité sociale : « Le droit de propriété tend à ne plus être considéré comme une fin en soi, mais comme un moyen pour atteindre un but qui est d'accroître la richesse générale, de contribuer

(8) Morin. La révolte des faits contre le Code. Paris, 1920.

à l'utilité sociale. Si le propriétaire détourne le droit de son but, l'exercice est dit abusif. *La propriété devient une fonction sociale* ».

A la conception individualiste de la propriété s'est substituée la conception sociale de la propriété individuelle.

La limitation de l'usage de la propriété est une conséquence du temps présent. *Roche-Agussol* (9) fait remarquer : « A notre époque la propriété est plus ambitieuse que jamais : propriété commerciale, littéraire, artistique. Elle s'applique à des objets de plus en plus nombreux : œuvres d'art, brevets, marques de fabrique, dessins et modèles. Par suite ces diverses propriétés tendent à se limiter respectivement : la propriété commerciale, par exemple, limite la propriété immobilière ».

Jusqu'ici nous n'avons cité que quelques opinions d'auteurs particulièrement autorisés en la matière, reflétant l'immense majorité de la Doctrine. La loi et la jurisprudence, de leur côté, développent et appliquent une conception analogue. Sans avoir la prétention de dénommer toutes les restrictions au droit de propriété, groupons-les sous trois titres en allant du général au particulier.

*Limitations dérivant de la fonction sociale
du droit de propriété, de son esprit et de son but*

Le droit de propriété ne doit pas être détourné de sa voie régulière, sinon le titulaire ne l'exercerait plus, il en abuserait, il commettrait un abus de droit et demeurerait responsable envers les victimes possibles. Sont considérés comme abusifs les actes qui procèdent de l'intention de nuire à autrui : tout usage malicieux et anormal de la propriété présente un caractère abusif. Plus généralement la tendance s'affirme de rendre le propriétaire responsable de toutes les fautes qu'il commet dans l'exercice de

(9) Roche-Agussol. Cours d'Economie Politique, 1932-1933.

son droit, et du moment qu'il en résulte un préjudice pour un tiers.

Restrictions établies dans l'intérêt de la collectivité

L'expropriation pour cause d'utilité publique est admise dans la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, art. 17 : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité ».

L'Etat soumet certaines cultures à des règles restrictives déterminées c'est ainsi que la loi de finances du 28 avril 1916, art. 180, formule plusieurs dispositions sur la culture du tabac.

L'Etat peut exproprier (loi du 21 avril 1910 et loi du 9 septembre 1919) le propriétaire foncier pour concéder la mine à un tiers, à une personnalité compétente, à une société qui en aura l'exploitation. La propriété jadis perpétuelle, n'est plus que temporaire; les concessions ne sont accordées que pour une période variant entre 50 et 99 ans suivant les cas.

*Restrictions commandées par l'intérêt
des propriétés voisines*

Il en est qui affectent la nature de véritables servitudes : écoulement des eaux, passage en cas d'enclave. D'autres se concrétisent dans des obligations mutuelles et précises mises à la charge des propriétaires voisins.

Les constitutions modernes contiennent des dispositions intéressantes sur le droit de propriété.

La constitution allemande s'exprime ainsi :

Art. 151. — « La vie économique doit être organisée

nager au mieux de l'intérêt des exploitants le droit de propriété des viticulteurs.

Roche-Agussol (10) pose la question sur son véritable terrain : quelle est la signification de la propriété viticole ? C'est la réalisation d'une valeur représentée par des produits matériels. La propriété n'apparaît génératrice de richesse que dans la mesure où elle donne des produits conservant une valeur minima. Défendre le prix du vin, c'est agir dans l'intérêt même de la propriété.

Ainsi que le fait remarquer M. Sabadie (11), pour que le droit de propriété soit complet, il ne suffit pas qu'il soit puissant, il faut qu'il s'accompagne d'un sentiment de sécurité. Cette idée de sécurité appliquée à la propriété, c'est tout d'abord l'assurance que l'on ne sera pas dépossédé de son bien, mais c'est aussi la certitude que la propriété donnera un revenu normal.

Comme le disait M. Germain Martin (12) :

« Je ne veux pas laisser aux exploitants les illusions et les charges de la propriété sans avoir aucune espérance de bénéfice... En effet, ce qui peut arriver de pire au détenteur de la propriété individuelle, c'est d'avoir cette détention sans aucun avantage car, fatalement et très rapidement, il sera évincé de sa propriété ».

Il est évident que, sans espoir de gain, le droit de propriété devient illusoire. Le propriétaire lui-même serait le premier à vouloir se décharger d'un fardeau trop lourd sans aucun profit pour lui ou ses ayants droit.

Le but de l'Office consiste donc en limitant, en aménageant le droit de propriété, de renforcer ce même droit, de donner à ses titulaires plus de sécurité et plus de pouvoir.

(10) Roche-Agussol. Cours d'Economie Politique, 1932-1933.

(11) Sabadie. op. cit.

(12) G. Martin. J. O. Déb. parl. Chambre Dép. S. O. 1931.

Qu'on ne vienne pas objecter : le dernier projet en date prévoit la nationalisation des grands domaines produisant plus de 10.000 hectolitres de vin. Nous répondrons : il s'agit d'une nationalisation facultative et celle-ci n'est pas de l'essence de l'institution, on peut très bien concevoir un *Office National du Vin* qui ne comporterait aucune mesure visant la détention des exploitations importantes. L'*Office du Blé*, par exemple, ne s'occupe nullement de nationalisation.

Le fait que l'Office encourage la vinification en commun dans des coopératives pourrait faire croire à un acheminement vers la socialisation. Il n'en est rien, la coopération en viticulture a simplement pour but le maintien de la petite propriété individuelle. Le traitement des récoltes dans les caves coopératives, s'effectuant dans des conditions avantageuses grâce aux secours apportés par les coopérateurs influents ou accordés par l'Etat, permet au paysan vigneron de conserver son modeste vignoble et même de l'agrandir.

Le fondement de toutes les dispositions est individualiste.

L'*Office National du Vin* n'innove pas en matière juridique, n'applique pas d'idées absolument nouvelles, il demeure fidèle à la conception classique de la propriété individuelle.

CHAPITRE IX

Vues d'avenir

L'idée d'un *Office National du Vin* ne peut être abandonnée, tôt ou tard le recours à l'économie dirigée s'avèrera indispensable en matière viticole, comme d'ailleurs dans les autres branches de l'activité nationale, quelques récoltes pléthoriques et ce sera la faillite, honorable si l'on veut, du système actuel. « Des débats de la Commission Interministérielle de la Viticulture, il ressort une crainte inexprimée formellement, mais qui perce dans tous les discours et dans les rapports: la peur de l'avenir. La législation actuelle, malgré sa complexité et son accablante rigueur, est désarmée vis-à-vis d'une grosse récolte; et telle qu'elle est, elle contribue à la plantation de nouvelles vignes et à encourager la production du vin.. Quelles mesures seront prises en 1938 si la future récolte s'annonce simplement normale dans toutes les régions ? Le statut viticole ne peut résorber les excédents... » (1).

On ne doit pas boudier trop longtemps l'évolution irrésistible des faits tant économiques que sociaux. Dédaignant la politique néfaste qui croit supprimer un état de

(1) J. Valéry. *Midi Vinicole* du 30 décembre 1937.

choses en l'ignorant, ne vaut-il pas mieux reconnaître ce qui est afin d'apporter sa modeste contribution à l'organisation future et inévitable ? « Gouverner, c'est prévoir » a-t-on coutume de répéter. Si, en 1930, la viticulture française n'avait pas reposé sur les vieux principes libéraux, les vigneronns auraient ignoré la misère de ces dernières années. D'ores et déjà il convient, sans être taxé d'utopiste, de préparer un avenir qui, peut être, n'est pas aussi éloigné qu'on pourrait le penser. Autrement dit : comment concevoir la nouvelle institution comment fonctionnera-t-elle, quelles seront les mesures à envisager ? Les développements qui vont suivre essayeront de répondre, autant que faire se peut, aux questions posées. Un projet d'ensemble, sans aucune prétention, clôturera les explications.

Organisme Professionnel

L'*Office National du Vin* doit être uniquement professionnel, tel est le résultat de l'expérience fournie par l'*Office du Blé*. Nous lisons, sous la plume autorisée de M. Pallier, président honoraire de la Chambre d'Agriculture du Gard (2) :

« Après une année de fonctionnement les producteurs de blé sont à même de juger et d'apprécier comment peut s'organiser l'*Office* dans l'intérêt des agriculteurs, des consommateurs, de la minoterie et du commerce des grains.

» Il apparaît, en effet, au principal intéressé dans cette question qui est l'agriculteur, producteur de la céréale noble, que les services mêmes de l'*Office* qui constituent son ossature administrative, doivent être strictement professionnels... »

(2) Bulletin Economique du P. M., 28 janvier 1937.

« Nous voudrions dégager les principes suivants :

» L'Office National du Blé peut et doit rendre de grands services à la production agricole par la stabilisation des cours à un prix fixé chaque année en tenant compte de l'importance des récoltes ;

» Pour répondre au vœu du monde agricole, l'Office doit être uniquement professionnel, avec le concours des délégués des ministères intéressés siégeant à titre consultatif, sans avoir droit de vote ;

» L'Office professionnel devrait être doté des pouvoirs nécessaires pour appliquer la loi et pour en assurer toute son indépendance ;

» Les professionnels doivent commander et contrôler le travail de l'Office, de façon à ce que toutes les questions intéressant la production soient étudiées avec méthode en collaboration avec les intérêts des consommateurs et de la minoterie.

Dans l'administration de l'*Office National du Vin*, il faudra donc éviter soigneusement toute ingérence non justifiée des Pouvoirs publics.

C'est aux intéressés eux-mêmes, groupés dans cet organisme professionnel, que revient le soin de réglementer la production, de contrôler l'écoulement du produit, de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les vignerons reçoivent le juste prix de leur travail. Ainsi les producteurs et les consommateurs seront soustraits à l'influence de la spéculation qui ne peut vivre que dans l'état d'inorganisation du marché.

Ni étatismisme, ni libéralisme, ni liberté spéculative d'une part, ni d'autre part mainmise de l'Etat sur le monde du travail.

Fixation du prix de vente

Si l'on veut que les viticulteurs participent à la rénova-

tion économique française, qu'ils reprennent l'exploitation normale de leurs vignobles, qu'ils puissent occuper le personnel que cette exploitation comporte et lui payer un salaire raisonnable, il faut leur en donner les moyens et pour cela fixer un prix normal et stable.

Par la méthode des corrélations, M. J. Milhau (3) a pu établir les conclusions suivantes relatives au prix du vin :

Tout se passe comme si le prix du vin dépendait uniquement de la récolte métropolitaine, à l'exclusion des stocks et de la récolte algérienne. Autrement dit : la production algérienne ne paraît jouer aucun rôle dans la formation du prix, seule la masse de vin récolté en France fait le prix sur le marché. Ce résultat paradoxal de l'étude statistique s'interprète par la théorie économique, mais celle-ci s'éclaire elle-même par l'analyse mathématique. Notre sujet ne nous permettant pas de pousser plus avant la démonstration, retenons simplement la conclusion.

La connaissance du coefficient de corrélation entre le prix du vin et la récolte métropolitaine autorise l'auteur à déterminer deux fonctions dans lesquelles la récolte est prise comme variable indépendante. Ces fonctions sont les suivantes :

$$p' = \frac{I}{100} (63,07 - 0,754 n) ; p'' = \frac{5701.I}{n^2}$$

I étant l'indice des prix de gros ; n la récolte métropolitaine en millions d'hectolitres ; p sera le prix moyen du vin rouge, type 9 degrés, au cours de l'année viticole (1^{er} octobre au 30 septembre).

On peut donc, quand on connaît la récolte métropolitaine, c'est-à-dire dès le mois de décembre, calculer le prix moyen du vin le plus probable pour l'année à venir.

(3) J. Milhau. Etude économétrique du prix du vin en France. Thèse Montpellier, 1935.

Ces formules ont été calculées sur la base 1919-1933.

Procédons à la vérification en tenant compte de la campagne 1935-1936. Le prix moyen du vin rouge (type 9°) s'établit à 66 fr. 50 pour la période qui va du 1^{er} octobre 1935 au 30 septembre 1936.

La récolte de 1935 s'élevait à 73 millions d'hectolitres, l'indice des prix de gros étant, en moyenne arithmétique, pour les douze mois de l'année viticole: $I = 374,4$.

On a distillé 12 millions d'hectos environ. Le jeu de l'art. 8 aboutit finalement à reporter sur la campagne 1936-1937 une certaine quantité de vin de la récolte précédente. Les trois dernières tranches ne furent rendues libres que par le décret du 25 septembre 1936. Les services officiels du ministère des Finances estiment à 5 ou 6 millions d'hectolitres l'importance des trois derniers dixièmes reportés ainsi sur le marché suivant. Il est permis d'évaluer à trois millions d'hectos, pour la France seule, la quantité de vin libéré par le décret du 25 septembre 1936.

En résumé, sur une récolte de 73 millions d'hectos, la distillation obligatoire a permis de détruire 12 millions et l'article 8 a organisé le report de 3 millions sur la campagne suivante. Tout s'est passé, en définitive, comme si la récolte de 1935 s'était trouvée ramenée, par le jeu combiné de l'article 8 et de la distillation obligatoire, à :

$$73 - (12 + 3) = 58 \text{ millions d'hectos.}$$

Voici les prix que les formules permettent de prévoir avec une offre ainsi réduite: $p' = 63,4$; $p'' = 72,4$.

$$\text{Soit un prix moyen de: } p = \frac{63,4 + 72,4}{2} = 67 \text{ fr., } 9.$$

Nous retrouvons à 2 p. 100 près le prix réel du marché.

Peut-on se servir de ces formules comme éléments de prévision ? Oui, répond l'auteur (4), sous deux réserves, dont l'une est d'ordre général relative au principe même de la méthode employée, alors que l'autre est spéciale à la situation actuelle de la viticulture.

« Nous avons plusieurs fois souligné dans notre « étude économétrique du prix du vin », que les indications de nos formules s'écarteront de plus en plus de la réalité à mesure que l'on s'éloignera de la période de base sur laquelle elles sont établies, c'est-à-dire l'intervalle 1919-1933. La demande finira par être influencée par des facteurs séculaires : goûts des consommateurs, par exemple, ou bien changement dans la loi de distribution des revenus. Il sera donc indispensable, dans quelques années, de calculer à nouveau les coefficients de corrélation et de modifier nos formules en tenant compte de la nouvelle valeur de la corrélation.

D'autre part, la viticulture vient de traverser une période critique. Nous voulons parler de l'accroissement des plantations algériennes. Le centre de gravité de la production viticole semble se déplacer de la Métropole vers l'Algérie. Les lois économiques suivant lesquelles s'équilibrent les facteurs du marché en sont affectées, et aussi la probabilité de nos prévisions ».

En attendant que les conditions qui viennent d'être exposées se réalisent, il est permis, en toute probité scientifique, de se baser sur ces méthodes économétriques, et ce sont elles qui retiendront notre attention lorsqu'il s'agira de calculer le prix moyen de la récolte future. Nous concluons, avec M. Milhau, « un instrument est mis à la disposition du monde viticole, il appartient aux

(4) L'économétrie et ses applications. « Revue d'Economie politique », janvier-février 1938.

intéressés de l'utiliser ». Le législateur lui-même possède un élément d'information précieux pour guider son action. Il peut relever le prix du marché en réduisant l'un des facteurs de l'équation: la quantité de vin produit, ou plus exactement, la quantité de vin mis en vente.

Nous proposerons la fixation du prix social uniquement pour la quantité de récolte correspondant aux besoins de la consommation. L'excédent sera payé à un prix inférieur, prix de rétrocession de l'alcool au carburant, ou plus généralement, le report devant être largement pratiqué, à un prix diminué des frais de conservation.

Cette différence de cotation permet de commencer les transactions dès le début des vendanges. Les besoins de la consommation étant connus ainsi que l'indice des prix de gros, on peut fixer le cours normal des vins à la fin août. La campagne des vins primeurs, représentant des intérêts légitimes, se trouve sauvegardée.

Le prix des excédents sera déterminé après la publication des déclarations de récolte au *Journal Officiel*, c'est-à-dire en décembre. Les quantités de vin excédentaires étant acquises à meilleur compte, il n'y a pas lieu de craindre des risques de perte pour l'Office national. Ce système possède, en outre, une autre qualité: la tendance vers un certain équilibre entre « les forces de la production et les besoins de la consommation » sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'arrachage. Les viticulteurs n'auront plus intérêt à récolter trop de vin, la rétribution accordée au-delà d'une certaine quantité ne constituera pas un encouragement à l'hypertrophie de la production.

La fixation du prix normal du vin serait-elle une nouveauté ? L'article 55 du Statut viticole codifié et les décrets qui l'ont suivi, stipulent que, dans la deuxième quinzaine d'août, le Gouvernement prendra un décret sur la libération de la première tranche de la prochaine récolte.

Un deuxième décret interviendra fixant le prix qui devra être atteint pour la libération de la tranche suivante.

La seule différence consisterait en ceci : avec l'Office le prix normal serait fixé par les représentants de la profession organisée tandis qu'actuellement la détermination du prix pour la libération des tranches suivantes est laissée à la libre initiative gouvernementale.

Le prix social, tel que nous le préconisons, semble répondre au vœu du monde viticole et du pays tout entier. Il représente le prix rémunérateur, le prix stable, le prix moyen.

Le prix rémunérateur. — Les Associations professionnelles ont toujours estimé que le prix du vin ne serait normalement valorisé s'il n'était établi en fonction du coût de la vie. L'indice des prix de gros permet justement de déterminer cette relation : le cours des vins dépendra, pour une large part, du prix des autres marchandises sur le marché. Ce qui importe au vigneron, c'est d'obtenir par la vente de sa récolte un pouvoir d'achat suffisant qui lui permette de se procurer les produits nécessaires à l'exploitation de son domaine, à sa subsistance et à celle de sa famille. Notre système, tenant compte des conditions économiques générales, paraît lui donner sur ce point entière satisfaction.

Le prix stable. — « Le mal de la viticulture française n'est pas un prix trop bas. C'est un prix trop irrégulier, un prix de fièvre où les maxima font naître l'illusion bien décevante d'une richesse facile et où les minima plongent les hommes dans une misère très réelle. Qu'on ne nous objecte pas que les bonnes années compensent les mauvaises, qu'il faut faire la moyenne. Recevoir 60.000 francs une année et 20.000 francs l'année suivante, cela fait bien

80.000 francs en deux ans; mais pourtant, le résultat n'est pas le même pour l'intéressé que de recevoir 40.000 francs par an » (5). Avec la fixation du prix normal du vin, plus de variations brusques dans les cours, plus de fluctuations excessives soumises aux caprices de la spéculation, mais la sécurité et la stabilité dans les transactions.

Le prix moyen. — Certains esprits bien intentionnés pourraient craindre que la taxation du prix à la production porte le vin à la consommation à un taux trop élevé. Nous croyons avoir précédemment montré que la méthode économétrique permet d'obtenir le prix moyen autour duquel oscillent les cours pratiqués sur le marché libre. Le prix social est donc le plus avantageux pour les producteurs, les consommateurs et les commerçants qui ne vivent pas des bénéfices de la spéculation mais de la juste rétribution de leurs services.

Il reste bien entendu que le prix social, établi pour un vin type, représente simplement un prix de base; on accorde une prime aux vins de qualité supérieure.

Cession au commerce et importation

L'affiliation à une cave coopérative est obligatoire pour la totalité de la récolte jusqu'à un certain nombre d'hectos, et au-delà, pour une partie qui ne peut, en aucun cas, être inférieure au dixième environ de la récolte normale. Les coopérateurs partiels assument la responsabilité des quantités de vin restant dans leur cave.

Les négociants ne sont autorisés à s'approvisionner ailleurs que dans les caves coopératives. Par elles passe, avant d'être cédé au commerce, tout le vin loyal et marchand produit dans les chais particuliers. Un échelonne

(55) Milhau. op. cit.

ment rationnel des ventes assure l'écoulement normal de la récolte: celle-ci est divisée en dix tranches et chaque mois on libère automatiquement une nouvelle tranche. Le paiement au producteur s'effectue parallèlement à la livraison: tous les mois la coopérative se charge d'un dixième et le paye. Un système de large crédit permet aux viticulteurs, pressés par des besoins d'argent, d'obtenir les avances nécessaires sur les tranches non encore libérées.

On pourrait concevoir un organisme qui grouperait les vins destinés à la vente: les négociants choisiraient alors librement le type qui convient le mieux à leur désir, s'approvisionneraient chez les récoltants et effectueraient les paiements par l'intermédiaire de la Caisse régionale de Crédit mutuel agricole. Éviterait-on ainsi toute collusion frauduleuse entre acheteur et vendeur? Nous ne le pensons pas. Il ne serait pas impossible au propriétaire peu scrupuleux de glisser, dans la quantité à livrer, quelques hectolitres de vin douteux, quitte à verser par la suite une ristourne au commerçant complice. Avec notre système cette possibilité de fraude n'existe plus: la coopérative ne cède au commerce que les vins normalement constitués et dirige impitoyablement les autres sur la distillerie ou la vinai-grie.

Il ne paraît pas que le transport des chais particuliers à la cave commune représente une charge onéreuse. L'équipement d'une coopérative comprendrait un ou plusieurs camions-citernes, et les livraisons dans les magasins des négociants suffiraient pour amortir le prix d'achat. Les silos ont adopté cette pratique qui a donné jusqu'ici de bons résultats.

Le monopole de l'importation revient de droit à l'Office. Le fait de réglementer, de discipliner la profession viticole apparaît illusoire si les vins étrangers peuvent librement venir concurrencer les vins indigènes. Le prix

de rétrocession des quantités importées est fixé par le Conseil central.

La vente à la consommation est libre. Le commerce assure la répartition dans les divers centres selon son bon plaisir et suivant des prix permettant de rémunérer ses services et de couvrir ses pertes. Il ne faut pas oublier que le vin constitue une marchandise essentiellement périssable, sujette à toute sorte d'altération. Néanmoins une surveillance étroite doit s'exercer sur les prix de vente au détail qui sont parfois quelque peu exagérés. Le recours à la taxation ne paraît pas souhaitable, tout au moins dans les circonstances présentes. La surveillance des prix devrait s'accompagner d'une active propagande.

La France est en retard sur ce point. L'Allemagne donne le ton : tous les ans, pendant une certaine période, a lieu la Fête du Vin. Les manifestations, organisées par l'Etat, se déroulent surtout dans les régions consommatrices ; la propagande doit atteindre les consommateurs et non les habitants des centres producteurs. L'Etat donne, à ses fonctionnaires, des instructions précises afin que ces fêtes connaissent le plus d'éclat possible. En 1936, il a été consommé, à l'occasion de ces bacchanales, 19 millions de litres de vin.

Pour écouler les stocks, on a recours au procédé curieux des villes marraines. Dans la ville marraine l'effort doit porter uniquement sur le type de vin produit par la commune filleule. Durant les fêtes, l'Etat, les villes abandonnent tous les droits fiscaux afin que la consommation soit activement poussée.

Des routes du vin sont également créées.

Avec le zèle obligatoire des autorités, on est parvenu à écouler tous les types de vin au point que les stocks de 1931 et 1932 augmentés de deux abondantes récoltes ont été consommés. L'Allemagne a doublé sa consommation.

Une propagande intensive porte également sur le jus de raisin: en 1936, 16 millions de bouteilles étaient livrées à la vente.

En France, l'A. P. V. doit constituer un service important de l'Office, rattaché au Conseil central. Rien n'est à négliger: congrès, presse, radio, cinéma, distribution gratuite. La publicité à l'étranger se fera en accord avec l'Office International du Vin. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui aucune entreprise industrielle, commerciale, agricole ne peut prospérer sans recourir à une puissante publicité. Pour le vin, le service de propagande existe, mais à l'état embryonnaire, l'Office national coordonnerait les efforts et obtiendrait alors des résultats tangibles.

Développement de la consommation

On ne saurait prétendre que la consommation a atteint son maximum, elle pourrait très bien être développée. L'abaissement des droits de circulation et des frais de transport sur les vins aurait sûrement un heureux effet sur l'extension des débouchés.

Les distributions de rations supplémentaires, et de vins chauds pendant l'hiver, aux soldats et aux établissements de bienfaisance sont à recommander afin de les faire participer aux bienfaits thérapeutiques du pur jus de la treille.

Pourquoi ne pas suivre l'exemple de la Hollande ? En présence de la crise intense de l'élevage, qu'a fait le Gouvernement de ce pays ? A-t-il décrété qu'on allait transformer les magnifiques pâturages qui font sa richesse en déserts ? Bien au contraire: il a décidé que tout chômeur recevrait chaque jour une ration de viande ; ainsi sont diminuées les allocations de chômage, ainsi sont alimentés des milliers de miséreux, ainsi est favorisée l'agriculture

hollandaise. En France, nation viticole par excellence, il faut instituer des bons de vin que les municipalités distribueront aux chômeurs, aux indigents, aux déshérités.

Le Français ne consomme annuellement que 1 k. 900 de raisins de table alors qu'un Bulgare en absorbe 20 kg., un Américain des Etats-Unis 14 k. 500 et un Italien 10 k. 500. Il est surprenant d'apprendre qu'il n'est consommé officiellement que 1 k. 900 par tête d'habitant dans un pays qui compte la vigne comme une des plus importantes parmi ses cultures nationales. La multiplication des stations uvales s'impose dans toutes les villes au point de vue économique et social. La valeur nutritive du raisin est depuis longtemps déjà reconnue par les sommités médicales : il contient de nombreuses vitamines et dans certains cas fait office de médicament facile à absorber. Quel docteur ne dit pas à ses malades : Mangez des fruits. Et les malades le voudraient bien, mais souvent ne le peuvent parce que le beau fruit est rare et cher. Là où les stations uvales existent, cet inconvénient ne se rencontre pas. Le raisin bien présenté, fraîchement cueilli, attire l'acheteur. Les résultats obtenus ayant partout été excellents, il convient de les diffuser. De la multiplication des stations uvales, les producteurs ont tout à gagner et comme les consommateurs n'ont rien à y perdre, c'est tout profit pour tout le monde. Les efforts méritoires des Comités en faveur de la consommation du raisin et du jus de raisin doivent être encouragés dans la plus large mesure (6).

Un autre moyen d'étendre les débouchés offerts aux produits de la vigne consiste dans l'utilisation rationnelle des moûts concentrés.

(6) A cette occasion il convient de souligner l'activité du Comité méditerranéen en faveur du raisin et du jus de raisin, pendant l'hiver 1937-1938, sur la Côte d'Azur. Cet exemple doit être suivi.

L'industrie des moûts concentrés n'est pas nouvelle. Elle procède d'expériences faites dès 1900 et qui se sont continuées jusqu'à la guerre. Leur application industrielle date de la période d'après-guerre et c'est surtout depuis une dizaine d'années que l'industrie des moûts concentrés a pris une grande extension. L'emploi de la chaptalisation, autorisée par la loi pour permettre de remonter une vendange insuffisante en sucre et d'obtenir par suite un vin de haut degré, a puissamment contribué à son développement.

Une partie du moût de la vendange ayant été privée d'une certaine portion de son eau donne un moût plus riche en sucre et en éléments constitutifs et c'est ce moût concentré qui, ajouté au moût ordinaire, le remonte, le corrige et permet d'obtenir un vin qui sera plus apprécié. Cette opération est obligatoire lorsque, en raison de circonstances spéciales de terroir ou de conditions atmosphériques défavorables, la vendange s'annonce pauvre en sucre et incapable de donner un vin atteignant le degré recherché. La concentration d'une partie de la récolte s'impose alors. C'est ainsi que de nombreux propriétaires ou industriels se sont équipés en vue de réaliser cette concentration. Leur nombre est déjà important, ils sont groupés en un Syndicat des viticulteurs-concentrateurs de France qui a son siège à Montpellier.

Parallèlement à l'industrie de la concentration s'est développée l'industrie des jus de raisin employés de plus en plus en thérapeutique. En principe ces jus ne sont pas concentrés. C'est le moût ayant le degré de dilution que lui a donné la vendange qui, après un traitement approprié, est livré à la consommation. Mais ici se présente une difficulté. Alors que les moûts concentrés destinés à la chaptalisation sont le plus souvent utilisés immédiatement et sans qu'on ait à s'occuper de leur conservation, les jus

de raisin doivent être stérilisés et stabilisés pour pouvoir supporter le transport et la conservation au-delà de la période des vendanges. On emploie pour cela la stérilisation par la chaleur ou le froid, le mutage par l'anhydride sulfureux, la conservation sous pression de gaz carbonique ou en frigorifique. Mais tous ces procédés ont leurs inconvénients et l'on a constaté qu'il y aurait souvent intérêt à concentrer le moût qui se conserve bien mieux sous cette forme et à l'expédier ainsi, surtout à l'étranger. Pour l'utilisation, il suffit de régénérer le moût en le diluant au fur et à mesure des besoins. Ceci montre que l'industrie du jus de raisin suscite la concentration et ne peut que tendre à la développer.

Il paraît superflu de s'appesantir sur la pratique technique de la concentration. Indiquons simplement que les appareils employés utilisent la chaleur sans vide (concentrateur Pépin, macérateur-concentrateur Barbet, appareil Aérrix de Prache et Bouillon) ou la chaleur avec vide (évaporateur Lemale, concentrateur Pingris, auto-concentrateur Cazagne, etc.).

L'utilisation de la chaleur sous dépression permet d'évaporer l'eau à une température ne dépassant pas 40 degrés et d'éviter ainsi de donner au jus un goût de cuit ou de caramel en même temps que les vitamines sont respectées.

Le froid est employé pour débourber, stériliser et conserver les moûts de raisin, mais c'est surtout dans la fabrication du jus de raisin médicinal, comme cela se pratique au frigorifique de Nissan (Hérault).

Les moûts concentrés sont obtenus en partant de jus mutés à l'acide sulfureux à des taux de concentration variables suivant l'usage envisagé. On arrive facilement à 36 degrés Baumé.

Les moûts concentrés se conservent très facilement. Il

suffit de les tenir à l'abri de l'air pour éviter qu'une légère fermentation se produise à la surface. Une particularité mérite d'être signalée: le transport ne peut se faire dans des fûts ordinaires, car, étant très avides d'eau, les moûts concentrés dessèchent le bois et les fûts coulent. On doit donc les transporter dans des fûts métalliques ou verrés à l'intérieur.

On objecte que la concentration des moûts nécessite un matériel coûteux, que l'opération est possible seulement dans les grandes exploitations ou les usines spécialement outillées. C'est une erreur de croire à la nécessité d'un outillage développé. Il existe des appareils très simples, relativement peu coûteux, qui effectuent cette opération dans les meilleures conditions. On construit des appareils portatifs, de rendement moyen qui, à la manière des alambics ambulants, peuvent se déplacer facilement d'une propriété dans une autre. Les caves coopératives peuvent très bien adjoindre à leur installation déjà si perfectionnée un appareil destiné à concentrer les moûts. Un effort dans ce sens mérite d'être tenté car il s'agit là d'un débouché pratiquement illimité et entièrement nouveau. Un peu de bonne volonté suffirait pour tirer un parti considérable du secours que peut apporter la concentration des moûts à la viticulture.

On ne saurait envisager la suppression des vins de sucre, mais l'emploi des moûts concentrés doit être rendu obligatoire. M. Miroir-Malvezin, œnotechnicien distingué, écrit (7) : « Les vins enrichis avec ces moûts ont été classés nettement supérieurs aux vins témoins ou chaptalisés avec du sucre de betterave ou de canne ». Cette référence suffit pour démontrer le bien-fondé de notre prétention qui, d'ailleurs, se rencontre avec le désir plusieurs fois répété des associations professionnelles.

(7) « Bulletin Economique de l'E. », 23 février 1932.

L'Afrique du Nord offre un immense débouché à l'industrie des moûts concentrés. Les populations musulmanes s'empresseraient de consommer un produit qui, sous sa forme naturelle, leur est interdit par le Coran. Le différend franco-algérien serait en partie résolu si on pouvait arriver à écouler sur place une fraction importante de la récolte; tout le mal provient, en effet, du fait que l'Algérie envoie la totalité de sa production viticole sur le marché métropolitain. L'emploi des concentrés tend à l'apaisement du conflit.

D'autres voient dans cette industrie un moyen pratique de stocker les récoltes et de les transporter économiquement au loin, à l'étranger ou aux colonies.

Ces divers aperçus sur la chaptalisation, la consommation, le transport montrent l'importance de la question, nous n'insisterons pas davantage.

Politique de qualité

Un facteur primordial de la consommation réside dans la qualité. Celle-ci exige d'abord que les sous-produits soient rigoureusement éliminés et cette élimination ne peut s'obtenir d'une façon satisfaisante si tous les producteurs ne sont pas contraints, tous les ans, à fournir de l'alcool vinique. Cette prestation possède le grand avantage de provoquer un assainissement en qualité et en quantité.

Le petit vigneron pêche par ignorance, il faut l'instruire et lui prouver qu'il a intérêt à distiller les sous-produits. La qualité du vin représente la meilleure réclame auprès du consommateur : bonne marchandise, grande consommation. Après réflexion, le petit vigneron sera le premier à demander l'application de la loi, il ne voudra pas que le consommateur boive du vin de presse

ou du vin de lie quand les bons vins de goutte sont en excédent.

Les premiers mois de la campagne, on se plaint, avec juste raison, que les récoltes de qualité douteuse pèsent sur les transactions. Leur disparition, par la prestation obligatoire d'alcool vinique appliquée à tous les viticulteurs, ne pourrait que susciter un allègement du marché et une diminution non négligeable des quantités offertes à la vente.

Le motif invoqué, dans certaines contrées, pour réclamer le bénéfice de l'exonération — défaut de matériel et d'usines nécessaires à cette fourniture — ne saurait être retenu.

Quand on voit avec quelle facilité d'importantes usines nouvelles sont créées dans le Midi, où pourtant il n'en manquait pas, par des firmes venues du Nord, on est fondé à penser que si on faisait appel, dans les pays où ils font défaut, à des professionnels soit du Nord, soit du Midi, ceux-ci n'hésiteraient pas à déplacer leurs alambics roulants pour aller satisfaire les besoins d'une clientèle assurée.

Aussi a-t-on pu dire que la prestation obligatoire d'alcool vinique appliquée à tous les vigneron contribuerait à éliminer de la consommation les « queues de cave », et par suite à affermir la qualité des vins.

Il serait bon d'interdire aussi formellement la fabrication des piquettes ; pourquoi cette situation paradoxale qui consiste à permettre un succédané alors qu'il existe trop de vins d'excellente conformation ?

Une surveillance sévère doit s'exercer à la production comme à la consommation afin de faire respecter les dispositions légales. Cette surveillance s'opèrera d'autant plus facilement que les chais particuliers seront moins

nombreux, les coopératives groupant, dans chaque village, les petits et moyens vigneron.

La livraison des vins douteux aux flammes de l'alambic, ainsi que nous l'avons envisagé précédemment, complète d'une façon heureuse la politique de qualité, un des buts principaux de l'Office national.

Résorption des excédents

Après la satisfaction développée des besoins, l'élimination rationnelle des vins anormaux, l'arrêt des plantations, il peut rester des excédents, quelle sera leur destinée ? A l'heure actuelle, ce qui manque au marché des vins, ce qui manque à la production vinicole, c'est un élément régulateur, surajouté en quelque sorte à la production proprement dite, capable d'égaler le marché, d'absorber le trop plein quand il s'en produit et d'écouler ce dernier quand la récolte s'avère déficitaire.

Dira-t-on qu'au cas de récolte pléthorique, *c'est à l'exportation qu'il convient d'avoir recours ?*

De 1865 à 1880 notre exportation était en moyenne de 3 millions d'hectolitres; de 1900 à 1912, elle est passée à 2 millions d'hectos environ; ces dernières années, sortent de France à peine 800.000 hectos, dont 220.000 vont aux colonies. C'est peu pour un pays qui, comme le nôtre, produit le plus de vins et les plus grands crus du monde. Mais parler d'ouvrir à nos vins des frontières, c'est songer à entamer des pourparlers ou des négociations; or, si les conventions comportent des avantages, elles entraînent forcément des concessions correspondantes au détriment d'autres branches de la production nationale. Sait-on quelles seraient les branches sur lesquelles les concessions pourraient être faites, et a-t-on mesuré leur importance et leur étendue ? A-t-on seulement envisagé la physionomie

générale des marchés du monde et les facultés de pénétration qu'ils présentent ? S'est-on rendu compte du mouvement formidable que la crise économique a engendré et des modifications radicales qu'elle a produites ? De nouveaux pays, nés d'hier à la viticulture, d'importateurs qu'ils étaient sont devenus exportateurs. Sur le continent européen, là même où notre activité aurait le plus de chances de succès, les barrières douanières, loin de s'abaisser, semblent vouloir se fortifier encore davantage.

Non, il ne faut pas se leurrer. Pour les vins communs, de consommation courante, l'exportation ne paraît pas la panacée à attendre. Seuls les vins de choix, les vins de cru qui ont porté si haut le prestige et la renommée de la viticulture française, qui sont, quoiqu'on veuille et quoiqu'on fasse, inimitables et incomparables, ceux-là seuls peuvent prétendre à augmenter le nombre de leurs conquêtes. Il va sans dire que l'exportation ne saurait être négligée mais il serait chimérique de fonder sur elle de trop vastes espoirs.

Doit-on avoir recours à la distillation ? La chaudière permet de faire disparaître les vins défectueux ou trop légers, d'utiliser les sous-produits de la vendange : mares et lies, mais est-ce aux flammes de l'alambic à résorber les excédents ? On s'est plu à qualifier la distillation : « soupape de sûreté de la viticulture », cela ne veut nullement dire qu'il faille détruire, tous les ans, des quantités énormes de richesses mais bien plutôt que, si une année, la nature se montre trop libérale, la distillation rétablit l'équilibre. A l'époque actuelle, c'est régulièrement que l'on oblige les vignerons à fournir des prestations d'alcool. En dégageant le marché vinicole, on encombre le marché des alcools, ce qui occasionne à l'Etat des dépenses énormes. Même en admettant que la destruction de

richesses constitue une opération normale, obtiendrait-on le résultat cherché au cas de récolte pléthorique ? Il ne semble pas. Certains spécialistes des questions viticoles ont démontré que l'abaissement des plafonds d'exonération, suivi de la distillation obligatoire pouvant aller pour les gros propriétaires jusqu'à la moitié de leur production, n'arriverait pas à l'assainissement complet du marché. Des difficultés surgissent pour trouver 4 millions d'hectolitres destinés à la chaudière, que se produirait-il si 20 millions d'hectolitres devaient être retirés des quantités offertes à la vente ?

Que penser du report ? Cette opération permet d'écouler, les années déficitaires, les excédents des récoltes pléthoriques. On adapte ainsi, sans se rendre coupable de forfaiture, à des besoins normaux et réguliers, une production variable, irrégulière et à tendance excédentaire. Des calculs précis prouvent que le report supprimerait le recours à la distillation obligatoire.

M. Henri Vic fait observer (8) :

« La somme des récoltes, au cours des sept dernières années (1931-1937), durée largement suffisante pour asseoir un jugement solide, donne un total de 512 millions d'hectolitres, soit une moyenne de récolte annuelle de 73 millions 142.000 hectos, chiffre égal aux 73 millions fixés par M. Dubois et la Commission Interministérielle de la Viticulture pour équilibrer les besoins ».

M. Degrully était déjà arrivé à un résultat analogue pour la période 1900-1910. Mettant d'un côté la production, et de l'autre : la consommation taxée, la consommation en franchise, l'excédent des exportations sur les im-

(8) « Bulletin des Halles », 28 janvier 1938.

portations, les déchets et consomme dans le commerce, la distillation libre et la transformation en vinaigre, il concluait qu'on ne saurait accuser le vignoble français de surproduction.

Comment réaliser le report ? Certes, il ne peut être question d'obliger le vigneron à garder ses foudres pleins en attendant l'acheteur, ce serait matériellement difficile pour ne pas dire impossible, mais on peut très bien réaliser, semble-t-il, la conservation des quantités de vin excédentaires dans des chais nationaux construits à cet effet. Avec les progrès de la technique moderne, l'organisation du report ne paraît pas présenter de sérieuses difficultés ; dans tous les cas, c'est la solution la plus logique et la plus rationnelle.

Déclaration de récolte

Pour pratiquer un stockage convenable, il convient de réformer catégoriquement la déclaration de récolte. Celle-ci doit permettre, d'un simple examen, de se rendre compte si la déclaration de tel ou tel viticulteur est exacte. Elle doit aussi pouvoir renseigner exactement les services chargés de la surveillance et de l'exécution des textes de lois. Le but principal réside dans l'estimation mathématique de la fraction de récolte qu'il faut, tous les ans, enlever du marché. Pour cela, il est indispensable que chaque viticulteur soit tenu de déclarer l'étendue de son vignoble et, dans une colonne voisine, les quantités de vin qu'il désire mettre à la vente. C'est sur ce total destiné à la vente que l'on détermine, s'il y a lieu ou non, au stockage et dans quelle proportion il devra s'exercer.

Continuer à se baser sur la déclaration totale de récolte est un leurre et une tromperie. Au moment ultime de faire, à la mairie, leur déclaration, un grand nombre de

viticulteurs ne savent pas et ne peuvent pas savoir la quantité exacte qu'ils possèdent dans leurs foudres. D'autres, pour échapper au blocage ou à la distillation obligatoire, réservent par devers eux les besoins de la consommation familiale. D'autres encore, pour des raisons de prestige, déclarent plus que ce qu'ils récoltent en réalité sans toutefois dépasser les plafonds d'exonération. D'après ces quelques observations, l'inexactitude de la déclaration totale de récolte apparaît clairement.

Il est évident, sans avoir à le prouver par une longue démonstration, que dans le cas où quelques millions, prévus comme devant être retenus pour la consommation en franchise, se déversent sur le marché de la consommation taxée parce que d'autres millions non déclarés ont pris leur place, l'équilibre recherché, suivant la formule bien connue, « entre les forces de la production et les besoins de la consommation » se trouve brutalement et dangereusement rompu. Ces millions inattendus surchargent, il est aisé de le comprendre, le plateau des disponibilités.

Faire déclarer ce que chacun veut mettre à la vente constitue le seul moyen d'aboutir à un résultat satisfaisant. L'administration, devant établir ses propositions en vue d'assainir le marché, n'aurait plus, comme il en fut jusqu'à présent, à mettre en balance les disponibilités totales avec la double consommation taxée et en franchise, mais d'une part les quantités effectivement mises à la vente et précisément connues; d'autre part, les seuls besoins de la consommation taxée dont la prévision peut se fonder sur des bases sérieuses.

Simplification des données du problème ayant indubitablement pour conséquence plus de rigueur dans sa solution, c'est-à-dire dans la détermination de l'excédent qu'il importe de dégager aussi exactement que possible.

Certains vont plus loin, et demandent que chaque viti-

culteur soit dans l'obligation de garder en sa possession une certaine quantité de vin destiné à ses besoins personnels, ceux de sa famille et de ses employés.

Le tableau des déclarations de récolte doit permettre aussi de contrôler les arrachages de vignes et les plantations nouvelles. Il faut qu'on puisse facilement comparer, d'une année à l'autre, les fluctuations de l'aire du vignoble. Aujourd'hui, si l'on examine les chiffres de la statistique officielle ayant trait aux superficies plantées et à la production en France ou en Algérie depuis dix ans, on remarque que le chiffre de la production est lié de très près au nombre d'hectares, de telle manière que la surface des vignes en production diminue ou augmente comme la récolte elle-même, bien que la culture de la vigne ne soit pas une culture annuelle. C'est encore une preuve indéniable de l'inexactitude de la statistique.

Une heureuse réforme s'impose. La déclaration des quantités mises à la vente, telle qu'elle est réclamée par la plupart des Associations viticoles professionnelles, semble la réaliser.

Fonds de roulement

Les ressources de l'*Office National du Vin* sont assurées par les revenus des droits de douane, le produit d'une quote-part des droits de circulation et le rendement d'une taxe perçue sur les ventes. Les charges supportées par le vin doivent, en toute justice, profiter à la viticulture. Toutefois, on ne peut exiger le versement de la totalité des droits de circulation dans les caisses de l'Office; la perte de cet impôt creuserait dans le budget de l'Etat un déficit beaucoup trop important. Quant à la légère redevance prélevée sur chaque hectolitre vendu, elle sera largement compensée dans le prix de vente par la suppression de la

fraude et de la spéculation. Le fonctionnement de l'Office National ne fait donc pas appel au crédit de l'Etat, c'est là une mesure heureuse qu'il convient de souligner. Il reste bien entendu qu'une avance de fonds s'avèrera indispensable au moment de l'organisation, mais après, en période normale, l'institution pourra se suffire à elle-même.

L'aide des Pouvoirs publics doit aussi intervenir pour la construction des caves coopératives de vinification et des chais nationaux. Deux faits — la suppression de nombreuses allocations de chômage et le regain d'activité accordé à l'organisme économique du pays — diminuent, dans une large mesure, l'importance des crédits sollicités.

La question argent ne paraît pas devoir arrêter la création de l'*Office National du Vin*.

Voici un projet d'*Office National du Vin* tel qu'on pourrait le concevoir d'après les opinions précédemment formulées :

Article 1. — Il est créé un Office national interprofessionnel du Vin.

Cet Office constitue un établissement public, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé, pour ses opérations financières, sous le contrôle du ministère des Finances et, pour sa gestion technique, sous le contrôle du ministère de l'Agriculture.

Le directeur de l'Office est nommé et révoqué par décret du ministre de l'Agriculture, pris sur la proposition du Conseil central.

Art. 2. — Le budget de l'Office est soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances.

L'agent comptable de l'Office est nommé par décret pris

sur la proposition du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances. Il est justiciable de la Cour des Comptes et soumis aux vérifications de l'inspection des Finances.

Un contrôleur financier, placé sous l'autorité du ministre des Finances, exerce le contrôle du fonctionnement financier de l'Office. Sa compétence s'étend à toutes les opérations susceptibles d'avoir une répercussion financière directe ou indirecte.

Art. 3. — L'Office National du Vin est administré par un Conseil central composé de trente-cinq membres désignés de la manière suivante :

20 représentants des producteurs de vin dont la profession de viticulteur est l'occupation principale et habituelle :

10 désignés par les coopératives viticoles ;

10 désignés par les syndicats professionnels.

Dans la désignation des représentants, il est tenu compte, pour chaque région, de l'importance de la production.

9 représentants des consommateurs :

3 désignés par la fédération nationale des coopératives de consommation ;

3 désignés par la confédération générale du travail ;

2 désignés par la confédération française des travailleurs chrétiens ;

1 désigné par la confédération nationale de l'artisanat français.

3 représentants du commerce de gros.

3 représentants du commerce de détail.

Tous ces membres sont nommés pour trois ans et renouvelables par tiers tous les ans : chaque renouvellement aura lieu avant le 15 août.

Le directeur de l'Office, 1 représentant du ministre de l'Agriculture, 1 représentant du ministre des Finances, 1 représentant de la Caisse Nationale de Crédit Mutuel Agricole et l'administrateur des Contributions Indirectes assistent aux séances du Conseil Central avec voix consultative.

Art. 4. — Il est institué, dans chaque département producteur de vin, un comité d'organisation et de contrôle de la production et de la vente du vin, chargé d'émettre tous avis utiles sur les mesures intéressant la régularisation des cours, l'organisation de la production viticole, et de fournir à l'*Office National du Vin* toutes les indications qui lui sont nécessaires.

Le Comité départemental est composé de représentants des producteurs, des consommateurs et du commerce dans les mêmes proportions et dans les mêmes conditions que les membres du Conseil Central. Les représentants de l'administration sont désignés par le préfet; le président de la Caisse régionale remplace le délégué de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Les Comités départementaux jouissent de la personnalité civile.

Leur budget, approuvé par arrêté ministériel comprend, en dehors de leurs recettes normales, les subventions des départements et des communes, ainsi que celles qui pourraient leur être allouées par l'Office national interprofessionnel du Vin. Un décret, contresigné par les ministres de l'Agriculture et des Finances, détermine les conditions de fonctionnement et de contrôle administratif et financier des Comités départementaux.

Art. 5. — Les Comités départementaux décident s'il y a lieu de provoquer et de faciliter la création de nouvelles caves coopératives de vinification partout où le besoin

s'en fait sentir et interviennent pour régler les différents pouvant se produire au sujet de la zone d'action des caves coopératives.

L'affiliation à une cave coopérative est obligatoire pour la totalité de la récolte jusqu'à un certain nombre d'hectos, et au-delà, pour une partie qui ne peut, en aucun cas, être inférieure au dixième environ de la récolte normale.

Les coopératives peuvent modifier leurs statuts et accepter comme usagers tous producteurs de vin, propriétaires exploitant eux-mêmes ou à mi-fruits, fermiers ou métayers qui ne sont pas membres de la coopérative.

Les usagers participent aux charges de gestion de la coopérative proportionnellement aux quantités livrées par eux.

Les viticulteurs non encore coopérateurs ont la possibilité de le devenir pourvu qu'ils s'engagent à remplir les obligations statutaires.

Chaque producteur a la faculté de s'adresser à la cave coopérative de son choix, mais il ne peut appartenir qu'à une seule coopérative par exploitation.

Les gérants des coopératives ne peuvent directement ou indirectement par personnes interposées se livrer à aucune exploitation commerciale.

Toutes les coopératives peuvent recevoir de l'Office national des subventions leur permettant de faire face à leur frais de gestion.

Art. 6. — Tout viticulteur doit fournir, proportionnellement aux quantités destinées à la vente, une certaine prestation d'alcool vinique.

Toute nouvelle plantation est interdite. L'emploi des moûts concentrés devient obligatoire dans la fabrication des vins de sucre. Les piquettes sont prohibées.

Art. 7. — L'Office national prend en charge la totalité

de la récolte: les vins remplissant les conditions de bonne qualité et titrant le degré minimum, fixés suivant la région, sont laissés à la vente; le reste est abandonné à la distillerie.

Art. 8. — Les prix officiels et les barèmes à appliquer sont affichés à la porte de la mairie dans chaque commune ainsi qu'au siège des coopératives à une place où ils sont facilement lus.

Les négociants en vins ne peuvent s'approvisionner que dans les caves coopératives.

En cas de désaccord entre les vendeurs et les acheteurs sur la qualité du vin, le Comité départemental arbitre sans appel.

Art. 9.— Le contrôle de l'Office national s'exerce effectivement sur les Comités départementaux, les coopératives et les négociants pour assurer la stricte application des dispositions du présent projet, et notamment le respect de l'échelonnement des ventes, la régularité des prix et des qualités de vin.

Une somme de x frs est prélevée sur chaque hectolitre de vin vendu par les caves coopératives. La perception, pour une moitié au profit des Comités départementaux et pour l'autre au profit de l'Office national, est effectuée par les soins des Comités départementaux auprès des coopératives.

Art. 10. — Dans la deuxième quinzaine d'août, le Conseil Central fixe le prix social du vin pour la fraction de la future récolte correspondant aux besoins de la consommation, en se basant sur les formules suivantes:

$$p' = \frac{I}{100} (63,07 - 0,754 n); p'' = \frac{570.I}{n^2}$$

I étant l'indice des prix de gros ; n les besoins de la consommation en millions d'hectos ; p sera le prix moyen du vin rouge, type 9°.

Toutes les décisions du Conseil Central et des Comités départementaux sont prises à la majorité absolue de leurs membres.

Toutefois les décisions concernant la fixation du prix ne sont exécutoires qu'à la majorité des deux tiers.

Dans le cas où cette condition ne se réalise pas, le Conseil National Economique prend la décision en tenant compte des éléments déterminés au premier alinéa du présent article.

Le prix fixé s'applique au vin de qualité loyale et marchande. Un barème établi par le Conseil Central détermine le montant des primes accordées suivant la qualité des vins livrés.

Le Conseil Central applique l'échelonnement des ventes de façon qu'une première tranche soit libérée dès le 1^{er} septembre et toute la récolte écoulée à la fin de la campagne.

Art. 11. — Chaque viticulteur doit déclarer :

1° Le nombre d'hectares de vigne en production ;

2° Le nombre d'hectolitres de vin qu'il désire vendre.

Art. 12. — Dès la publication au *Journal Officiel* de la déclaration totale de récolte, le Conseil de l'Office se réunit pour déterminer, d'après les disponibilités existantes, la qualité et l'espèce des vins étrangers qu'il apparaît indispensable d'importer. Le recours à l'importation n'a lieu qu'au cas d'insuffisance quantitative ou qualitative des vins français ; en particulier, pour les coupages, on utilisera de préférence les vins fortement alcoolisés de l'Afrique du Nord.

Pour les opérations d'importation, l'Office national peut

faire usage de tels organismes administratifs ou intermédiaires, agents commerciaux, courtiers, qu'il juge nécessaire à ces transactions.

Le prix de rétrocession des vins importés est fixé par le Conseil.

En cas d'excédent de récolte, le Conseil Central détermine les quantités de vin qu'il convient de stocker dans les chais nationaux construits à cet effet. La distillation obligatoire devient une mesure purement accessoire, elle n'intervient que les années où son action s'avère indispensable.

Les charges sont réparties sur tous les viticulteurs mettant du vin à la vente suivant un barème progressif, et le prix des quantités excédentaires est fixé par le Conseil de l'Office, compte tenu des frais de conservation, des pertes possibles, des déchets et consume, etc...

En cas de récolte déficitaire, le stock de sécurité, constitué en application du paragraphe précédent, peut, après avis du Conseil Central, être mis sur le marché.

Art. 13. — Les coopératives sont tenues de se porter acquéreurs au prix et dans les conditions fixés par l'Office national, sous réserve de respecter l'échelonnement prévu à l'art. 10 in fine, de tous les vins qui leur sont offerts.

Le paiement s'effectue, tous les mois, parallèlement à la livraison.

La partie de la récolte, retenue par application de l'échelonnement, peut faire l'objet d'un warrant souscrit par l'emprunteur à l'ordre de la coopérative dont il relève, et qui, après aval du conseil d'administration et de l'Office national, est escompté par la Banque de France ou la Banque de l'Algérie. Cette avance ne peut dépasser les deux tiers de la valeur de la quantité warrantée.

Art. 14. — Les caves coopératives peuvent créer, en contre-partie des vins qu'elles détiennent effectivement ou

qui sont détenus par leurs mandataires, des effets avalisés par l'Office national et escomptés par les caisses de crédit agricole mutuel fonctionnant sous le régime de la loi fondamentale du 5 août 1920 et placées sous le contrôle de la Caisse nationale de Crédit Agricole. Ces effets sont réescomptés par la Banque de France ou la Banque de l'Algérie à la demande des dites caisses, ou de la Caisse Nationale de Crédit Agricole ou de la Caisse Algérienne de Crédit Agricole.

Art. 15. — Il est organisé, par les soins de la Confédération nationale des Copératives vinicoles, et d'accord avec la Caisse nationale de crédit agricole, une *Caisse Mutuelle de Solidarité* dont les ressources ont pour but de garantir les intérêts et l'amortissement des capitaux investis dans l'acquisition ou la construction de caves coopératives ou de chais nationaux.

Les recettes de cette *Caisse Mutuelle de Solidarité* proviennent d'une cotisation fixée par le Conseil Central proportionnellement au nombre d'hectolitres vendus par chaque cave coopérative.

Le recouvrement est effectué par les soins des Comités départementaux.

Art. 16. — Il est établi une taxe à la charge des producteurs sur les quantités vendus par eux.

Cette taxe a pour but d'assurer le vigneron contre les calamités agricoles : gelée, grêle, inondation, etc.

Les Comités départementaux perçoivent cette cotisation, pour le compte et au profit de l'*Office National du Vin*, auprès des caves coopératives ; ils peuvent exercer, à cet effet, la procédure prévue en matière de contributions indirectes.

Toutefois, le recouvrement doit s'effectuer en trois

fractions au minimum, au fur et à mesure de l'écoulement de la récolte.

Art. 17. — Les revenus des droits de douane payés par les vins importés, le produit d'une quote-part des droits de circulation perçus sur les vins indigènes et le rendement des taxes prélevées sur les ventes sont affectés au fonctionnement de l'*Office National du Vin*.

L'Office peut aussi contracter tous emprunts gagés sur ses ressources normales.

Art. 18. — L'Office national interprofessionnel du Vin accrédite des agents assermentés qui peuvent pénétrer librement dans les locaux des producteurs, des commerçants, des débitants pour s'assurer du respect apporté par les intéressés à la réglementation édictée. Pour toute infraction commise en violation des dispositions réglementaires, ils ont l'autorisation de dresser des procès-verbaux et d'engager des poursuites correctionnelles.

Toutes les amendes infligées en vertu de la présente disposition sont perçues au bénéfice de l'Office.

Art. 19. — L'Office national recrute librement son personnel administratif et assure sa rétribution par prélèvement sur ses ressources normales.

Art. 20. — L'A.P.V. constitue un service particulier rattaché au Conseil Central. Il a pour but le développement de la consommation du vin, l'encouragement à la concentration des moûts, la création de nouvelles stations uvales. Pour cela, il utilise tous les moyens que la technique moderne de la publicité met à la disposition d'un service de propagande. Une taxe sur les transactions est spécialement affectée à l'A.P.V.

Des rations supplémentaires et des bons de vin sont dis-

tribus aux soldats, aux établissements de bienfaisance, aux chômeurs, aux indigents.

Art. 21. — Il est institué, dans chaque département producteur de vin, un comité paritaire composé du préfet ou de son délégué président, de trois membres désignés par les syndicats patronaux ou, à leur défaut, par les électeurs patrons à la Chambre d'Agriculture, et de trois membres désignés par les syndicats ouvriers ou, à leur défaut, par les électeurs ouvriers à la Chambre d'Agriculture.

Ce comité paritaire se réunit obligatoirement une fois par an, il conclut les conventions collectives de travail, et fixe pour la durée de l'année, le salaire minimum des ouvriers agricoles, compte tenu du prix normal du vin et de l'indice, constaté par la plus récente réunion de la commission paritaire départementale, du coût de la vie.

Art. 22. — Par suite de l'inégalité des conditions de production entre la Métropole et l'Algérie, les trois départements d'Alger, d'Oran, de Constantine ne peuvent écouler sur le marché métropolitain une quantité de vin supérieure à la récolte moyenne des dix dernières années. Il est convenu qu'au cas de récolte métropolitaine déficitaire, il sera fait appel de préférence aux vins algériens.

CONCLUSION

Sous le titre particulièrement suggestif : « Un cri d'alarme », M. Berthault écrit dans la *Revue Vinicole* (1) :

« Une émotion s'empare peu à peu du monde viticole. Chacun a le sentiment du provisoire; on a vaguement l'impression que tout cela n'est pas fait pour durer. On vit dans une mobilité perpétuelle qui ne se traduit évidemment pas par des bénéfices pour les entreprises agricoles ou commerciales.

» Le problème se trouve posé chaque jour avec une ampleur et une intensité toujours plus grandes. Il est devenu si aigu qu'il appelle une solution quelconque, tant la difficulté des affaires grandit.

» Les transactions ne peuvent se passer d'une stabilité plus réelle, ni rester soumises à des improvisations trimestrielles ».

Ces quelques lignes reflètent la situation exacte de la viticulture à l'heure actuelle: la crainte de l'avenir hante les esprits. L'annonce d'une belle récolte, considérée autrefois comme le prélude du bonheur pour tous, devient aujourd'hui le signe avant-coureur d'une calamité sans pareille. On se demande avec anxiété comment s'écoulerait

(1) « *Revue Vinicole* », 30 juillet 1937.

une production quelque peu importante ; l'abondance n'entraînerait-elle pas, ô ironie des choses de ce monde, la gêne au foyer du vigneron ?

Même les années normales, le prix rémunérateur n'est pas une certitude. Le marché reste soumis à la libre concurrence et les cours s'établissent selon le bon vouloir des acheteurs. Le vendeur doit passer sous les fourches caudines ou attendre s'il le peut ; dans ce dernier cas que faire des foudres pleins en fin de campagne, à la veille des vendanges ?

Contre le risque naturel, par excellence, constitué par les calamités agricoles : gelée, grêle, inondation, mildew, etc..., le malheureux paysan demeure désarmé. Aucune protection ne lui est accordée dans sa lutte courageuse contre les terribles parasites de la vigne ou les accidents atmosphériques. Victime des caprices de la nature, aucun secours ne lui viendra de l'extérieur.

Une spéculation effrénée, qui ne connaît pas de borne, continue à rançonner tantôt le producteur, tantôt le consommateur, et surtout le commerce honnête, laborieux, qui vit de la juste rétribution de ses services et non des coups de bourse spéculatifs.

Ce qui manque au monde viticole tout entier, c'est la sécurité et la stabilité. Il faut organiser un cycle qui va du producteur au consommateur en passant par l'intermédiaire indispensable : le commerce, et qui laisse à chacun des possibilités de vie.

Au producteur, bon an, mal an, un bénéfice suffisant permettant une rémunération équitable de la main-d'œuvre ;

Au consommateur, du vin de qualité à un prix raisonnable ;

Au commerçant, les possibilités de transactions les plus diverses.

Il s'agit, en somme, d'asseoir une économie sur des bases stables, indispensables à tout progrès social, et qui permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Mais il ne faut pas, en voulant trop ménager certains intérêts particuliers, que l'application des modalités prévues soit telle qu'à la longue, elle apparaisse comme décevante. C'est un peu le cas de la législation viticole actuelle. Certes, on ne doit pas rejeter en bloc toutes les dispositions du *Statut de la Viticulture*: les mesures qui, comme l'arrêt des plantations, la poursuite de la politique de qualité, la résorption des excédents au cas de récolte pléthorique, tendent vers une organisation générale et définitive, sont à retenir. Toutefois, cette législation ne paraît pas le remède salutaire que tous ceux qui vivent de la vigne et du vin sont en droit d'attendre: pas de prix rémunérateur assuré, pas de garantie contre les calamités agricoles, aucune sécurité dans les transactions, impossibilité de résorber les quantités excédentaires importantes.

L'économie organisée n'est qu'une transaction entre l'économie libérale du passé et l'économie dirigée de l'avenir, d'où son caractère provisoire. Tout système d'organisation du marché, quel qu'il soit, ne peut avoir qu'un effet momentané; à la longue, il se trouve voué à l'échec, comme étant dépassé par les événements. Ce trait distinctif explique la cascade de lois, décrets, règlements, appliqués à la viticulture ces dernières années. Tous les ans, de nouvelles mesures s'avèrent souhaitables alors que d'autres déjà existantes, apparaissent inutiles. Quelquefois même le critère d'inutilité se révèle immédiatement: dès le vote de l'arrachage obligatoire, son recours ne fut plus nécessaire et son application remise « sine die ».

L'économie organisée tient à la fois du libéralisme et du « dirigisme ». C'est ainsi que dans le Statut actuel de la Viticulture nous rencontrons en germe, certaines dispo-

sitions de l'Office du Vin: la C.I.V. où sont représentés les viticulteurs, les consommateurs, les négociants en vins, constitue une sorte de Conseil Central; la détermination du prix de base pour la libération d'une nouvelle tranche diffère peu de la fixation du prix social par l'Office. Seulement, comme tout système hybride, voulant assembler des mesures inconciliables, libérales et dirigées, le Statut ne peut donner de bons résultats. Aussi proposons-nous le recours à l'*Office National du Vin*, aboutissement logique qu'il nous faudra bien adopter un jour contraints et forcés.

L'*Office National du Vin*, institution forte, dégagée de tout esprit démagogique, peut, seul, apporter la stabilité et la sécurité qui donneraient aux masses viticoles plus de richesse, d'indépendance et de bien-être.

Le viticulteur ne connaîtrait plus ces hausses vertigineuses — dont très peu profitent — suivies de dépressions exagérées, cette fatalité d'un rythme alternatif comprenant des périodes de prospérité et de crise qui lui fait, continuellement, côtoyer des jours de misère. Une rémunération viendrait, en tout temps, récompenser ses efforts et l'assurance obligatoire le préserverait contre la ruine que l'adversité entraîne en quelques minutes.

Le consommateur, surtout le consommateur au détail, qui achète à des prix élevés et ne profite jamais des pointes en baisse, pourrait se procurer, par l'assainissement des transactions, meilleur marché un vin de qualité payé plus cher au producteur.

Par suite de la stabilité des cours, le commerçant aurait la certitude de percevoir un bénéfice raisonnable sur les affaires traitées par lui.

L'ouvrier agricole obtiendrait, chaque jour, un salaire qui lui permettrait de vivre, lui et sa famille, dans l'aisance et la dignité.

Enfin, grâce à un système rationnellement conçu, les quantités de vin excédentaires provenant de récoltes abondantes seraient réparties sur les années déficitaires au lieu d'être détruites comme aujourd'hui, ainsi les besoins de la consommation même développée pourraient toujours recevoir satisfaction pour le plus grand profit de tous.

L'intérêt bien compris de la viticulture ne consiste pas à boudier son temps mais plutôt à reconnaître ce qui est; l'évolution des faits se montre irrésistible, elle n'admet aucun obstacle; les viticulteurs ont tout à gagner à la reconnaissance « de facto et de jure » d'une institution qui risque de se constituer contre eux si elle ne se fait pas avec leur consentement.

Le projet d'*Office National du Vin*, tel qu'il résulte de ce modeste travail, présente, nous le reconnaissons bien volontiers, de nombreuses lacunes, mais le principe doit être retenu. Il appartient aux hommes de bonne volonté, compétents en matière viticole, de consolider et de perfectionner une étude que nous avons ébauchée d'une façon tout-à-fait incomplète. Nous leur laissons ce soin.

Notre dernier mot sera un cri d'amour envers « l'Alma Parens », accompagné d'un foi inébranlable dans ses destinées immortelles :

« Vivo la terro maïre e l'habitant que la boulégo ! » (1).

« Vive la terre nourricière et le paysan qui la travaille ! ».

(1) Premiers mots du télégramme adressé par Mistral au meeting viticole de Béziers, 12 mai 1907.

BIBLIOGRAPHIE

(Seuls les ouvrages utilisés directement pour notre travail sont mentionnés ici).

ANTONELLI. — Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

« *La protection de la viticulture par l'Etat* ». Thèse Paris, 1905.

Cours d'Economie Politique, 1936.

BAYLET. — Ancien député de l'Hérault.

Amendement au projet de loi tendant à l'assainissement du marché des vins. Chambre des Députés. Quinzième législature. N. 4216, 7 décembre 1934.

Discours Chambre des Députés. 17 janvier 1936.

BLOCH. — *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris, 1931.

BLUM. — *Bolchevisme et Socialisme*, Paris, 1924.

Discours sur l'Office National du Vin. Radio-Midi, 23 avril 1936.

CLIQUE. — *Les Caves Coopératives*, thèse, Dijon, 1931.

COURTIN. — Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

La Viticulture devant les Pouvoirs publics. Revue politique et parlementaire. 10 juin 1931.

Le Statut de la Viticulture. Revue politique et parlementaire. 10 septembre 1931.

- DEAT. — *Le Plan français*. Paris, 1935.
- DEGRULLY. — Professeur à l'Ecole Nationale d'Agriculture de Montpellier, membre de l'Académie d'Agriculture.
Essai historique et économique sur la production et le marché des vins. Thèse, Montpellier, 1910.
- DELON (Dr). — Président de la Fédération des Caves Coopératives de l'Hérault. Secrétaire général de la Confédération Nationale des Coopératives agricoles.
Contribution à l'étude des conventions collectives tendant à régler les rapports entre producteurs et commerçants et fixant notamment les conditions de vente du vin. Rapport. Congrès de la Confédération Nationale des Caves Coopératives Agricoles. — Paris, août 1937.
- DOUARCHE. — *Le Vin*. Extraits des auteurs français du 16^e au 20^e siècle. — Paris, Alcan, 1930.
- DURKHEIM. — *Le Socialisme*. — Paris. Alcan, 1928.
- FUZIER. — *Offices Publics Nationaux*. Thèse. Montpellier, 1936.
- GERVAIS. — *Etat actuel de la viticulture française*. Rapport. Congrès international de la viticulture. — Lyon, 20 juillet 1914.
- GIDE (Charles). — *La crise du vin en France et les associations coopératives de vinification*. Revue d'Economie politique, 1901.
- HAUSER. — *La Paix Economique*. Colin, 1935.
- JOSSEMAND. — *Cours de Droit Civil*. — Paris, 1932.
- MARTIN (Germain). — *Essai sur la vente des vins*. Revue bourguignonne d'enseignement supérieur, 1904.
- MAUDET. — *Le Statut juridique de la viticulture française*. Thèse. — Paris, 1933.
- MILHAU. — *Etude économétrique du prix du vin en France*. Thèse. — Montpellier, 1935.
L'Econométrie et ses applications. Revue d'Economie politique. Janvier-février 1938.

- MORIN. — Doyen de la Faculté de Droit de Montpellier.
La Révolte des faits contre le Code. — Paris, 1920.
- PIE XI. — *Encyclique « Quadragesimo Anno », sur la restauration de l'ordre social.* 15 mai 1931.
- PIROU (Gaëtan). — Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Histoire des Doctrines économiques en France, depuis 1870. Colin, 1934.
- RABULESCU (Dam). — *Introduction à l'Economie dirigée. Rivière.* — Paris, 1937.
- ROCHE-AGUSSOL. — *Cours d'Economie Politique*, 1933.
- ROUANET DE VIGNE-LAVIT. — *Le Problème international du vin.* Thèse, Montpellier, 1935.
- ROUPNET. — *Histoire de la campagne française.* Grasset. — Paris, 1932.
- SABADIE. — *Le nouveau statut de la viticulture.* Thèse, Toulouse, 1932.
- THOMAS. — Professeur honoraire à la Faculté des Lettres de Montpellier.
Montpellier, ville marchande. Chambre de Commerce, 1932.
- TUDEZ. — *Le développement de la vigne aux environs de Montpellier du XVIII^e siècle à nos jours.* Thèse, Montpellier, 1934.
- WOLCK. — *Le problème viticole franco-algérien.* Thèse, Paris 1934.

TEXTES ET PUBLICATIONS

- Loi du 15 août 1936 sur l'Office national interprofessionnel du blé.
- Publication de l'Office international du Vin.
- Codification du Statut juridique et fiscal de la Coopération agricole.
- Codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assainissement du marché du vin.
- Bulletin de statistique et de législation comparée.

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
PREMIÈRE PARTIE	
<i>La place de la Viticulture dans l'Economie française .</i>	11
Importance économique et sociale. — Développement de la production viticole. — Crise phylloxérique — Crise de mévente. — Crise économique. — Dif- ficultés d'organisation du marché vinicole. — Pré- cédents historiques. — L'économie d'après- guerre	13
DEUXIÈME PARTIE	
<i>L'Economie viticole organisée</i>	55
Chapitre I. — Le Statut actuel de la Viticulture	57
Chapitre II. — Résultats et étude critique	80
TROISIÈME PARTIE	
<i>L'économie viticole dirigée</i>	101
Chapitre I. — Notions générales sur l'économie dirigée Les principes. — Les exemples. — Le service d'exploit- ation industrielle des tabacs	103
Chapitre II. — Analyse des projets d'Office National du Vin	125

Organisation administrative. — Fonctionnement technique. — Fonctionnement financier. — Dispositions visant l'Algérie. — Dispositions sur la fixation des salaires	125
Chapitre III. — Les organes directeurs de l'Office National du Vin	141
Conseil Central. — Comités départementaux. — Comités de coopération. — Caves coopératives .	
Chapitre IV. — Le fonctionnement technique de l'Office National du Vin.	159
Vinification. — Prise en charge. — Cession au commerce. — Résorption des excédents. — Nationalisation des grands domaines. — Personnel .	
Chapitre V. — Le fonctionnement financier de l'Office National du Vin	176
Fixation du prix. — Fonds de roulement. — Budget et contrôle .	
Chapitre VI. — L'Office National du Vin et la Viticulture algérienne	191
Comparaison. — Solutions proposées .	
Chapitre VII. — L'Office National du Vin et les salaires dans la Viticulture	206
Subsistance de l'ouvrier et de sa famille. — Situation de l'entreprise. — Exigences du bien commun .	
Chapitre VIII. — L'Office National du Vin et le Socialisme	214
Rattachement de l'économie à des fonctions directrices. — Socialisation des moyens de production	
Chapitre IX. — Vues d'avenir	228
CONCLUSION	262

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
PREMIÈRE PARTIE	
<i>La place de la Viticulture dans l'Economie française .</i>	11
Importance économique et sociale. — Développement de la production viticole. — Crise phylloxérique — Crise de mévente. — Crise économique. — Dif- ficultés d'organisation du marché vinicole. — Pré- cédents historiques. — L'économie d'après- guerre	13
DEUXIÈME PARTIE	
<i>L'Economie viticole organisée</i>	35
Chapitre I. — Le Statut actuel de la Viticulture	37
Chapitre II. — Résultats et étude critique	80
TROISIÈME PARTIE	
<i>L'économie viticole dirigée</i>	101
Chapitre I. — Notions générales sur l'économie dirigée Les principes. — Les exemples. — Le service d'exploit- ation industrielle des tabacs	103
Chapitre II. — Analyse des projets d'Office National du Vin	125

Organisation administrative. — Fonctionnement technique. — Fonctionnement financier. — Dispositions visant l'Algérie. — Dispositions sur la fixation des salaires	125
Chapitre III. — Les organes directeurs de l'Office National du Vin	141
Conseil Central. — Comités départementaux. — Comités de coopération. — Caves coopératives .	
Chapitre IV. — Le fonctionnement technique de l'Office National du Vin.	159
Vinification. — Prise en charge. — Cession au commerce. — Résorption des excédents. — Nationalisation des grands domaines. — Personnel .	
Chapitre V. — Le fonctionnement financier de l'Office National du Vin	176
Fixation du prix. — Fonds de roulement. — Budget et contrôle .	
Chapitre VI. — L'Office National du Vin et la Viticulture algérienne	191
Comparaison. — Solutions proposées .	
Chapitre VII. — L'Office National du Vin et les salariés dans la Viticulture	206
Subsistance de l'ouvrier et de sa famille. — Situation de l'entreprise. — Exigences du bien commun .	
Chapitre VIII. — L'Office National du Vin et le Socialisme	214
Rattachement de l'économique à des fonctions directrices. — Socialisation des moyens de production	
Chapitre IX. — Vues d'avenir	228
CONCLUSION	262

Vu :
Montpellier le 7 mai 1938
Le président de thèse
Etienne ANTONELLI

Vu :
Montpellier, le 7 mai 1938
Le Doyen,
G. MORIN

Vu et permis d'imprimer
Montpellier, le 9 Mai 1938
Le Recteur,
PARISELLE

